



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

# RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2001



Office des publications  
[Publications.ec.eu.int](http://Publications.ec.eu.int)



Office des publications  
*Publications.eu.int*





OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

# RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2001



Office des publications  
[Publications.ec.eu.int](http://Publications.ec.eu.int)

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

# **RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2001**



Office des publications

*Publications.eu.int*

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2002

© Communautés européennes, 2002

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

ISBN 92-78-40093-9

*Printed in Luxembourg*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

# Table des matières

	<i>Page</i>
Préface du président . . . . .	5
<i>Executive summary</i> . . . . .	7
Principaux indicateurs de l'activité de l'Office de 1992 à 2001 . . . . .	11
<b>I. Travaux du comité de direction</b> . . . . .	<b>13</b>
<b>II. Relations avec les institutions et les services auteurs</b> . . . . .	<b>17</b>
1. Programmes de publication . . . . .	19
1.1. Généralités . . . . .	19
1.2. Commission. . . . .	19
1.3. Autres institutions, agences et organes . . . . .	20
2. Conventions de service . . . . .	20
3. Transparence du processus de production . . . . .	20
<b>III. La production</b> . . . . .	<b>21</b>
1. Journal officiel . . . . .	23
1.1. Considérations générales . . . . .	23
1.2. Production . . . . .	23
2. Consolidation de la législation communautaire . . . . .	25
3. Publications . . . . .	25
3.1. Orientations . . . . .	25
3.2. Production . . . . .	26
3.3. Bureau graphique . . . . .	26
3.4. Imprimerie intégrée . . . . .	26
4. Édition électronique . . . . .	27
4.1. Production . . . . .	27
4.2. Service intégré d'accès aux textes juridiques . . . . .	29
4.3. Le libraire de l'Union européenne («EU bookshop»). . . . .	33
5. Annuaire, publications documentaires et outils d'édition . . . . .	33
5.1. IDEA — Annuaire interinstitutionnel . . . . .	33
5.2. Publications documentaires (Tables, Répertoire et catalogues) . . . . .	33
5.3. Outils d'indexation et d'édition . . . . .	34
6. Coédition . . . . .	35
<b>IV. La diffusion</b> . . . . .	<b>37</b>
1. Généralités . . . . .	39
2. Politique de vente et résultats obtenus . . . . .	39
2.1. Résultats des ventes . . . . .	39
2.2. Bilan et perspectives . . . . .	44
3. Réseaux de distribution . . . . .	44
3.1. Bureaux de vente . . . . .	44
3.2. Diffusion gratuite . . . . .	46
3.3. Copyright . . . . .	47

<b>V. Gestion financière et administrative</b> . . . . .	49
1. Passation des marchés . . . . .	51
2. Gestion budgétaire . . . . .	52
2.1. Exécution budgétaire 2001. . . . .	52
2.2. Gestion du budget pour le compte des institutions . . . . .	53
3. Comptabilité commerciale . . . . .	53
3.1. Résultats d'exploitation . . . . .	53
3.2. Répartition des recettes de vente. . . . .	54
4. Gestion du personnel . . . . .	54
4.1. Effectifs . . . . .	54
4.2. Dialogue social . . . . .	55
4.3. Formation. . . . .	56
4.4. Réforme administrative de la Commission: impact sur l'Office . . . . .	56
<b>VI. Infrastructures</b> . . . . .	57
<b>VII. Audit interne</b> . . . . .	61
1. Activités 2001 . . . . .	63
2. Principales conclusions des audits finalisés . . . . .	63
<b>Annexe 1 — Organigramme de l'Office des publications         au 31 janvier 2002</b> . . . . .	67
<b>Annexe 2 — Comités et sous-comités interinstitutionnels         dont le secrétariat est assuré par l'Office des         publications</b> . . . . .	69
<b>Annexe 3 — Tableaux et graphiques</b> . . . . .	75
<b>Annexe 4 — Bilan et comptes des résultats</b> . . . . .	143
<b>Annexe 5 — Rapport sur la réalisation du programme ordinaire         de publication 2001 de la Commission</b> . . . . .	157
<b>Annexe 6 — Conventions de service: niveau des contacts amorcés.</b> . . . .	161

## Préface du Président

**S**i, pour l'Office des publications officielles des Communautés européennes, l'année 2000 fut une période mouvementée, 2001 a été l'année de l'«aggiornamento», de l'adaptation en profondeur au progrès et à l'évolution du monde actuel de son articulation et de ses méthodes de travail. Cette adaptation était mue, d'une part, par impulsion propre et, d'autre part, par suite de l'impact de la réforme en cours à la Commission et des exigences des institutions et organes en général.

En 2001 se sont donc concrétisés nombre de décisions et de projets minutieusement préparés l'année précédente.

Il s'agissait principalement de modifier la structure des unités de l'Office pour assurer leur adéquation avec les attentes des clients de l'Office et des publics auxquels les ouvrages et services qu'il offre sont adressés.

Cette restructuration incluait la mise sur pied d'une direction « production », un rééquilibrage de la répartition des responsabilités entre les différentes unités, ainsi que la création de nouvelles fonctions au sein de l'Office en vue d'optimiser les relations avec les services auteurs des institutions et agences, d'une part, et avec le public, d'autre part, par le biais d'une restructuration majeure des activités de diffusion. L'activité de l'audit interne a permis de lancer un premier train de mesures visant à resserrer les méthodes de travail en matière de procédures, de contrôles, de « reporting » et de suivi. La mise en œuvre de la décentralisation de la responsabilité financière et budgétaire a été initiée; elle sera poursuivie pendant l'année 2002.

2001 a été l'année d'autres « premières »: en effet, l'Office s'est, pour la première fois, doté d'un plan stratégique quinquennal. L'établissement d'un plan de travail 2002, détaillé par unité et projet et incluant les ressources budgétaires et humaines, fut également une nouveauté.

Côté réalisations, l'année 2001 a été marquée par l'ouverture au public en juin d'un portail unique d'accès au droit de l'Union européenne, dénommé EUR-Lex. Ce portail connaît un succès retentissant. Depuis son ouverture, le nombre de documents visualisés par mois est passé de quelque 6,5 millions à plus de 14 millions.

Le «marathon» de la consolidation de la législation communautaire se poursuit avec détermination. Le pari de la conclusion des travaux mi-2003 est maintenu.

En termes de recettes de vente, il y a lieu de noter la diminution continue des recettes nettes depuis 1996. En 2001, elles s'élèvent à 12,48 millions d'euros, soit une baisse de 20,4 % par rapport à l'année 2000. Cette chute des recettes facturées sera accentuée par la mise à disposition gratuite sur Internet de l'ensemble du droit de l'Union européenne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Ensemble avec chacun des services auteurs dans les institutions et agences, l'Office sera amené à revoir l'intégralité de sa stratégie de diffusion des publications sur papier, le tirage commercial représentant une proportion infime de l'ensemble des publications stockées dans ses entrepôts. En outre, vu l'évolution considérable des marchés de l'édition, il s'avère indispensable, en collaboration étroite avec les auteurs, d'améliorer la qualité rédactionnelle des ouvrages à publier. Par ailleurs, les développements en matière de publication en ligne et multimédia seront poursuivis de manière accrue.

Dans le cadre de la rénovation planifiée du bâtiment qui est le siège de l'Office des publications, le problème de l'hébergement des services s'est posé de façon aiguë en 2001 et a mobilisé beaucoup d'énergie en vue de trouver une solution pour la délocalisation temporaire du personnel et l'organisation détaillée du déménagement. « L'Office travaille, l'intendance suit »: cette maxime a pu être vérifiée, en fin d'année 2001 et en janvier 2002, par le déroulement sans faille d'un déménagement massif de personnel tant à l'intérieur du bâtiment Mercier que vers les locaux temporaires au bâtiment Jean Monnet. La durée estimée de la rénovation est de 16 mois.

Les lecteurs de ce Rapport constateront que l'année 2001 aura été celle de toutes les (r)évolutions pour l'Office des publications. Rien de tout cela n'aurait été possible sans le professionnalisme, la collaboration intense et la bonne volonté de son personnel. Grâce à leur contribution essentielle, l'Office aborde l'avenir avec confiance et se prépare activement à relever de nouveaux défis imminents, tel celui de l'élargissement, en vue duquel le monde de l'édition communautaire accueillera un nombre sans précédent de nouvelles langues qui viendront enrichir la diversité culturelle et linguistique de l'Union européenne.



David O'Sullivan

*Président du comité de direction  
de l'Office des publications officielles  
des Communautés européennes*

## Executive summary

Suite à la refonte des textes fondamentaux de l'Office des publications (décision 2000/459/CE, CECA, Euratom), le comité de direction a adopté une version actualisée de son règlement intérieur en février 2001. Durant l'année, les travaux du comité de direction ont été marqués par des décisions visant à étendre le volume de publication de documents législatifs sous forme électronique, par l'ouverture au public du portail intégré du droit de l'Union européenne en juin 2001 et la poursuite des travaux d'intégration des bases de données sous-jacentes, ainsi que par la préparation minutieuse de la mise à disposition du public à titre gracieux de la législation en ligne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. (I)

En 2001, l'Office des publications a assuré la gestion du programme prévisionnel de publication de la Commission (POP 2001) et la préparation du POP 2002. Ce dernier comprend 1 244 projets pour un montant total de quelque 29 millions d'euros. Une évolution significative est constatée dans le recours massif au support électronique. (II.1.2 et annexe 5) Une action de sensibilisation a été menée auprès des autres institutions et agences en vue de les encourager à définir une stratégie éditoriale et à élaborer un programme de publication (II.1.1/3). La démarche visant à la conclusion de conventions de service entre les services auteurs et l'Office a été activement poursuivie au cours de l'année 2001 (II.2 et annexe 6). Aucun progrès n'a pu être enregistré en ce qui concerne l'information en ligne des services auteurs sur le suivi du processus de production de leurs projets de publication (II.3).

Le volume des travaux liés à la production du Journal officiel (JO) assurée par l'Office a varié selon les séries. Ainsi le nombre de pages de l'édition papier du JO L a diminué de 5,9 % alors que le volume du JO C a augmenté de près de 40 % (incluant une augmentation notable des textes publiés sous forme exclusivement électronique dans la série JO C E). Les publications JO de l'OCVV et de l'OHMI ont connu une croissance en volume de 22,6 %. En 2001, les dépenses globales pour le JO L et C et le JO S s'élèvent à 85 856 377 euros par rapport à 116 515 651 euros en 1996, soit une diminution de 26,3 %. (III.1/2 et annexe 3, graphique 1)

Le nombre d'avis de marché a augmenté de quelque 7 % (annexe 3, tableau 3); à noter que seulement 5 % des avis sont reçus en format électronique (III.1.2.2).

L'Office a procédé à la préparation de nouvelles versions des CD-ROM JO S et JO L & C qui doivent être lancés en 2002 (III.1.2.3/4). La production d'autres CD-ROM de JO spécifiques, tel celui du TARIC, a permis de réduire les tirages sur papier (III.1.2.5).

Les progrès en matière de consolidation de la législation communautaire ont été moins rapides que prévu. Fin 2001, le volume de travaux restant pour terminer le rattrapage du passé représentait 1 300 familles d'actes. L'objectif de compléter le rattrapage d'ici mi 2003 pour les onze langues officielles est maintenu. (III.2)

L'Office a redéfini certaines procédures de production, notamment celle de type « impression à la demande » avec pour objectifs, à terme, l'archivage systématique des publications sous forme de fichiers électroniques et la réduction notable des stocks physiques (III.3.1 et III.4.3). Pour les publications générales, on note une légère diminution en nombre de parutions (-2 %), une augmentation du nombre de pages produites (+7 %), mais également un recours accru à la correction (+22 % de pages corrigées) et l'amorce d'un service de «subediting» et de «rewriting» (III.3.2).

L'intervention du bureau graphique de l'Office est régulièrement sollicitée pour des produits très variés (chartes graphiques, sites Web, CD-ROM, affiches, etc.) (III.3.3).

La production de l'imprimerie a augmenté de 11 % grâce à un recentrage de son mandat et à une utilisation optimisée des équipements (III.3.4).

En matière de publication électronique, l'année 2001 a vu une diminution de la production de CD-ROM, alors que l'orientation vers la publication électronique en ligne, en particulier via des portails fédérateurs sur Internet, se confirme. Le budget engagé est passé de 5,4 millions d'euros en 2000 à 6,8 millions d'euros en 2001, 65 % de ce dernier montant ayant été consacrés aux sites Internet. (III.4.1.1/2)

Les travaux du grand chantier de l'intégration des bases de données et des archives numériques législatives et juridiques ont abouti, en juin 2001, à l'ouverture au public du portail intégré d'accès au droit de l'Union EUR-Lex, dont le succès est retentissant (III.4.2.2.3). L'archive numérique EUDOR a été migrée vers une nouvelle base technique et constitue, depuis lors, un outil logistique pour assurer l'archivage et la diffusion (III.4.2.2.2). La qualité du service d'information juridique à valeur ajoutée CELEX a été améliorée et la couverture en documents élargie. L'attrait de cette base pour les professionnels du droit est indéniable, comme le confirment la croissance continue des indicateurs de fréquentation (en 2001, 24 millions de documents visualisés, 7,5 millions de sessions par consultation directe) (III.4.2.2.1; annexe 3, graphiques 2 à 4).

Le projet dénommé «Le libraire de l'Union européenne», qui vise à cataloguer de façon homogène l'ensemble des publications communautaires et à fédérer les fonds documentaires des institutions et agences, a fait l'objet d'une étude préalable en 2001. L'Office a été chargé de développer un prototype en partenariat avec un premier ensemble de services auteurs (III.4.3).

Un nouvel outil a été introduit pour assurer l'indexation bibliographique, analytique et descriptive de la production et la création de notices (III.5.2/5.3.2.1). Les travaux préparatoires en vue de la quatrième édition du thésaurus multilingue Eurovoc ont été menés (III.5.3.1). L'Office a conduit une campagne de systématisation des normes d'attribution d'identifiants de publications, notamment ceux des agences internationales, afin de garantir le catalogage homogène des publications communautaires de par le monde (III.5.3.2.2).

En 2001, 7 ouvrages, dont 4 CD-ROM, ont été publiés en partenariat avec des éditeurs commerciaux de renommée (III.6).

La diffusion de publications payantes et gratuites a augmenté de 8,32 % (IV.1). Ainsi, 59,9 millions d'exemplaires ont été diffusés en 2001. La diffusion simultanée en 11 langues de l'*Annuaire inter-institutionnel* n'a pas eu l'effet escompté en termes commerciaux (IV.2.1.1). En termes de facturation, on constate une baisse de 20,4 % par rapport à l'année précédente pour un total de quelque 12,48 millions d'euros. Dans ce contexte, on relève la diminution conséquente des recettes d'abonnements au Journal officiel L et C papier et au CD-ROM JO S ainsi qu'une baisse globale de 11 % du nombre d'abonnements aux périodiques (IV.2.1). L'impact de la gratuité de l'information sur Internet est indéniable. Les consultations de la base TED continuent de croître, leur nombre ayant progressé de quelque 60 % en 2001 (IV.2.1.6.1). En termes de potentiel théorique de vente, il y a lieu de relever que, hors Journal officiel, seuls quelque 7,7 % des tirages effectués en 2001 étaient destinés à la vente (IV.2.2).

Pour ce qui est des titres les mieux vendus, on constate que seuls 10 titres sur papier dépassent la quantité de 1 000 exemplaires vendus (toutes langues confondues) et 6 titres hors ligne les 100 exemplaires vendus (IV.2.1.4.2), d'où l'impérieuse nécessité de mener une réflexion de fond sur la stratégie éditoriale des institutions et les modes alternatifs de stockage et de production des publications. Les volets animation des réseaux de distribution, promotion et marketing ont été renforcés en 2001; plusieurs études et enquêtes ont été réalisées ou lancées en vue d'analyser l'adéquation des produits et des services de l'Office par rapport aux attentes de la clientèle (IV.3).

L'activité de gestion des droits d'auteur se transforme peu à peu en une fonction de conseil à l'égard des services auteurs et du public. L'animation du Forum des éditeurs européens s'est poursuivie en 2001, sans pour autant que le problème fondamental de ce partenariat ait pu être résolu, à savoir l'offre en manuscrits attractifs trop limitée pour des éditeurs commerciaux (IV.3.3).

L'Office a présenté 22 dossiers à la commission consultative des achats et des marchés (CCAM) pour un montant total estimé de 29,9 millions d'euros. Un autre dossier a été présenté à la CCAM de l'OHMI. En tant que rapporteur, l'Office a traité 130 dossiers. Les procédures d'appel d'offres ont un taux de réponse très faible (4 offres en moyenne par procédure) (V.1).

En 2001, l'exécution des crédits dont l'Office est ordonnateur délégué représentait 98 millions d'euros pour les engagements et 93,9 millions pour les paiements et le total des moyens financiers engagés par l'Office pour le compte des institutions s'élevaient à environ 106,6 millions d'euros (V.2) (cf. nota bene p. 53).

Les effectifs de l'Office n'ont pas évolué en termes de nombre en 2001. Certaines transformations de postes ont été réalisées (V.4).

Au niveau des infrastructures, l'année 2001 a été marquée par la recherche active de locaux alternatifs pour la durée des travaux de rénovation du bâtiment Mercier, leur préparation en termes d'équipements et les déménagements massifs de personnel pour permettre que les travaux soient entrepris dès le début de l'année 2002 (VI).

Dans le cadre de la réforme administrative de la Commission, l'Office a mis en place une fonction d'audit interne, dont l'activité a démarré en décembre 2000 (VII et annexe 5). Une première étape a également été franchie dans la décentralisation des circuits financiers (V.4.4).



## Principaux indicateurs de l'activité de l'Office de 1992 à 2001

Domaine	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Variation 2000/2001 (en %)	Variation 1992/2001 (¹)
<b>Production</b>												
<i>Publication traditionnelle</i>												
Nombre de pages du JO L	198 252	194 796	240 896	198 736	215 688	220 012	232 368	227 876	240 520	226 339	- 5,90	+ 14,17
Nombre de pages du JO C	155 400	151 652	189 216	152 120	246 996	247 000	285 586	230 811	225 602	313 406	+ 38,92	+ 101,68
dont Nombre de pages JO C E	—	—	—	—	—	—	—	2 500	38 258	94 941	+ 148,16	+ 3 697,64
Nombre de pages OCVV/OHMI	—	—	—	—	2 288	14 783	61 330	67 646	72 558	88 964	+ 22,61	+ 3 788,29
Nombre de pages												
Autres documents budgétaires	30 699	31 761	32 706	35 478	37 664	35 574	36 212	37 620	40 634	41 261	+ 1,54	+ 34,41
Nombre de parutions	3 980	4 170	4 604	4 802	7 017	8 483	7 290	7 066	6 920	6 724	- 2,83	+ 68,94
<i>Publication multimédia</i>												
Multimédia — Nombre de projets clôturés	—	—	—	—	—	23	90	80	151	104	- 31,13	+ 352,17
CELEX — Nombre de documents visualisés	—	(²)	(²)	(²)	5 153 136	7 856 822	13 980 997	15 395 174	19 988 609	23 735 816	+ 18,75	+ 360,61
EUR-Lex — Nombre de JO/pages sommaires consultés par jour (moyenne)	—	—	—	—	—	—	50 000	100 000	150 000	450 000	+ 200,00	+ 800,00
Nombre d'avis publiés au JO S	52 693	67 192	96 340	127 770	140 576	155 186	163 395	162 951	161 221	172 194	+ 6,81	+ 226,79
<b>Diffusion</b>												
Ventes facturées (écus/euros)	14 651 676	15 700 943	19 829 781	20 559 426	22 891 125	22 217 383	21 928 454	17 015 754	15 668 318	12 489 216	- 20,42	- 14,76
Nombre d'abonnements payants	60 517	61 758	67 370	67 458	60 987	58 134	50 452	46 463	40 874	36 424	- 11,25	- 39,81
Nombre d'exemplaires diffusés (millions)	57,3	44,6	56,8	48,9	63,3	86,7	65,4	53,2	55,3	59,9	+ 8,32	+ 4,54
Nombre d'adresses gérées	—	—	393 503	601 628	769 376	881 714	988 073	1 020 919	1 025 469	1 113 994	+ 8,63	+ 183,10
<b>Fonctionnement de l'Office</b>												
Dépenses budgétaires A-342 (écus/euros)	39 643 878	42 279 005	43 905 401	52 446 281	53 044 454	54 086 680	53 863 229	54 947 546	55 882 256	56 421 682 (³)	+ 0,97	+ 42,32
Dépenses budgétaires A-343 (euros)	—	—	—	—	—	—	—	4 997 239	4 996 720	4 999 100	+ 0,05	—
Prestations facturées (écus/euros) (⁴)	99 495 330	106 584 969	117 417 566	127 710 566	151 395 557	139 043 264	123 082 802	107 822 632	95 592 820	105 889 923	+ 10,77	+ 6,43
Effectifs	428	463	465	525	525	525	525	525	522	522	—	+ 21,96

(¹) La période de référence diverge en fonction de la date de début des valeurs.

(²) Les prestations facturées concernent les dépenses de publication gérées pour le compte des institutions.

(³) Utilisation calculée en heures de connexion.

(⁴) Avec les crédits de réemploi et les crédits reportés, le montant total de l'exécution des crédits de paiement est de 68 443 607,54 euros.



## I. Travaux du comité de direction



L'Office des publications est un organisme interinstitutionnel régi par un comité de direction composé des secrétaires généraux des institutions et du greffier de la Cour de justice. L'Office a pour mission de réaliser l'ensemble des opérations éditoriales qui permettent aux institutions et organes de l'Union européenne de remplir leurs obligations en matière de publication.

Le comité de direction a eu, au cours de l'exercice 2001, la composition suivante:

- M. Julian Priestley, secrétaire général du Parlement;
- M. Javier Solana Madariaga, secrétaire général du Conseil, haut représentant, et M. Pierre de Boissieu, secrétaire général adjoint;
- M. David O'Sullivan, secrétaire général de la Commission et président en exercice du comité de direction;
- M. Roger Grass, greffier de la Cour de justice;
- M. Édouard Ruppert, secrétaire général de la Cour des comptes, jusqu'au 30 juin 2001; M. Michel Hervé, secrétaire général de la Cour des comptes, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2001;
- M. Patrick Venturini, secrétaire général du Comité économique et social;
- M. Vincenzo Falcone, secrétaire général du Comité des régions.

Pour des questions liées à la gestion du personnel, le président peut inviter le directeur général du personnel et de l'administration de la Commission à participer aux travaux du comité. En 2001, ce poste était occupé par M. Horst Reichenbach.

Le comité de direction s'est réuni le 20 juin 2001 (titulaires), les 6 février, 20 mars et 27 novembre 2001 (suppléants), ainsi que les 29 mai et 16 octobre 2001 (réunions *ad hoc*) (suppléants). En outre, 20 dossiers ont été soumis en 2001 au comité de direction par la voie de la procédure écrite.

En 2001, l'Office a institué un mécanisme de «reporting» trimestriel de ses indicateurs d'activités, qui permet de tenir informés les membres du comité de direction de la charge de travail et des résultats obtenus dans les divers domaines de production du ressort de l'Office. Les indicateurs couverts par ce système sont complétés et affinés au fur et à mesure afin d'obtenir une «photographie» fidèle du niveau d'activités de l'Office et de l'effet de ses actions.

Suite à la refonte des textes fondamentaux de l'Office en 1999/2000, qui a abouti à l'adoption de la décision 2000/459/CE, CECA, Euratom relative à son organisation et son fonctionnement <sup>(1)</sup>, l'Office a procédé à l'actualisation du règlement intérieur du comité de direction qui a été approuvé en réunion le 6 février 2001. Lors de cette même réunion, le comité de direction a approuvé la charte de l'audit interne et le premier plan annuel d'audit interne.

Le comité de direction a, à plusieurs reprises, analysé les catégories de documents législatifs à publier sous forme exclusivement électronique et a œuvré pour renforcer cette tendance auprès des institutions et agences.

Le comité a également décidé de l'ouverture au public du portail EUR-Lex en juin 2001 et de la poursuite des travaux d'intégration des bases de données sous-jacentes.

Lors de la réunion de mars 2001, le comité de direction a initié le processus visant à rendre gratuit l'accès en ligne à l'ensemble du droit de l'Union européenne. La décision à cet effet a été prise en juin 2001 et la date butoir a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Le projet de plan stratégique quinquennal présenté par l'Office a fait l'objet de plusieurs discussions au sein du comité de direction avant d'être approuvé en juin 2001, de même que les perspectives d'évolution de l'Office dans le contexte de l'élargissement.

<sup>(1)</sup> JO L 183, 22.7.2000, p. 12.

Une réunion *ad hoc* a été consacrée à un échange de vue sur les prix des abonnements au Journal officiel pour les années 2002 et 2003.

En novembre 2001, le plan de travail 2002 de l'Office a été approuvé par le comité de direction. Lors de cette même réunion, plusieurs points à l'ordre du jour étaient consacrés au mode de financement des publications, et les barèmes de stockage ont été revus à la hausse. Cette réunion a également servi à exposer dans les grandes lignes le prochain grand chantier qui sera pris en charge par l'Office, à savoir «Le libraire de l'Union européenne» ou «EU Bookshop», destinée à devenir le fonds documentaire de toutes les publications communautaires.

## **II. Relations avec les institutions et les services auteurs**

- 1. Programmes de publication**
- 2. Conventions de service**
- 3. Transparence du processus de production**



# 1. Programmes de publication

## 1.1. Généralités

En 2001, l'Office des publications a poursuivi l'action de sensibilisation auprès des institutions, organes et agences, visant à les encourager à définir, avec précision et sur la base d'un plan d'information et de communication adapté à leurs missions spécifiques, une stratégie éditoriale et à élaborer un programme de publication.

Les services responsables des publications ont été contactés individuellement à cette fin. La vaste majorité a manifesté un intérêt explicite susceptible d'être traduit en programme de publication. Une nouvelle version du dispositif de gestion <sup>(1)</sup> a été mise en place et est devenue opérationnelle, afin de pouvoir gérer ces programmes.

En effet, il y a une conviction générale que ce type de programmes permet de disposer d'une meilleure planification et d'une plus grande maîtrise tant des moyens budgétaires requis que des ressources à mettre en œuvre pour son exécution.

## 1.2. Commission

Déjà par le passé, l'Office était, en tant que maison d'édition des institutions, étroitement associé aux travaux concernant le programme ordinaire de publication (POP) de la Commission.

Après la reprise de la gestion de la base de données PubDB, en vue de l'établissement du POP 2001 et le traitement des demandes d'adaptation, une enquête a été menée auprès des services auteurs, afin d'apporter des améliorations sur le plan des fonctionnalités et de la convivialité.

Les services auteurs ont beaucoup apprécié cette association étroite au développement d'un outil et d'une méthode de travail, qu'ils perçoivent dès lors comme faisant partie intégrante de leur propre environnement de travail.

L'Office a également organisé plusieurs actions de formation à l'attention des services auteurs, afin d'atteindre l'approche la plus homogène et transparente lors de l'élaboration du POP 2002.

Par décision de la Commission du 29 novembre 2001, l'Office s'est vu confier, de façon autonome, la mission de rassembler, sous sa coordination technique, l'ensemble des programmes de publication des directions générales et services, à établir avant le début de chaque exercice budgétaire.

Une consultation interservices lancée par l'Office est censée arrêter le programme ordinaire de publication pour l'exercice budgétaire suivant.

Pour l'exercice 2002, cette consultation a été lancée le 6 décembre 2001 et comprenait:

- le relevé des publications programmées,
- une fiche financière détaillée par ligne budgétaire,
- une fiche financière synthétique reprenant les dépenses programmées pour les 95 lignes budgétaires impliquées.

Les services auteurs ont massivement répondu à la consultation et après traitement des observations des services auteurs, le POP 2002 compte 1 244 projets de publication pour un montant provisoire de 29 305 252,30 euros.

Une évolution remarquable — déjà constatée lors de l'exercice précédent — s'est confirmée: le recours massif au support électronique, souvent complémentaire à un (premier) tirage sur support

<sup>(1)</sup> <http://pubdb.opoce.ccc.eu.int>

papier, support le plus coûteux en ce qui concerne la production, le stockage et la diffusion. Ainsi, presque 50 % des documents sont appelés à être publiés sur le Web, tandis que le support CD/DVD-ROM est retenu pour presque 10 % des projets d'édition.

Afin de pouvoir faire face aux situations imprévues, ce programme fait l'objet de demandes d'adaptations durant l'exercice en cours. Des adaptations sont acceptées sous réserve que la cohérence du POP en général soit préservée et qu'il y ait une couverture budgétaire appropriée pour couvrir les projets ajoutés. Sur base de cette procédure, 147 projets de publication ont été ajoutés au POP 2001 en cours d'année.

Un rapport mensuel est effectué concernant la réalisation du POP, sur base du programme tel qu'il figure dans l'application PubDB <sup>(1)</sup> et les demandes réellement introduites auprès de l'Office. L'état d'exécution du POP 2001 est joint en annexe 5.

### 1.3. Autres institutions, agences et organes

Parallèlement, l'Office s'est attaché à sensibiliser les institutions autres que la Commission et les agences à l'utilité pratique de procéder à l'élaboration d'un programme de publication. La situation de chacun à cet égard est très inégale. Néanmoins, plusieurs institutions et agences ont eu à cœur, au cours de 2001, de procéder à cet exercice pour 2002:

- Cour de justice,
- Banque européenne d'investissement,
- Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail,
- Agence européenne pour l'environnement,
- Agence européenne pour l'évaluation des médicaments,
- Centre européen pour le développement de la formation professionnelle,
- Fondation européenne pour la formation,
- Observatoire européen des drogues et des toxicomanies.

L'ouverture à leur profit de l'application PubDB gérée par l'Office devrait les y aider à l'avenir.

## 2. Conventions de service

La nouvelle approche de l'Office vis-à-vis des services auteurs, mise en pratique depuis le mois d'avril 2001, devra permettre d'établir des conventions de service entre les différents services auteurs et l'Office. Les conventions de service préciseront, d'une part, les attentes des services auteurs et, d'autre part, les modalités pratiques d'exécution par l'Office.

Par ailleurs, le tableau en annexe 6 reflète les contacts de service entre les différents services auteurs et l'Office.

La première convention de service avec le Comité économique et social a été signée en juin 2001. D'autres conventions sont en cours de négociation (Eurostat, direction générale «Marché intérieur»).

## 3. Transparence du processus de production

L'Office n'a pas encore été en mesure de permettre en 2001 un accès des services auteurs au suivi en ligne du processus de production. ●●●

## **III. La production**

- 1. Journal officiel**
- 2. Consolidation de la législation communautaire**
- 3. Publications**
- 4. Édition électronique**
- 5. Annuaire, publications documentaires et outils d'édition**
- 6. Coédition**



# 1. Journal officiel

## 1.1. Considérations générales

Très stable depuis 1996, à l'exception d'un pic de production en 1998, le nombre de pages publiées au Journal officiel a connu une augmentation sensible (16 %) en 2001.

Il s'agit surtout de textes publiés dans le JO C E, l'édition exclusivement électronique. Le processus de préparation de cette série C E est toutefois strictement identique à celui de l'édition papier à l'exclusion de l'impression.

Fin 2001, le Parlement et le Conseil ont décidé de publier dans cette série électronique leurs actes préparatoires à compter de janvier 2002.

2001 a connu une forte augmentation du nombre d'avis publiés dans le JO S. Le volume global est en progression de quelque 7 %.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des dépenses de l'ensemble des institutions par rapport à une base 100 en 1996:

	En euros (2001)	2001	2000	1999	1998	1997	1996
<i>Dépenses globales</i>							
JO L et C	56 230 054	78	66	81	84	87	100
JO S	29 626 323	63	56	58	73	95	100
<b>Total</b>	<b>85 856 377</b>	<b>72</b>	<b>62</b>	<b>71</b>	<b>80</b>	<b>90</b>	<b>100</b>
<i>Dépense unitaire</i>							
Par page JO L et C	107,89	58	57	72	75	86	100
Par avis JO S	172,05	51	49	50	63	86	100

## 1.2. Production

### 1.2.1. Journal officiel L et C

#### a) JO L et C

Le nombre de pages du JO L régresse de 6 %. En fait, la variation provient de l'absence en 2001 de deux textes volumineux publiés par le Conseil en 2000.

En revanche, le JO C augmente de 39 %, notamment sous sa forme purement électronique (JO C E). En effet, les actes préparatoires de la Commission (documents COM) et les Questions écrites des parlementaires européens ont plus que doublé en volume (42 680 pages et 52 261 pages respectivement).

**b) Autres documents budgétaires**

Le nombre de pages des avant-projet et projet de budget s'élève à respectivement 21 736 pages (1 976 pages par langue) et 19 525 pages (1 775 pages par langue).

**c) Organismes décentralisés**

95 211 marques ont été publiées dans le Bulletin officiel de l'OHMI, soit une progression de 17 % par rapport à 2000.

Le nombre de pages publiées du Journal officiel de l'OHMI et du Bulletin de l'OCVV est en augmentation de 22,8 % et 8 % respectivement.

**1.2.2. CD-ROM JO L & C**

La production du CD-ROM L & C a été réalisée conformément aux calendriers. Les tirages sont en légère progression.

À la demande des institutions, l'Office a lancé une consultation de marché pour développer une version améliorée de ce CD-ROM L & C, qui comportera des fonctions étendues de recherche et d'accès aux textes législatifs (accès via le répertoire, indexation EUROVOC, etc.). Le contrat a été signé fin 2001. L'Office prévoit de mettre en production ce nouveau produit au plus tard à la fin du premier semestre 2002.

**1.2.3. JO S et marchés publics**

Le nombre d'avis en provenance de l'Union européenne a augmenté en moyenne de 7 % environ, avec une répartition inégale selon les pays (voir annexe 3, tableau 3).

Un changement du cadre législatif qui aura des répercussions en 2002 a eu lieu en 2001. Les avis réceptionnés à l'Office doivent, à partir du 1<sup>er</sup> mai 2002, être rédigés et envoyés par les pouvoirs adjudicateurs par le moyen de formulaires standards. Ces formulaires standards sont reproduits dans les annexes de la directive 78/2001/CE <sup>(1)</sup>. Le volume des avis reçus en format électronique structuré représente seulement 5 % du volume total.

**1.2.4. CD-ROM JO S**

L'adaptation du CD-ROM JO S a été lancée en 2001. L'accent a été porté sur la convivialité, la facilité d'utilisation et la qualité. Ces nouvelles versions seront mises en service début 2002.

**1.2.5. Autres CD-ROM JO**

Les documents douaniers (TARIC, nomenclature combinée) ont été publiés sur CD-ROM (TARIC: 830 exemplaires, nomenclature combinée: 1 010 exemplaires) en même temps que sur papier, ce qui a permis de réduire les tirages papier (de 15 % pour le TARIC). La publication du Bulletin des marques (OHMI) sur CD-ROM s'est poursuivie sans changement.

## 2. Consolidation de la législation communautaire

Les travaux de consolidation des actes en vigueur se sont poursuivis, malgré une montée en charge du dispositif de production plus laborieuse qu'il n'était prévu.

L'objectif de terminer la consolidation du droit en vigueur en juin 2003 demeure inchangé.

Il faut noter, en 2001, la décision de procéder à la codification de l'ensemble du droit en vigueur et l'accord interinstitutionnel pour un recours plus fréquent à la technique de la refonte.

Dans les deux cas, le texte consolidé constitue le matériau de base pour l'élaboration des nouveaux textes (sous forme de fichier «LegisWrite»).

	31 décembre 1999	31 décembre 2000	31 décembre 2001
Familles consolidées à jour	315	831	1 097

Pour apprécier correctement l'évolution du nombre de familles consolidées et à jour, il faut savoir que 100 de ces familles ont été abrogées en 2001 et 121 à nouveau modifiées. La mise à jour de ces dernières est en cours par priorité.

Le nombre de familles restant à consolider pour achever le rattrapage du passé s'élève à 1 300.

Dans ce nombre, 400 familles sont actuellement examinées en vue d'une éventuelle abrogation.

## 3. Publications

### 3.1. Orientations

L'intégration des deviseurs et de l'imprimerie dans l'unité a permis, d'une part, de raccourcir les délais d'élaboration des estimations/devis et d'établissement des bons de commande des publications et, d'autre part, de mieux réguler la prise en charge de nouveaux travaux par l'imprimerie.

Le nombre de fichiers électroniques traités et corrigés a sensiblement augmenté (plus de 4 000). Le format PDF s'est imposé comme la solution idéale pour l'échange d'épreuves entre les différents intervenants internes et externes. Un groupe de travail examine les possibilités d'exploiter au maximum les potentialités de ce format de fichier.

Une redéfinition des procédures de la chaîne de production POD (*print on demand*) a été établie en vue de réaliser rapidement et de façon économique des publications de profil standardisé en petite quantité ayant, entre autres, pour objectif de réduire les coûts du tirage initial et les frais de stockage. Un élément important de cette chaîne est l'archivage électronique de la version finalisée servant à des réimpressions instantanées sur presse numérique.

L'archivage électronique est dorénavant prévu pour toute publication, afin de constituer un fonds numérisé des publications et de permettre de nouveaux modes de diffusion (voir point 4.3 «Le libraire de l'Union européenne»).

Le site Internet du *Code de rédaction interinstitutionnel* a fait l'objet de nombreux développements tant linguistiques que techniques (mises à jour régulières, restructuration de plusieurs versions pour

un synoptisme complet, allégement du site et accélération de la consultation par un nettoyage technique en profondeur). Une révision complète des parties I (Journal officiel) et II (Publications) est en cours de préparation.

La section «correction» a diversifié les services offerts, et la demande de «sub-editing» et de «re-writing» a triplé cette année (1 600 pages ont été révisées en langue anglaise). Il y a lieu de noter que la seule langue anglaise représente un pourcentage croissant des publications.

### 3.2. Production

Le volume des travaux réalisés en 2001 se situe au même niveau que l'année précédente (-3 % en nombre de parutions, + 7 % en nombre de pages produites) (annexe 3, tableaux 4 à 6).

On note un recours accru à la correction (+ 22 % de pages corrigées) principalement par les services de la Cour de justice et du Conseil.

Parmi les publications marquantes (notamment du point de vue des délais de production et de leur large diffusion et/ou importance politique), on doit citer (le cas échéant, tirage toutes langues confondues entre parenthèses):

- *Rapport général sur l'activité de l'Union européenne* (Secrétariat général) (17 000 exemplaires);
- *Pour une gouvernance démocratique européenne — Livre blanc* (Secrétariat général) (37 600 exemplaires);
- série de 30 panneaux publicitaires (DG TREN);
- dépliant «Euro-info» pour les passagers d'avions (également en versions japonaise et russe) (DG ECFIN) (1 600 000 exemplaires);
- brochure sur l'élargissement (PE) (300 000 exemplaires);
- brochure «Charte des droits fondamentaux» (PE et Conseil) (1 600 000 exemplaires);
- plusieurs publications/dépliants sur l'introduction de l'euro (plusieurs DG et agences);
- publications pour différentes agences (Europol, EMCDDA, OSHA, OHMI, etc.).

### 3.3. Bureau graphique

Le bureau de conception graphique a été appelé à développer plusieurs chartes graphiques, dont le nouveau logo et la charte/identité graphique de l'Office des publications, qui seront introduits progressivement.

Globalement, les produits conçus ont été très variés (sites web, CD-ROM, affiches, etc.).

### 3.4. Imprimerie intégrée

La production de l'imprimerie exprimée en équivalents format A4 a légèrement augmenté par rapport aux deux dernières années (+ 11 %). Bien que rassurantes sur la tendance, ces statistiques ne reflètent pas la complexité et la diversité (formats, couleurs, papier, finition et quantité) des produits. Ces éléments résultent d'une implication plus étendue de l'imprimerie au service des auteurs des institutions et des agences, bien au-delà des seuls besoins de l'Office. Cette nouvelle orientation optimise les équipements et représente un recentrage du mandat de l'imprimerie, qui sera consolidé par des investissements en ressources matérielles et par la formation continue du personnel.

## 4. Édition électronique

### 4.1. Production

#### 4.1.1. Orientations générales

L'orientation des services auteurs vers la publication électronique se confirme, en particulier pour les sites Internet, alors que le volume de production de CD-ROM est en diminution (annexe 3, tableaux 7 à 9).

L'Office est engagé avec les services de la Commission dans la réalisation de plusieurs sites Internet de type «portail» qui préfigurent l'évolution vers la nouvelle génération du serveur Europa (site eEurope, site JAI, site Citizens). Le site eEurope réalisé par l'Office pour la direction générale «Société de l'information» constitue un modèle dans ce domaine.

Les services auteurs s'adressent également à l'Office pour obtenir un «service intégré» pour la réalisation de leurs projets de publications multimédias. Les avancées dans le domaine des outils et des méthodes pour la publication multimédia répondent également à cette attente (par exemple, les outils de web content management). L'Office a créé une boîte d'outils pour la réalisation de sites Internet.

L'Office participe activement aux différents structures de pilotage de Europa 2 qui ont été mises en place (comité directeur, comité éditorial, comité technique infrastructure et services). L'Office participe également à la coordination des initiatives eEurope et eCommission.

Dans le cadre de l'initiative Europa 2<sup>e</sup> génération, l'Office veillera à développer des services communs réutilisables pour la publication électronique (cf. les eServices); ceux-ci seront progressivement offerts aux institutions qui en feront la demande.

Le travail sur l'adaptation du cadre contractuel et l'organisation de la sous-traitance se poursuit: un appel à manifestation d'intérêt est en cours pour s'adjoindre des compétences dans des secteurs très pointus de la publication multimédia (infographie, jeux, publications pour les handicapés, etc.); de nouveaux lots pour la réalisation de sites Internet à valeur ajoutée bénéficiant des dernières avancées technologiques (cf. web content management) seront publiés en 2002. Plusieurs institutions s'adressent à l'Office pour trouver des solutions d'hébergement de leurs sites.

#### 4.1.2. Volume et moyens de production

##### 4.1.2.1. Analyse de la production

Le nombre de dossiers traités est en légère régression. Par contre, le budget engagé est en augmentation sensible (6,8 millions d'euros en 2001 contre 5,4 millions d'euros en 2000). Le client principal de l'Office demeure la Commission, en particulier Eurostat.

La part des sites Internet est en constante augmentation (65 % du budget engagé par les institutions). Le montant moyen par dossier ouvert est de 32 000 euros en 2001 contre 22 000 euros en 2000.

#### **4.1.2.2. Outils, services et méthodes**

##### *Vade-mecum de la publication multimédia*

La première version du vade-mecum approuvée par le comité interinstitutionnel «Publications multimédia — Outils et méthodes» a été mise en ligne sur Internet; une version en format PDF sur CD-ROM a également été réalisée. Les travaux se poursuivent pour la mise à jour régulière de ce vade-mecum en fonction de l'évolution des techniques.

##### *Système éditorial pour la publication multimédia*

Les travaux visant la mise en place d'outils et de services (conseil, formation, outils, support, sous-traitance) pour publier plus efficacement sur Internet (cf. web-publishing, web content management) ont été poursuivis, vu l'intérêt rencontré auprès des services auteurs. L'Office considère que, dans ce domaine, il sera de plus en plus important d'établir et de maintenir des contacts et des voies de coopération avec les directions informatiques pour garantir une meilleure réactivité par rapport aux évolutions extrêmement rapides du marché du multimédia. Cette coopération est en place avec la Direction Informatique de la Commission, en particulier pour la mise en place des outils de web content management. Il serait souhaitable qu'elle s'étende aux autres institutions.

Le site même de l'Office est dorénavant géré par un outil de web-publishing (Dynabase). En 2002, tous les sites (Internet, extranet et intranet) de l'Office seront gérés moyennant cette approche technique, là où elle est appropriée. Plusieurs projets (site eEurope, Europa II, site JAI, site Citizens, etc.), où ces outils sont utilisés et permettent de développer des approches thématiques, d'augmenter l'interactivité et de personnaliser des sites en fonction des thèmes et de l'audience, sont en cours de réalisation.

La construction d'un système éditorial intégrant les différentes phases d'élaboration des publications (rédaction, traduction, correction, révision, etc.) progresse lentement, faute de moyens et de budgets.

##### *Outils pour la production optimale de fichiers PDF*

Le guide pour une production optimisée des fichiers PDF est maintenant utilisé dans différents projets.

La boîte à outils permettant de vérifier la qualité des documents PDF est utilisée en production pour les textes du Journal officiel dans le site EUR-Lex. Une amélioration sensible de la qualité des résultats de la recherche sur le site EUR-Lex pour ce type de documents a été constatée. La boîte à outils a été mise à la disposition de toutes les institutions pour évaluation.

##### *Moteurs de recherche pour les publications multimédias «hors ligne»*

Différentes études avec développement de prototypes ont été conduites en 2001 visant à améliorer les outils de recherche mis à disposition dans les publications électroniques en ligne et hors ligne, en particulier pour la recherche dans le site Europa en prenant pour exemple le site EUR-Lex. Les rapports et les recommandations seront discutés avec les institutions. Une présentation a été organisée par l'Office pour informer les institutions de l'état de l'art en matière de techniques de recherche.

L'Office a été associé à l'évaluation du prototype visant à implémenter des stratégies globales de recherche dans les sites des institutions (\*.eu.int). Ce prototype a été financé par le programme IDA. Des ressources complémentaires devront être allouées pour progresser dans la mise en œuvre des recommandations de cette étude.

### *Gestion de la qualité*

L'amélioration des procédures de réception qualitative s'est poursuivie par le renforcement des procédures auprès des services auteurs, des prestataires et leur audit par l'Office.

Le développement d'outils pour assister les services auteurs dans le respect des critères qualitatifs se poursuit (boîtes à outils PDF, Vade-mecum de la publication multimédia, etc.).

### *CIRCA — Communication and Information Resource Centre Administrator*

CIRCA est un outil de travail collaboratif fondé sur les technologies Internet (projet IDA géré par Eurostat, la Direction Informatique, la direction générale «Entreprise» et l'Office, qui est piloté par un comité directeur et géré par un comité technique). Une nouvelle version de CIRCA a été mise en production en 2001.

Plusieurs forums CIRCA sont utilisés pour coordonner certains projets techniques entre les services auteurs, l'Office et les prestataires.

## **4.2. Service intégré d'accès aux textes juridiques**

### **4.2.1. Le portail d'accès aux textes juridiques**

#### **4.2.1.1. Le programme de travail 2001**

Dans la ligne des travaux menés en 2000 et sur la base des propositions du Groupe interinstitutionnel Lex (GIL), les travaux ont porté essentiellement sur l'ouverture au public du service intégré d'accès aux textes juridiques et judiciaires de l'Union. Le service intégré, dénommé EUR-Lex Portail, est un point d'accès unique à EUR-Lex même, à CELEX et à CURIA. Il offre en outre des liens vers d'autres sites ou d'autres bases à caractère juridique ou judiciaire, notamment les bases de données du Parlement européen et de la Commission relatives à la préparation de la législation (OEIL et Prelex). Après une phase pilote, pendant laquelle un prototype avait été mis à la disposition des utilisateurs internes aux institutions, il s'est agi d'apporter les modifications nécessaires et de compléter les développements. Le portail a ensuite été ouvert au public en juin 2001.

En ce sens les travaux ont consisté essentiellement

- à finaliser le portail dans ses aspects graphiques et ergonomiques,
- à rédiger les textes explicatifs et à assurer de façon générale le multilinguisme du site,
- à créer des mécanismes homogènes pour le référencement des documents,
- à entamer la rationalisation des chaînes de production d'EUR-Lex et de CELEX.

#### **4.2.1.2. Perspectives pour 2002**

Tenant compte des demandes formulées par le comité de direction de l'Office, le programme de travail pour 2002 consistera à poursuivre les travaux d'intégration entre EUR-Lex et CELEX. Dans ce cadre, une nouvelle version plus intégrée du portail devrait être mise en service au cours du premier semestre de l'année 2002. Il conviendra également de poursuivre la rationalisation des chaînes de production.

## 4.2.2. Fonds documentaires électroniques

### 4.2.2.1. CELEX

#### *Le programme de travail 2001*

Le programme 2001 visait à améliorer la qualité de la base et à en élargir la couverture.

En vue d'améliorer la qualité de la base, de nouvelles procédures d'alimentation ont été mises en place. La couverture documentaire de la base a été élargie selon les prévisions.

Les travaux ont porté sur la constitution du secteur 4, destiné à accueillir les actes relatifs à l'acquis de Schengen, du secteur 0 pour les actes consolidés, et du secteur E pour les actes adoptés par les institutions de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et publiés au Journal officiel dans le cadre de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE). Une nouvelle méthodologie a été mise en place pour le traitement des actes rectificatifs.

En outre, CELEX couvre à présent l'intégralité du Journal officiel, série C, depuis 1995.

#### *Les indicateurs*

CELEX est le service intranet le plus utilisé au sein des institutions et agences de l'Union. Le nombre de consultations de la base de données et de documents visualisés continue d'augmenter.

#### Indicateurs

	1999	2000	2001
Nombre de documents visualisés (en millions)	15	20	24
Nombre de sessions par consultation directe	2 251 500	4 090 747	7 562 543

#### Unités documentaires chargées en 2000 et en 2001

Secteur	2000	2001	Cumulatif au 31 décembre 2001
Traités	0	48 <sup>(2)</sup>	4 334
Droit dérivé	4 196	3 958	79 996
Droit complémentaire	148	43	1 215
Accords internationaux	293	505	4 835
Travaux préparatoires de la Commission	1 033	1 624	16 191
Travaux préparatoires du Conseil	67	785	2 194
Travaux préparatoires du Parlement	7	9	12 814
Comité économique et social	131	522	4 360
Comité des régions	53	22	363
Cour de justice	736	669	13 007
Cour des comptes	1	92	114
Mesures nationales d'exécution	25	100	2 588
Questions parlementaires	2 023	5 762	98 520
AELE <sup>(1)</sup>	—	360	360
Informations JO C <sup>(2)</sup>	—	21 901	21 901
Rectificatifs, etc.	291	358	7 836
<b>Total</b>	<b>9 004</b>	<b>36 758</b>	<b>270 628</b>

<sup>(1)</sup> Documents Association européenne de libre-échange (AELE), publiés au Journal officiel en relation avec l'Espace économique européen (années 1955-2001).

<sup>(2)</sup> Informations/documents non juridiques, publiés au Journal officiel série C (années 1995-2001).

<sup>(3)</sup> Traité de Nice (JO C 80, 10.3.2001).

*Perspectives pour 2002*

Les travaux à entreprendre sur CELEX consistent essentiellement à enrichir la base pour en accentuer la valeur ajoutée par rapport au site EUR-Lex, gratuit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. CELEX doit par ailleurs être préparé en vue de l'élargissement.

L'enrichissement concerne le contenu et les conditions d'exploitation de la base par les utilisateurs. Du point de vue du contenu, l'année 2002 permettra de poursuivre la création des structures nécessaires dans les secteurs encore manquants. À ce titre, l'Office entamera les travaux pour la création du secteur 8 (jurisprudence nationale en matière de droit communautaire) et du secteur 10 (doctrine publiée concernant le droit communautaire). Il doit par ailleurs poursuivre les travaux d'alimentation des secteurs créés en 2001 (notamment le secteur 0 — législation consolidée). Du point de vue des conditions d'exploitation, une nouvelle version de la recherche «Expert» (Expert 4) pourra être mise à la disposition du public au cours du second semestre 2002. À cet égard, l'Office prévoit des mesures d'accompagnement comme la mise à jour du manuel, une meilleure information du public de spécialistes visé (essentiellement les documentalistes travaillant dans les institutions, les administrations nationales et les universités et auprès des professionnels du droit) et l'organisation du retour d'informations.

Les nouveaux modes d'exploitation améliorent également le confort de l'utilisateur, puisqu'ils concernent aussi la publication d'un «newsflash» qui permettra d'informer sur le contenu de nouveaux textes de législation ou de jurisprudence, de nouvelles procédures législatives ou d'autres documents, avec des liens vers le texte intégral. Un système «newsalert» permettra aux utilisateurs d'être informés de toute nouveauté dans un domaine d'activité communautaire de leur choix. La définition d'un profil leur permettra de personnaliser leurs consultations, notamment en créant dans CELEX leur propre accès documentaire et en assortissant les textes fréquemment consultés d'observations personnelles.

Des travaux doivent dès à présent débiter pour offrir un service utile aux citoyens des pays candidats à l'adhésion (intégration d'Eurovoc dans les langues des pays candidats comme moyen de recherche dans CELEX).

Les développements tendant à une rationalisation de la chaîne de production et à une meilleure intégration avec EUR-Lex sont à la fois une préparation à l'élargissement et à la gestion future d'un plus grand nombre de versions linguistiques des documents. Parmi les travaux projetés figure aussi le passage à UTF8 et la mise en place de l'infrastructure permettant le chargement quotidien des prénotices.

**4.2.2.2. EUR-Lex***Le programme de travail 2001*

Dans le cadre de la politique de transparence menée par les institutions, l'Office a préparé la mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2002 de la gratuité d'accès à EUR-Lex. À l'avantage de la gratuité s'est ajoutée la mise à disposition d'un plus grand éventail de formats. Cet objectif a supposé des adaptations (telle l'intégration du site «JO en ligne pour les institutions» dans le portail).

*Les indicateurs*

EUR-Lex figure parmi les sites des institutions les plus consultés. Le taux de fréquentation journalier est de 30 000 à 35 000 utilisateurs qui consultent entre 400 000 et 500 000 pages. Le taux de disponibilité des documents le jour même de leur parution avoisine 100 %. (annexe 3, tableaux 10 à 13 et graphique 4)

### *Perspectives pour 2002*

Un nouveau projet consiste à donner un accès intégré aux documents émis par les différentes institutions dans le cours d'un processus législatif et à rendre les procédures décisionnelles plus transparentes pour le citoyen. Ce projet est mené à bien sur la base des réflexions au sein du GIL.

Il importe par ailleurs d'assurer une meilleure visibilité des textes des deuxième et troisième piliers.

Outre ces deux grands chantiers qui viennent de s'ouvrir, l'année 2002 devra servir à corriger des anomalies constatées dans EUR-Lex et à étudier une nouvelle présentation et une nouvelle structuration. Ces travaux visent aussi à donner une vue plus intégrée du site EUR-Lex et de la base CELEX.

Le chargement des versions originales des traités devrait s'achever au cours du premier semestre 2002.

En vue de l'année européenne des handicapés en 2003, une adaptation du site à la consultation par des malvoyants est mise à l'étude.

#### **4.2.2.3. Archive numérique EUDOR**

L'archive numérique EUDOR contient des copies électroniques des documents papier en format TIF (annexe 3, tableau 14); ceux-ci peuvent être livrés par fax ou par courrier électronique sous une forme analogue à celle de l'original.

### *Le programme de travail 2001*

L'année 2001 a permis de migrer l'archive EUDOR vers sa nouvelle base technique. Pour les utilisateurs, l'accès aux documents législatifs stockés dans EUDOR a été remplacé par un accès via le portail de sorte que l'archive continue de jouer un rôle dans le circuit interne mais ne constitue plus pour l'utilisateur le point d'accès aux textes.

Suite à la décision de mettre EUR-Lex gratuitement à la disposition des utilisateurs internes et externes, c'est-à-dire de supprimer toute limitation dans le temps et quant aux formats pour l'accès au Journal officiel, des développements pour le paiement en ligne ont été désactivés, mais ils pourront être utilisés pour la vente en ligne.

### *Les indicateurs*

La mise à disposition plus généralisée de textes en format PDF a contribué à réduire fortement l'utilisation directe de l'archive EUDOR. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, cette archive est devenue un outil logistique pour assurer l'archivage et la diffusion.

### *Perspectives pour 2002*

La migration de l'archive EUDOR vers sa nouvelle base technique suppose le chargement de tous les formats de documents et la récupération du passé. Grâce à des procédures automatisées, l'essentiel du chargement est en cours. Toutefois, pour un volume résiduel de documents, les formats disponibles ne permettent pas un traitement automatique. Des procédures de traitement semi-automatiques permettront de traiter ces documents dans le courant du premier semestre 2002.

Dès que la migration sera totalement achevée, la maintenance et l'évolution de l'archive EUDOR feront partie des développements de l'infrastructure technique d'archivage et de diffusion de publications électroniques de tous types.

### 4.3. Le libraire de l'Union européenne («EU bookshop»)

L'Office a terminé l'étude préalable d'un projet intitulé «Le libraire de l'Union européenne» visant à fédérer les fonds documentaires (rapports, publications, études, etc.) produits par les institutions.

L'objectif est de mettre en place un dispositif technique permettant aux institutions de cataloguer de façon homogène l'ensemble de leurs publications et de permettre leur accès au travers de «magasins» personnalisables, formant ainsi les rayons d'une librairie virtuelle. À terme, ce dispositif constituera un service en ligne.

Le projet a été présenté au comité de direction qui a donné son accord pour l'implémentation d'un prototype. Un premier ensemble de partenaires a été identifié pour ce prototype (Parlement, Conseil, direction générale «Recherche», Cedefop, Eurostat et Institut universitaire européen). Une coordination étroite sera assurée avec les services gérant des fonds documentaires (p. ex. ECLAS) et des thésaurus (p. ex. EUROVOC). La présentation du prototype aura lieu en juin 2002.

## 5. Annuaires, publications documentaires et outils d'édition

### 5.1. IDEA — Annuaire interinstitutionnel

Les travaux pour permettre la gestion décentralisée du contenu de l'annuaire par les institutions sont en cours de finalisation. Les institutions qui souhaitent opter pour cette facilité pourront le faire dès 2002. Par ailleurs, la présentation du site IDEA — base électronique des organigrammes inter-institutionnels — sera encore améliorée. Cette nouvelle version permettra aux institutions d'intégrer et de personnaliser plus facilement «leur» vue de l'annuaire. Le site IDEA est mis à jour de façon hebdomadaire.

Le nombre d'utilisateurs internes et externes reste stable et se situe à un niveau élevé (environ 1 000 visites par jour). Une moyenne de 20 courriers électroniques par jour adressés à la boîte d'IDEA montre clairement l'intérêt d'une population située dans les milieux universitaires et les petites et moyennes entreprises.

### 5.2. Publications documentaires (Tables, Répertoire et catalogues)

L'indexation avec le nouvel outil ProCat a débuté la 1<sup>er</sup> janvier 2001 (voir également point 5.3.2.1).

#### Indexation de la production 2001

	Notices traitées en 2001
Notices JO	8 587
Notices de publications	5 544
Notices d'autres documents	788

## 5.3. Outils d'indexation et d'édition

### 5.3.1. Thésaurus EUROVOC

La préparation de la quatrième édition du thésaurus EUROVOC s'est poursuivie et doit s'achever au cours de l'exercice 2002. Parallèlement, la révision des licences accordées aux utilisateurs d'EUROVOC a été entreprise pour permettre à l'Office de bénéficier, pour ses besoins propres, des versions du thésaurus adaptées à des langues extra-communautaires (notamment en vue de l'élargissement), qui ont été réalisées dans le cadre de ces licences.

### 5.3.2. Base des références ProCAT et identifiants

#### 5.3.2.1. ProCat (*catalogue de production des notices documentaires, bibliographiques et juridiques*)

Le système de catalogage ProCat, en place depuis la fin de 2000, intègre les bases de production des références antérieures aussi bien pour les notices relatives au Journal officiel que pour celles relatives aux publications. Le catalogue ProCat est un des éléments constitutifs du catalogue de diffusion en ligne. Il est fondé sur des technologies XML.

Les travaux de catalogage selon les normes internationales avec le système ProCat ont commencé avec les documents publiés en janvier 2001. En 2002, un rattrapage et la migration des références historiques sont prévus.

ProCat est constitué des données bibliographiques indexées avec les descripteurs Eurovoc, et, pour les textes légaux, le résultat de l'analyse juridique. Ce système comprend également, le cas échéant, l'information sur la disponibilité et le format électronique des documents primaires (les textes proprement dits) dans l'archive EUDOR.

Avec le système ProCat, l'Office a lancé le «catalogage à la source», qui permettra également l'exportation des données dans les systèmes de bibliothèques des institutions et agences européennes ainsi que l'exportation vers d'autres professionnels de l'information et de la documentation. Ce système était vivement souhaité par les bibliothèques des institutions réunies au sein du groupe Eurolib. L'exportation des données de catalogage est maintenant en phase de test et sera opérationnelle en 2002.

#### 5.3.2.2. Identifiants

La révision du numéro de catalogue a été entamée en 2000 et se poursuit. Un effort de systématisation a été entrepris en ce qui concerne l'attribution d'identifiants internationaux (ISBN — International Standard Book Number — pour les livres, ISSN — International Standard Serial Number — pour les publications en série: périodiques, annuaires et collections). L'Office des publications s'est par ailleurs doté d'outils permettant de gérer et de suivre l'attribution des identifiants internationaux (ISBN, ISSN).

En juillet 2001, l'Agence internationale de l'ISBN et l'Office des publications ont conclu un contrat conférant à l'Office des publications le statut exclusif d'Agence ISBN des publications communautaires. Un accord similaire est en voie de conclusion avec l'ISSN.

L'attribution des numéros ISSN a été largement développée en étroite collaboration avec l'Agence internationale de l'ISSN à Paris. Le travail de contrôle et de correction des publications en série cessées ou interrompues se poursuit, ce qui permet à l'Agence ISSN de procéder à des mises à jour du *Répertoire international de l'ISSN*.

En 2001, environ 2 500 nouvelles entrées au catalogue ont été effectuées (y compris les périodiques, mais sans compter le Journal officiel et les documents COM).

L'Office gère par ailleurs, pour le compte des services de la Commission concernés, l'attribution d'identifiants «EUR» appliqués aux publications scientifiques et techniques. Un outil baptisé «Base EUR» a été développé à cet effet.

Le nombre d'identifiants attribués en 2001 est détaillé dans le tableau 15 en annexe 3.

## 6. Coédition

Pendant l'année 2001, 7 ouvrages sont parus en coédition, dont 3 publications en version papier (services auteurs: Secrétariat général de la Commission et Fondation européenne de Dublin) et 4 CD-ROM (Eurocat et EINECS-Plus). Les coéditeurs étaient Kogan Page, Chadwyck-Healey, SilverPlatter, Sweet & Maxwell et Manz Verlag.

3 nouveaux contrats ont été signés pour la production en 2002 de 8 publications papier et 2 contrats sont en cours de négociation.



## **IV. La diffusion**

- 1. Généralités**
- 2. Politique de vente et résultats obtenus**
- 3. Réseaux de distribution**



## 1. Généralités

Le nombre total de publications payantes et gratuites diffusées a augmenté de 8 %. Les chiffres sont repris dans le tableau figurant ci-après, ventilés par catégorie de produits.

### Volume de diffusion par catégorie de produits

	Nombre d'exemplaires diffusés			Évolution 2000/2001 (en %)
	1999	2000	2001	
JO papier	13 023 516	10 761 306	9 798 180	- 9
JO sur CD-ROM	1 464 912	1 357 339	1 214 910	- 10
Documents COM, avis CES, CdR	1 324 341	1 561 436	1 646 218	+ 5
Autres publications papier	34 075 093	34 171 987	39 000 772	+ 14
Autres publications CD-ROM	268 197	174 446	189 309	+ 9
<b>Total</b>	<b>50 156 059</b>	<b>48 026 514</b>	<b>51 849 389</b>	<b>+ 8</b>

En 2001, le volume de publications en stock a atteint 37 millions d'exemplaires. Les détails de l'évolution des activités de diffusion et de stockage sont repris à l'annexe 3 (voir tableau 16).

Le nombre d'exemplaires stockés et les coûts afférents n'ayant cessé d'augmenter, le comité de direction a réexaminé la politique de stockage et a approuvé, en novembre 2001, la proposition de l'Office de fusionner, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les deux types de stock existant jusqu'alors — stock vente et stock gratuit — et de faire supporter aux institutions et agences auteurs l'ensemble des coûts de stockage des publications, à un tarif revu à la hausse. Il s'agit d'une mesure incitative à la réduction des tirages initiaux et, partant, des stocks, ainsi que des coûts et frais afférents. Par ailleurs, l'impression à la demande constitue, dans un certain nombre de cas, une alternative valable au stockage physique.

## 2. Politique de vente et résultats obtenus

### 2.1. Résultats des ventes

#### 2.1.1. Généralités

En 2001, la facturation a été de 12 489 215,72 euros, ce qui constitue une baisse du chiffre d'affaires de 20,42 % par rapport à 2000.

Cette baisse du chiffre d'affaires est due pour partie à la diminution du nombre d'abonnements payants au JO séries L et C papier et au JO série S.

La gratuité de l'accès aux textes du Journal officiel via Internet explique certainement ce phénomène.

L'*Annuaire interinstitutionnel* a été produit pour la première fois de façon simultanée pour toutes les versions linguistiques en mai 2001. La mise en vente simultanée de l'ouvrage dans toutes les langues n'a pas produit l'effet escompté (4 142 exemplaires vendus en 2001 contre 5 139 en 2000). L'Office a entrepris des études de marketing pour relancer cette publication, qui figure néanmoins parmi les meilleures ventes. En 2002, l'Office compte réduire les tirages initiaux et assurer des retirages en fonction de la demande.

## Évolution du nombre d'abonnés au JO et des recettes

	Nombre d'abonnements payants en 2001	Variation 2000/2001	
		en nombre d'abonnements payants	en recettes (euros)
JO L et C (papier)	8 602	-1 457	- 930 149
CD-ROM JO L & C	2 663	+ 321	+ 34 668
JO C concours	3 688	- 509	- 11 453
CD-ROM JO S 2 x	6 538	- 876	- 134 028
CD-ROM JO S 5 x	850	- 227	- 83 763

### 2.1.2. Gestion des stocks et traitement des commandes

En 2001, 19 011 articles, toutes langues et tous supports confondus, ont été créés (dont 9 226 relatifs au Journal officiel), soit une augmentation de 3 % par rapport aux 18 444 articles créés en 2000 (dont 9 230 relatifs au Journal officiel).

### 2.1.3. Facturation

Le nombre total de factures et de notes de crédits envoyées en 2001 est de 5 735 (5 159 factures et 576 notes de crédit) pour 7 885 en 2000, soit une diminution de 27,7 %. Le montant total facturé est de 12 489 215,72 euros pour 15 668 318,05 euros en 2000 (- 20,42 %).

En document delivery, le volume total de facturation en 2001 s'est élevé à 979 831 euros (1 295 557 euros en 2000), avec une nette prédominance des datashops d'Eurostat avec 875 774 euros (1 212 194 euros en 2000). Seulement 104 057 euros de recettes «document delivery» ont été générées par les autres agents.

### 2.1.4. Publications

#### 2.1.4.1. Périodiques

Une diminution de 11 % est constatée pour tous les abonnements.

La diminution est plus prononcée pour le JO L et C (papier): elle se chiffre à 14 %.

## Évolution des abonnements

Publication	1999	2000	2001	Évolution 2000/2001 (en %)
Journal officiel:				
— séries L et C (papier)	11 801	10 059	8 602	- 14
— séries L et C (microfiches)	898	0	0	—
— séries L et C (CD-ROM)	1 052	2 342	2 663	+ 14
— série C (concours)	5 703	4 197	3 688	- 12
— série S (CD-ROM)	9 377	8 491	7 388	- 13
Publications autres que le JO	16 703	15 219 <sup>(1)</sup>	13 331	- 12
Documents	929	733	752	+ 3
<b>Total</b>	<b>46 463</b>	<b>41 041 <sup>(1)</sup></b>	<b>36 424</b>	<b>- 11</b>

<sup>(1)</sup> Chiffres rectifiés.

a) *Journal officiel*

Le lecteur trouvera le détail de l'évolution par langue des abonnements aux séries L et C du Journal officiel (papier et CD-ROM) et de celle au CD-ROM JO S dans les tableaux 17 et 18 de l'annexe 3.

b) *Autres publications*

Globalement, le nombre d'abonnements aux périodiques autres que le Journal officiel a baissé de près de 12 %; celui d'abonnements aux documents a augmenté de quelque 3 % (voir annexe 3, tableaux 19 et 20).

**2.1.4.2. Nouveaux produits et meilleures ventes**

Le nombre de nouveaux titres ajoutés au catalogue «produits» pendant l'année 2001 a été de 1 400, soit une diminution de 5 % par rapport à 2000 (voir annexe 3, tableau 21).

En 2001, le nombre de titres de périodiques autres que le Journal officiel était de 319, contre 205 en 2000 (voir annexe 3, tableau 22).

Les 15 titres sur support papier les mieux vendus en 2001 sont repris ci-après, respectivement, par nombre d'exemplaires et par chiffre d'affaires net.

**Les quinze publications (papier) les mieux vendues par nombre d'exemplaires**

Classement	Titre	Quantité <sup>(1)</sup>	Montant net (en euros) <sup>(2)</sup>
1	Union européenne — Traités consolidés (volume I)	4 443	46 124
2	Qui fait quoi dans l'Union européenne? — Annuaire interinstitutionnel 2001	4 038	49 373
3	Eurostat Yearbook 2001	3 914	62 644
4	Traité de Nice	3 894	16 848
5	Rapport général sur l'activité de l'Union européenne — 2000	3 192	48 549
6	Union européenne — Traités consolidés (volume II)	1 685	8 602
7	La grille communautaire de classement des carcasses de gros bovins	1 653	368
8	XXIX <sup>e</sup> Rapport sur la politique de concurrence — 1999	1 331	11 199
9	<i>Panorama of European Business</i> - 2000	1 324	26 480
10	Eudra-Lex - Volume 4 - <i>Good Manufacturing Practices - Medicinal Products for Human Use</i>	1 196	10 538
11	La situation de l'agriculture dans l'UE — Rapport 1999	987	8 686
12	Fonds structurels et Fonds de cohésion 2000-2006 — Règlements et commentaires	981	3 731
13	La réglementation communautaire pour les machines — commentaires sur la directive 98/37/CE	874	7 220
14	Questions clés de l'éducation en Europe (volume 2)	816	12 765
15	<i>Regions: Statistical Yearbook 2001</i> (brochure + CD-ROM)	804	19 296

<sup>(1)</sup> Le cas échéant, toutes versions linguistiques publiées confondues.

<sup>(2)</sup> Montant net = remises déduites.

### Les quinze publications les mieux vendues par chiffre d'affaires net

Classement	Titre	Quantité <sup>(1)</sup>	Montant net (en euros) <sup>(2)</sup>
1	Eurostat Yearbook 2001	3 914	62 644
2	Qui fait quoi dans l'Union européenne? — Annuaire interinstitutionnel 2001	4 038	49 373
3	Rapport général sur l'activité de l'Union européenne — 2000	3 192	48 549
4	Union européenne — Traités consolidés (volume I)	4 443	46 124
5	<i>Panorama of European Business</i> — 2000	1 324	26 480
6	<i>Regions: Statistical Yearbook</i> 2001 (brochure + CD-ROM)	804	19 296
7	Répertoire de la législation communautaire en vigueur — 36 <sup>e</sup> édition	435	19 140
8	Traité de Nice	3 894	16 848
9	Nomenclature combinée (JO L 279/2001)	309	14 894
10	Questions clés de l'éducation en Europe (volume 2)	816	12 765
11	<i>Regions: Statistical Yearbook</i> 2000 (brochure + CD-ROM)	502	12 048
12	XXIX <sup>e</sup> Rapport sur la politique de concurrence — 1999	1 331	11 199
13	Évaluer les programmes socio-économiques — Collection MEANS	225	10 944
14	<i>European Social Statistics — Demography</i>	530	10 600
15	Eudra-Lex – Volume 4 — <i>Good Manufacturing Practices – Medicinal Products for Human Use</i>	1 196	10 538

<sup>(1)</sup> Le cas échéant, toutes versions linguistiques publiées confondues.

<sup>(2)</sup> Montant net = remises déduites.

### 2.1.5. Produits hors ligne

Globalement une diminution de 33,18 % a été constatée pour les produits hors ligne. Aucune catégorie de produits n'échappe à cette tendance à la baisse (voir annexe 3, tableau 23).

#### Les dix publications hors ligne les mieux vendues par nombre d'exemplaires

Classement	Titre	Quantité <sup>(1)</sup>	Montant (en euros) <sup>(2)</sup>
1	Eurostat Yearbook 2001	757	20 288
2	<i>Europe in figures: Discover the economic and social aspects of the EU</i> (coédition)	424	12 786
3	JO L & C sur CD-ROM n° 12/2000	286	27 554
4	JO L & C sur CD-ROM n° 12-13/1999	186	17 906
5	EUR-Lex 1998 – collection complète JO L & C	145	13 912
6	EUR 19559 – IUCLID CD-ROM 2000 — <i>Public Data on High Volume Chemicals</i>	123	12 955
7	Nomenclature combinée (JO L 264/2000)	93	3 118
8	<i>Panorama of European Business</i> — Standard version — 2000	89	5 963
9	<i>Eurostat Yearbook</i> 2000	85	2 578
10	<i>European Customs Inventory of Chemical Substances</i> (ECICS)	77	10 366

<sup>(1)</sup> Le cas échéant, toutes versions linguistiques publiées confondues.

<sup>(2)</sup> Montant net = remises déduites.

## Les dix publications hors ligne les mieux vendues par chiffre d'affaires net

Classement	Titre	Quantité <sup>(1)</sup>	Montant (en euros) <sup>(2)</sup>
1	<i>Intra and extra EU Trade 2000</i>	65	30 110
2	<i>Intra and extra EU Trade 2000 (supplement 2)</i>	34	29 718
3	JO L & C sur CD-ROM n° 12/2000	286	27 554
4	<i>Eurostat Yearbook 2001</i>	757	20 288
5	JO L & C sur CD-ROM n° 12-13/1999	186	17 906
6	<i>Intra and extra EU Trade 2001 (supplement 2)</i>	19	16 549
7	<i>Panorama of European Business — Professional version — 2000</i>	23	15 410
8	EUR-Lex 1998 — collection complète JO L & C	145	13 912
9	EUR 19559 — IUCLID CD-ROM 2000 — <i>Public Data on High Volume Chemicals</i>	123	12 955
10	<i>Europe in figures: Discover the economic and social aspects of the EU</i> (coédition)	424	12 786

<sup>(1)</sup> Le cas échéant, toutes versions linguistiques publiées confondues.

<sup>(2)</sup> Montant net = remises déduites.

## 2.1.6. Bases de données

### 2.1.6.1. Développements et évolution de la clientèle

Au 31 décembre 2001, une seule base de données était encore commercialisée (CELEX), les autres bases de données étant en consultation gratuite.

Le succès de la base de données gratuite TED (marchés publics) s'est confirmé et même renforcé en 2001: le nombre total de consultations est passé de 53 millions à 85,7 millions, ce qui représente une progression de 61,7 %. Malgré le fait que la consultation de TED soit gratuite, le nombre de preneurs de licence payante est passé à 96 en 2001, par rapport à 77 en 2000.

En 2001, l'Office gérait directement 1 805 contrats (1 930 en 2000) (voir annexe 3, tableau 24).

La facturation adressée aux preneurs de licences de «bases de données» s'élevait à 971 587 euros, contre 967 007 euros en 2000, soit une augmentation de 0,47 % (voir annexe 3, tableau 25).

### 2.1.6.2. Facturation des produits en ligne

En annexe 3, le tableau 26 reprend, pour chaque produit en ligne, le détail de la facturation «directe» (par l'Office aux clients) et des *gateways* (par l'Office aux *gateways*) pour la consommation de leurs clients.

Une augmentation de 21,28 % a été constatée; celle-ci est essentiellement due à CELEX.

## 2.2. Bilan et perspectives

La forte diminution des recettes est surtout l'expression d'une diminution de la vente des produits par abonnement, avec en tête le Journal officiel L et C.

Seule la vente des produits en ligne a connu une augmentation en termes de recettes.

L'analyse des données pour l'année 2001 permet de constater que la distribution de l'information gratuite, et en particulier par Internet, se développe de plus en plus.

Toutefois, la diminution de la vente des produits classiques a été plus accentuée que l'année précédente.

Une réflexion de fond sur les produits classiques, distribués par le réseau commercial, s'impose: la pratique fréquente qui consiste à essayer de vendre des publications dont la plus grande partie du tirage est distribuée gratuitement devrait être abandonnée. Il y a également lieu de noter que, hors Journal officiel, seuls 7,69 % des tirages effectués en 2001 étaient des produits destinés à la vente.

Le stockage de produits physiques ne cesse d'augmenter; il en est de même pour les frais associés. Pour beaucoup d'ouvrages, l'impression à la demande présenterait une alternative valable et économiquement justifiable par rapport aux frais de stockage encourus. En novembre 2001, le comité de direction de l'Office a adopté une politique de gestion des stocks plus incitative à la rationalisation (voir point 1).

CELEX a résisté à la tendance générale à la baisse et son chiffre d'affaires a même augmenté. Ceci prouve qu'il y a des clients prêts à payer pour un produit professionnel. Il y a donc lieu de continuer à l'améliorer et de le rendre encore plus attrayant.

## 3. Réseaux de distribution

### 3.1. Bureaux de vente

#### 3.1.1. Publications traditionnelles et électroniques

Au 31 décembre 2001, les réseaux d'agents officiels dans le monde (incluant 78 agents en Europe, dont 61 dans l'Union européenne) étaient composés de:

- 47 agents «traditionnels»,
- 45 agents spécialisés *offline*,
- 16 *gateways*,
- 27 agents spécialisés en *document delivery*,
- 17 *dashops* d'Eurostat.

#### 3.1.2. Agents de *document delivery*

À la fin de 2001, le réseau compte 27 agents spécialisés à travers le monde, le même nombre qu'en 2000.

530 demandes ont été directement gérées par l'équipe «Doc Del» à l'Office.

### 3.1.3. Foires et expositions

En 2001, l'Office a participé à 8 manifestations, soit directement soit en étant représenté par des tiers (voir annexe 3, tableaux 27 et 28).

### 3.1.4. Actions de promotion

L'Office a diffusé un total de 222 700 catalogues de plusieurs types (voir annexe 3, tableau 29):

- publications: catalogue général, publications clés, catalogues Eurostat et liste des publications du Cedefop;
- documents (annuel);
- autres catalogues, à savoir: brochure des Bureaux de vente, le Répertoire des bases de données.

Le catalogue «Publications clés de l'Union européenne» a été édité en quatre langues en 2001 (DE, EN, FR, NL).

En 2001, 5 dépliants ont été produits par l'Office. 342 050 exemplaires de ces dépliants ont ainsi été diffusés sur demandes ponctuelles et à partir de mailing-lists, à environ 10 090 abonnés (bureaux de vente et particuliers). L'Office a également diffusé 3 dépliants d'Eurostat, soit 22 000 exemplaires, aux bureaux de vente.

### 3.1.5. Opérations de marketing

Au cours de l'année 2001, l'Office a réalisé 2 études de marketing qui ont porté sur les modalités de collaboration entre l'Office et les bureaux de vente (information, commandes, livraison, facturation et conditions de paiement, etc.), d'une part, et sur la publication «Annuaire interinstitutionnel», d'autre part. 2 autres études ont été initiées fin décembre 2001 et sont en cours de réalisation. La première concerne le Journal officiel (analyse des abonnements payants: types d'abonnés, motivation, choix du support, etc.) et la seconde une analyse des réseaux de vente (activité commerciale des bureaux de vente, type de produits vendus, profil des clients, actions de marketing, degré de satisfaction par rapport aux produits promotionnels de l'Office, etc.). 7 autres projets ont été approuvés et seront développés en 2002.

Dans le cadre de l'assistance financière aux bureaux de vente, l'Office a soutenu 3 actions promotionnelles entreprises à leur initiative avec des moyens propres (techniques, supports, ressources humaines). Deux autres actions pour le compte d'Eurostat ont été réalisées en 2001.

### 3.1.6. EUR-OP News

En 2001, le tirage d'*EUR-OP News* s'est élevé à 306 500 exemplaires par numéro toutes langues confondues. À la fin de l'année, le nombre d'exemplaires envoyés était de 781 596 pour 3 numéros parus contre 296 272 exemplaires pour 2 numéros parus en 2000.

Les trois principales méthodes de diffusion d'*EUR-OP News* à large échelle restent: (a) les abonnements, (b) l'envoi en grandes quantités aux bureaux de vente et bureaux de représentation (c) les livraisons pour des foires du livre et autres événements où l'Office est représenté.

### 3.1.7. L'Office des publications sur Internet

Les informations mises à disposition par l'Office sur Internet rencontrent un certain succès: 18 000 connections par jour ont été enregistrées en 2001. Le site public de l'Office sera remodelé au premier trimestre 2002.

### 3.1.8. Actions d'information et de formation

Dans les Info Points Europe à Luxembourg, le nombre de demandes traitées (visiteurs et appels téléphoniques confondus) en 2001 a été comme suit:

— place d'Armes	5 622	(2000: 5 290)
— Mercier	3 242	(2000: 3 004)
<b>Total</b>	<b>8 864</b>	(2000: 8 294)

L'Info Point situé à la place d'Armes a été fermé le 31 décembre 2001.

### 3.1.9. Support à la clientèle

En 2001, le nombre d'interventions du *helpdesk* pour les produits en ligne et hors ligne se situe à 8 773 pour la période de janvier à septembre.

À partir du 1<sup>er</sup> octobre 2001, date à laquelle un nouveau contrat a été mis en route, 5 287 interventions ont été réalisées, soit quelque 90 interventions en moyenne par jour ouvrable. Ce service est limité à trois langues et l'Office examine la possibilité d'utiliser Europe Direct comme première assistance des utilisateurs.

Pour l'année 2001, on totalise 14 060 interventions par rapport à 17 010 en 2000.

## 3.2. Diffusion gratuite

### 3.2.1. Diffusion aux relais d'information

À la fin de 2001, le nombre de relais desservis par l'Office se répartissait comme suit (entre parenthèses, l'évolution par rapport à 2000):

1. Relais recevant journallement des publications:
  - centres de documentation complets: 326 (+ 20)
  - centres de documentation spécialisés: 94 (– 2)
  - Info-Point Europe: 151 (+ 6)
  - bibliothèques dépositaires: 98 (+ 4)
  - bibliothèques dépositaires réduites: 11 (=)
  - carrefours d'initiatives rurales: 132 (+ 2)
  - euro-info-centres: 296 (– 6)
2. Relais ne recevant qu'une sélection de publications:
  - centres de référence européenne: 155 (– 3)
  - centres d'initiative urbaine locale (CIUL): 16 (– 1)  
*NB: supprimés fin 2001 sur ordre du service «parrain»*
  - réseau Epicor du Parlement européen: 0 (– 152)  
*NB: supprimé courant 2001 sur ordre du Parlement*

— bibliothèques publiques de quatre pays de l'Union européenne:

Danemark: 25 (=)

Espagne: 39 (=)

Suède: 272 (=)

Royaume-Uni: 226 (=)

— bibliothèques publiques d'un pays hors Union européenne:

Russie: 7 (+ 7)

*NB: service créé courant 2001*

Les changements à répétition — renouvelés au premier semestre 2001 — des responsabilités dans le domaine de la diffusion de l'information à la Commission ont engendré les mêmes incertitudes qu'en 2000. La situation s'est nettement améliorée au cours des derniers mois de l'année 2001.

### 3.2.2. Commandes des fonctionnaires des institutions

Le nombre moyen de commandes par jour se situe à 15 (– 10,6 % par rapport à 2000).

### 3.2.3. Diffusion gratuite du JO L et C

La diffusion de l'édition papier du Journal officiel vers les divers services des institutions s'est stabilisée en 2001 (897 abonnés pour un nombre total de 2 199 exemplaires, dont la moitié sont destinés à la Commission).

## 3.3. Copyright

### 3.3.1. Licences de reproduction

Au cours de l'année 2001, les tendances déjà remarquées en 2000 se sont confirmées, à savoir:

- a) le nombre de demandes touchant différents aspects du copyright des publications communautaires est resté sensiblement le même en 2001 qu'en 2000: 576 demandes en 2000 contre 580 demandes en 2001;
- b) les demandes ont concerné davantage du matériel communautaire disponible sur les différents sites web des institutions;
- c) la diversification des «clients», notamment en ce qui concerne les horizons d'origine de ces demandes. Par exemple, une augmentation assez importante de demandes provenant des États candidats à l'adhésion a été constatée;
- d) l'activité «copyright» se développe de plus en plus en une prestation de conseil à l'égard des services auteurs et du public;
- e) les paiements fixes et les *royalties* ne sont plus des indicateurs significatifs de l'activité «gestion de copyright», compte tenu du fait qu'il y a une diminution d'autorisations faisant l'objet de paiement de droits.

Néanmoins, le service est confronté de plus en plus à des demandes de reproduction «multiples» qui requièrent l'intervention de plusieurs services auteurs pour obtenir les accords pertinents. Cela montre:

- a) la perception des documents communautaires de la part des «clients» sans distinction de service auteur;
- b) le besoin d'uniformiser, voire de simplifier, la procédure, en particulier vis-à-vis des services auteurs.

Un changement de politique générale en matière de copyright, qui accorderait à l'Office des publications la capacité de gérer d'une manière plus autonome les droits des différents services auteurs, pourrait rendre plus efficace cette gestion et permettre une réponse rapide aux demandes des «clients». L'Office explorera cette voie en 2002.

Le nombre de licences signées en 2001 a été de 29, dont 19 licences de traduction (35 et 25 en 2000, respectivement).

### **3.3.2. Forum des éditeurs européens**

L'Office s'attache à développer davantage le partenariat avec des éditeurs privés par l'intermédiaire du Forum des éditeurs et à en améliorer les résultats.

Au 31 décembre 2001, le Forum comptait 345 membres «Full Member» (maisons d'édition), soit une augmentation de plus de 8 % par rapport à 2000.

En 2001, une licence type «Forum» a été conclue avec un éditeur privé pour le compte de la direction générale «Environnement».

Pendant l'année 2001, deux réunions du Forum ont été organisées: le 28 mai à Bruxelles, en présence du directeur de l'Office et de représentants de la Fédération européenne des éditeurs (présentations: les directions générales Énergie et transports, Éducation et culture, Recherche, Justice et Affaires Intérieures, et Presse et Communication de la Commission; le Conseil de l'Union européenne; le Comité économique et social, la Fondation Génération Europe et la European Information Association), et le 11 octobre à la Foire du livre à Francfort, en présence de M. Michael Gill, président de la Fédération européenne des éditeurs (présentations: Banque centrale européenne, Agence européenne pour l'environnement et Europa-Kontakt Informations- und Verlags-gesellschaft de Berlin).

Un Bulletin a été publié en 2001. Les informations portaient notamment sur le déroulement des activités du Forum — réunions, catalogue, etc. — et sur les manuscrits offerts pour licence ainsi que sur les appels à partenariat entre éditeurs.

L'offre en manuscrits attractifs demeure le point principal à améliorer dans l'ensemble du dispositif «Forum». Les auteurs dans les institutions et agences seront saisis de suggestions afin de rendre les projets plus intéressants du point de vue commercial.

Les efforts seront poursuivis pour associer davantage l'ensemble des institutions et organes de l'Union européenne à ce dispositif complémentaire de diffusion, axé sur la subsidiarité et sur l'adaptation des textes aux attentes des différents marchés et lectorats.

## **V. Gestion financière et administrative**

- 1. Passation des marchés**
- 2. Gestion budgétaire**
- 3. Comptabilité commerciale**
- 4. Gestion du personnel**



## 1. Passation des marchés

En 2001, l'Office a présenté 22 dossiers à la commission consultative des achats et des marchés (CCAM). Un autre dossier a été présenté à la CCAM de l'OHMI. En 2001, l'Office a rapporté 130 dossiers en sa qualité de membre de la CCAM.

Parmi les nouveaux contrats que l'Office a conclus en 2001, il faut relever un contrat concernant la réalisation et la production du Journal officiel L&C sur CD-ROM et un contrat relatif à la gestion opérationnelle de la base EUR-Lex. En outre, les consultations de marché ont abouti à la mise en place de nouveaux contrats concernant notamment le transport et la diffusion des publications, la création d'un helpdesk d'information et d'assistance aux utilisateurs externes des produits électroniques et autres produits diffusés par l'Office. Il y a lieu de relever que, en 2001, l'Office a attribué à l'entreprise des P&T Luxembourg le marché de la distribution du Journal officiel dans tous les États membres de l'Union européenne. Il s'agit d'un contrat de un an, reconductible d'année en année pour une durée maximale de 5 ans et d'un montant annuel de 1,8 millions d'euros.

L'Office a aussi procédé à la signature des contrats relatifs à la production du *Rapport sur la situation de l'agriculture dans l'Union européenne* et du *Rapport financier de l'Union européenne*.

Un appel d'offres lancé pour les publications de la direction générale «Politique régionale» devrait aboutir à la signature d'un contrat en 2002 pour l'ensemble des actions de publication et d'information en matière de politique régionale et de cohésion de l'Union européenne.

En 2001, l'Office a procédé à la signature de 23 nouveaux contrats et 27 conventions spécifiques. Au total, l'Office gère près de 200 contrats d'une durée maximale de 5 ans pour un montant annuel de 110 millions d'euros et qui mettent à contribution plus de 300 entreprises.

Au cours de l'année 2001, de nombreux travaux préparatoires ont été menés en vue du lancement de nouveaux appels d'offres visant soit au renouvellement de contrats qui viennent à échéance soit à conclure des contrats découlant de la perspective de l'élargissement de l'Union européenne, avec en premier lieu la publication du droit dérivé dans les langues des pays candidats à l'adhésion. L'élargissement étendra non seulement le territoire qui doit être couvert par les activités de l'Office mais également l'éventail des langues à traiter, dont le nombre augmentera de façon conséquente.

Les contraintes du multilinguisme et les délais de production très serrés tendent à limiter le nombre de sociétés susceptibles de répondre aux appels d'offres et dont la capacité à assurer les travaux dans des conditions acceptables est garantie.

**Activité relative à la passation des marchés et à la gestion des contrats**

	2000	2001
Appels d'offres:		
Nombre d'avis de marché publiés au JO S	17	22
Nombre d'offres remises	113	88
CCAM		
Nombre de rapports d'appel d'offres soumis	20	14
Nombre d'avenants	( <sup>1</sup> )	8
Consultations		
Nombre de consultations	( <sup>1</sup> )	21
Nombre de sociétés consultées	( <sup>1</sup> )	83
Contrats		
Nombre de nouveaux contrats	80	50
Exécution des contrats		
Nombre de bons de commande	3 605	3 782
Nombre de factures	6 856	8 392
Nombre de notes de crédit	( <sup>1</sup> )	248
Nombre d'ordres de recouvrement	220	206
Nombre d'attestations d'exonération TVA	1 048	918 ( <sup>2</sup> )

(<sup>1</sup>) Information non disponible.

(<sup>2</sup>) Chiffre provisoire. Le chiffre définitif ne sera connu que lorsque toutes les factures émises datées de 2001 auront été payées.

Les tableaux détaillés sur les coûts des prestations facturées à l'Office et la répartition des pages produites par institution pour le Journal officiel sont repris à l'annexe 3 (tableaux 41 et 42).

## 2. Gestion budgétaire

### 2.1. Exécution budgétaire 2001

Le pourcentage global d'exécution est variable selon les articles et les lignes, comme le montre le tableau ci-dessous.

#### Exécution budgétaire 2001

Référence budgétaire (section III — Commission)	Intitulé	Crédits d'engagement		Crédits de paiement	
		Montant exécuté	% d'exécution	Montant exécuté	% d'exécution
A — 240	Affranchissement de la correspondance	2 000	100,00	2 000	100,00
A — 342	Office des publications	67 895 ( <sup>1</sup> )	95,45	63 689	80,96
A — 343	Consolidation et codification du droit communautaire	4 999	99,98	2 754	33,83
B5 — 304	Procédures de passation et de publication des marchés publics	24 096	92,35	25 488	90,61
<b>Total</b>		<b>98 990</b>	<b>94,98</b>	<b>93 931</b>	<b>80,33</b>

NB: Ces informations sont issues du système comptable de la Commission. Les chiffres sur l'exécution budgétaire peuvent subir quelques modifications.

(<sup>1</sup>) Ce montant comprend le montant total des engagements au cours de l'exercice 2001 sur les crédits votés au budget 2001, les crédits reportés de l'exercice 2000 et les crédits de réemploi.

Les tableaux 33 à 38 en annexe 3 détaillent l'exécution des crédits d'engagement et des crédits de paiement ainsi que les crédits restant à liquider de l'exercice 2001. Les tableaux 39 et 40 reprennent la comptabilité analytique.

## 2.2. Gestion du budget pour le compte des institutions

Outre ses moyens propres, l'Office des publications a fait appel aux moyens financiers des institutions pour le paiement de quelque 116 millions d'euros au cours de l'exercice 2001.

*NB:* Les dépenses du JO S de l'exercice 2001 sont prises en compte tant dans les chiffres de l'exécution budgétaire du poste B5-304 que dans celui du fonds de roulement du Journal officiel. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 ces dépenses sont budgétisées et ne sont plus gérées par le compte hors budget du fonds de roulement du Journal officiel.

Détail des paiements effectués:

(en millions d'euros)

*Crédits dont l'Office est ordonnateur subdélégué*

— ligne B5-6000 d'Eurostat	0,31 <sup>(1)</sup>
— article B1-361 de la direction générale «Agriculture»	0,37 <sup>(2)</sup>

*Gestion du budget pour le compte des institutions*

— fonds de roulement du Journal officiel	85,85 <sup>(3)</sup> *
— par les institutions pour des publications pour lesquelles l'Office a assuré le contrôle technique et a donné le «bon à payer»	20,03 *

**Total** 106,56

*Autres*

— notamment avance pour les institutions, refacturés en 2001, entre autres dans le cadre de la diffusion gratuite	10,13 <sup>(4)</sup> *
---	------------------------

## 3. Comptabilité commerciale

### 3.1. Résultats d'exploitation

Les tableaux 45 et 46 de l'annexe 3 reprennent le détail du bilan de l'activité commerciale au 31 décembre 2001 et du compte d'exploitation pour l'exercice 2001.

<sup>(1)</sup> Montant des paiements effectués en 2001 sur un montant total engagé de 0,32 millions d'euros.

<sup>(2)</sup> Montant des paiements effectués en 2001 sur un montant total engagé de 0,92 millions d'euros.

<sup>(3)</sup> Total des dépenses prises en charge au cours de l'exercice 2001, dont 18,04 millions d'euros relatifs à l'exercice 2000.

<sup>(4)</sup> Suite au paiement par les institutions, cette somme se retrouvera dans les crédits de réemploi du budget de l'Office.

\* Ces montants sont détaillés à l'annexe 3.

Certains points doivent être soulignés:

- à partir de 2001, les frais d'envoi des abonnements sont facturés séparément et figurent sous la rubrique «Frais d'envoi facturés» (2,7 millions d'euros);
- on note une réduction conséquente des recettes facturées brutes ou nettes de remises de 22,1 %;
- une provision pour créances douteuses a été créée, et ce pour un montant de 292 424,73 euros en 2001.

### 3.2. Répartition des recettes de vente

Les recettes de vente nettes distribuables aux institutions s'élèvent, pour 2001, à 12 355 690,90 euros.

Pour la répartition détaillée des recettes de vente, voir annexe 3, tableau 27.

Le détail des montants nets de la facturation commerciale et des recettes commerciales encaissées en 1999, en 2000 et en 2001 est repris en annexe 3, tableaux 28 et 29.

Le bilan détaillé de l'Office figure en annexe 4.

## 4. Gestion du personnel

### 4.1. Effectifs

#### 4.1.1. Fonctionnaires

Au titre du budget 2001, l'Office des publications a obtenu une série d'adaptations de son tableau des effectifs, notamment:

- la transformation d'un poste A4 en poste A3,
- la transformation de quatre postes D en quatre poste C.

Cependant, le nombre total de postes inscrits au tableau des effectifs est resté stable par rapport à 2000 (voir annexe 3, tableau 47).

En 2001, 28 fonctionnaires sont arrivés à l'Office par voie de recrutement, de mutation ou de transfert individuel. Pour les détails de ces mouvements ainsi que des autres procédures administratives (départs, promotions, etc.), voir annexe 3, tableau 48.

#### 4.1.2. Temporaires

Pour couvrir certaines langues pour lesquelles les listes de réserve se sont avérées insuffisantes, 19 contrats d'agents temporaires ont été octroyés ou reconduits au cours de l'année.

#### 4.1.3. Auxiliaires

Pour couvrir des besoins ponctuels dans le domaine de la correction et des absences de durée moyenne parmi le personnel de commis et de secrétariat (par exemple, les congés de maternité), l'Office a octroyé un total de 24 nouveaux contrats d'auxiliaires au cours de l'exercice.

À la fin de l'année 2001, il restait 15 agents auxiliaires dont 12 de la catégorie B, 2 de la catégorie C et 1 de la catégorie D.

#### 4.1.4. Correcteurs d'appoint et correcteurs freelance

En application de son code de bonne conduite, l'Office des publications a recours à des contrats d'intérimaires et d'auxiliaires pour du personnel d'appoint *intra muros* ainsi qu'à des correcteurs *freelance extra muros* pour renforcer ses équipes de fabrication et de correction.

Le crédit initial inscrit au budget 2001 sur le poste 1174 couvrant les honoraires des correcteurs d'appoint et correcteurs *freelance* s'élevait à 1 630 000 euros.

La consommation totale des crédits dépensés pour renforcer les équipes de correction et de fabrication de l'Office s'est élevée à 1 974 375 euros, dont 1 380 000 pour les correcteurs intérimaires et correcteurs *freelance* et 594 375 euros pour les correcteurs auxiliaires.

Pendant l'année 2001, l'Office a examiné 221 candidatures; 169 candidats ont participé aux tests de correcteurs d'appoint et 33 ont réussi. Le taux de réussite s'élève donc à 20 %.

En application du code de bonne conduite «Recours aux correcteurs d'appoint et correcteurs *freelance* à l'Office des publications», le groupe paritaire de suivi, ainsi que les membres du Comité du personnel ont été régulièrement informés des mouvements de personnel.

Pendant l'année 2001, l'Office a eu recours à un total de 405,5 hommes/mois (intérimaires et auxiliaires).

Pendant cette même période de référence, les travaux effectués pour la Cour de justice se sont élevés à 38,25 hommes/mois, toutes langues confondues, en plus des travaux de correction «à la page».

## 4.2. Dialogue social

Le dialogue social s'est poursuivi en 2001 sur les bases précédentes de rencontres régulières avec les représentants de l'Office au sein du Comité Local du personnel (CLP); les membres du bureau du CLP y sont également invités.

Ces mêmes élus de l'Office ont eu la possibilité de présenter leur point de vue en ouverture de la réunion du comité de direction du 20 mars 2001. Les points abordés étaient les suivants: réorganisation de l'Office avec proposition de création d'un comité d'accompagnement, effectifs et transformation de postes, lignes directrices 2001-2006, politique immobilière, formation, sécurité et hygiène.

En raison du projet de rénovation de l'ancienne partie du bâtiment Mercier et en vue du déménagement d'une partie du personnel de l'Office vers le bâtiment Jean Monnet pour la durée de la rénovation, le Directeur de l'Office a convié le Comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement du lieu de travail à une réunion extraordinaire, qui a eu lieu à l'Office des publications le 23 novembre 2001. Cette réunion avait pour but d'expliquer les raisons qui ont motivé le choix de la délocalisation temporaire du personnel et d'informer le CSHT des dispositions prises pour garantir un déroulement optimal des travaux de rénovation dans le strict respect des règles de sécurité et d'hygiène.

En fin d'année 2001, le personnel a procédé à l'élection de ses représentants au CLP. Quatre membres du personnel de l'Office ont été élus au CLP de la Commission à l'issue de ce scrutin.

## 4.3. Formation

### 4.3.1. Plan de formation

La mise en œuvre du plan de formation 2001 a demandé le lancement de trois appels d'offres pour établir en 2001 des formations répondant aux besoins spécifiques de l'Office et des services spécialisés des institutions.

À partir de l'année 2002, la formation fera partie intégrante de la procédure de notation des fonctionnaires et découlera également de la description du poste concerné.

### 4.3.2. Participation aux formations en 2001

En 2001, 447 fonctionnaires ont participé à 1 576 actions de formation, ce qui signifie que près de 91 % de l'effectif a ainsi suivi au moins un cours de formation.

Les formations les plus fréquentées étaient les formations informatiques (753), les cours linguistiques (261) et les formations du domaine éditorial (89).

Dans le cadre des programmes de cours de langue interinstitutionnels, 6 cours de langue bihebdomadaires ont pu être organisés dans les locaux de l'Office.

Sur son propre budget, l'Office a organisé 66 actions répondant spécifiquement à ses besoins, avec une participation de 476 personnes.

L'Office a engagé pour ces actions un montant de 80 387 euros.

## 4.4. Réforme administrative de la Commission: impact sur l'Office

Dans le cadre de la réforme administrative de la Commission, l'Office a été appelé à répondre à de nombreuses consultations interservices, lancées principalement par les directions générales «Budget» et «Personnel et administration», sur divers volets de la Réforme, notamment celui concernant le projet de nouveau statut des fonctionnaires et autres agents de la Commission. La réflexion sur ces propositions et la formulation des réponses ont mobilisé des ressources importantes au niveau de l'encadrement de l'Office.

Une première étape dans la mise en œuvre de la décentralisation de la responsabilité financière et budgétaire a été franchie en 2001; cette décentralisation sera poursuivie pendant l'année 2002.

Les aspects concernant spécifiquement l'ensemble du personnel de l'Office ont fait l'objet de communications écrites (politique du personnel, éthique, lutte contre la fraude, etc.).

## VI. Infrastructures



**E**n 2001, l'Office a réalisé un certain nombre des projets informatiques à la demande de la Direction et des différentes unités.

L'organisation générale des circuits de distribution du courrier à l'arrivée et au départ de l'Office a été intégralement revue en raison de la mise en place à l'Office du logiciel Adonis dans sa version Image (avec scanning des courriers). Adonis-Web a été implémenté afin que chaque membre du personnel de l'Office puisse suivre son propre échéancier. Un module Early Warning System permettra d'envoyer automatiquement des e-mails aux personnes qui doivent clôturer un dossier de correspondance. Un plan de classement global pour toutes les activités de l'Office a été établi, en respectant le tronc commun fourni par le Secrétariat général de la Commission. Le plan de l'Office est un plan orienté «métiers» et est valable tant au niveau électronique qu'au niveau du classement «papier».

L'ouverture au public du portail EUR-Lex a nécessité des développements informatiques afin de garantir, entre autres, des fonctionnalités de navigation ergonomiques et conviviales.

L'archive numérique EUDOR a été migrée vers un nouveau système. L'ensemble des données, stockées sous forme de collections sur des disques optiques de dernière génération, correspondent à plus de 1 Terabyte. Le système inclut des modules de livraison et de dissémination performants. Il permet également de livrer de grandes quantités de données sur des supports de type très divers. L'archive agit ainsi comme un «serveur de documents» pour des systèmes tiers. La totalité du droit dérivé en langue anglaise a pu être extraite par ce biais pour mise à disposition des pays candidats à l'adhésion.

En 2001, l'Office a également lancé les travaux visant à disposer d'une nouvelle version plus rapide, plus performante et plus ergonomique du système SEI-BUD pour tenir compte de la nouvelle nomenclature budgétaire, dénommée *activity based budgeting* (ABB). Ces travaux, dont la fin est prévue pour le courant 2002, portent sur une restructuration complète de la base de données, constituant le noyau du système, ainsi que sur une mise à niveau technologique majeure (migration de tous les outils clients vers JAVA 2, adoption du standard XML comme format de stockage et d'échange des données). Une phase de consultation de toutes les institutions utilisatrices a été menée. Les demandes d'améliorations et d'évolutions ainsi collectées ont servi de base à la définition du plan de développement de ce nouveau système.

En 2001, 28 nouveaux projets Infocentre ont été initiés (15 à la demande des unités, 13 en interne). 13 projets ont été clôturés. Les principales réalisations ont été: la gestion des réunions et des salles via Outlook, la mise à œuvre des contrats scannés, l'extension des informations disponibles par l'Intranet, la logistique du projet Adonis.

Suite à la réorganisation de l'Office en mars, l'adaptation des différentes bases de données au nouvel organigramme a été réalisée et 175 mouvements de personnel ont été assurés. En milieu d'année, l'importante opération de déménagement (400 mouvements) visant à déplacer le personnel de l'ancienne partie du bâtiment Mercier vers la nouvelle partie et vers le JMO a été préparée avec tous les services concernés; 70 % des mouvements internes ont été réalisés fin 2001. Suite à la fermeture de l'Info Point Place d'Armes fin 2001, tous les biens ont été rapatriés.

Au niveau de la gestion des biens, un effort particulier a été fait pour lancer 44 dossiers de déclassement qui couvrent quelque 700 biens sur les 12 000 biens à l'inventaire.



## VII. Audit interne



## 1. Activités 2001

Les activités d'audit interne de l'Office des publications ont débuté le 1<sup>er</sup> décembre 2000 avec la nomination d'un fonctionnaire au poste d'auditeur interne.

L'état des missions d'audit 2001 est le suivant:

- 3 rapports établis: Affranchissement de la correspondance, Suivi audit Cour des comptes 1996 et Action 87 (IAS);
- 4 projets de rapport établis: Bilan OP au 31 décembre 2000, Système de suivi des factures fournisseurs, Passation des marchés, Voitures de service;
- 2 audits en cours: Coûts de production, Sources de financement de l'Office.

L'audit interne est également intervenu en qualité de conseil, notamment pour ce qui concerne l'analyse, la proposition et la validation de procédures en rapport avec les nouveaux circuits financiers, avec la gestion du budget du Journal officiel, la gestion de l'exonération de la TVA et la gestion des ordres de recouvrement.

## 2. Principales conclusions des audits finalisés

Les résultats de ces audits mettent en évidence la nécessité d'agir sur les points suivants:

- établissement d'un calendrier de décentralisation des circuits financiers prenant en compte, entre autres:
  - la définition des circuits et du rôle des différents intervenants,
  - l'établissement des procédures correspondantes,
  - l'identification des postes sensibles (et ce non seulement par rapport aux circuits financiers),
  - la formation des intervenants,
  - la mise en place des chartes de subdélégation appropriées,
  - l'implémentation des nouveaux circuits;
- finalisation de l'organigramme de l'Office avec définition des ressources nécessaires aux aménagements réalisés (ou devant l'être) dans le cadre de:
  - la réorganisation interne,
  - la réforme de la Commission, notamment la décentralisation des circuits financiers,
  - la prise en charge de nouvelles missions, dont celles en rapport avec l'élargissement de l'Union européenne,
  - l'établissement des jobs descriptions,
  - la détermination d'un calendrier de mise en place des ressources;
- développer davantage l'ouverture des marchés gérés par l'Office;
- sensibiliser davantage les ordonnateurs à l'égard des activités assurées par l'Office et des frais correspondants, et ce, entre autres, via un meilleur reporting des activités de l'Office (côtés opérationnel et budgétaire/financier);
- clarifier la stratégie de diffusion de l'Office, notamment pour ce qui est de la frontière entre les diffusions payante et gratuite, la fixation des prix de vente, etc.;
- faire mieux coller les outils informatiques aux besoins des utilisateurs;
- mise en place d'une comptabilité analytique;
- mise en place d'un système de suivi de l'ensemble des factures adressées à l'Office qui produise des indicateurs sur les délais d'acceptation et de paiement des factures.



## **Annexes**

**Annexe 1 — Organigramme de l'Office des publications au 31 janvier 2002**

**Annexe 2 — Comités et sous-comités interinstitutionnels dont le secrétariat est assuré par l'Office des publications**

**Annexe 3 — Tableaux et graphiques**

**Annexe 4 — Bilan et comptes des résultats**

**Annexe 5 — Rapport sur la réalisation du programme ordinaire de publication 2001 de la Commission**

**Annexe 6 — Conventions de service: niveau des contacts amorcés**



## Annexe 1 — Organigramme de l'Office des publications au 31 janvier 2002

Directeur général	T. L. CRANFIELD
Assistant du Directeur général	L. CECCARELLI
Conseiller (responsable du secrétariat de comités interinstitutionnels)	A. BERGER
Audit interne	A. CARNEIRO
<i>Directement rattachés au Directeur général:</i>	
1. Ressources	J. DOGGEN
2. Infrastructures	F. DÖLL
3. Services auteurs	S. BRACK
<b>Direction A — Production</b>	
Directeur	J. RAYBAUT
1. Journal officiel	Y. STEINITZ
2. Publications	R. GOLINVAUX
3. Accès au droit	J. RAYBAUT f.f.
4. Multimédia	Ph. LEBAUPE
5. Diffusion	M. LANGLAIS



## Annexe 2 — Comités et sous-comités interinstitutionnels dont le secrétariat est assuré par l'Office des publications

<i>Titre complet:</i>	<b>GROUPE INTERINSTITUTIONNEL LEX (GIL)</b>
<i>Institutions participantes:</i>  à titre d'observateur	— les institutions représentées au comité de direction — la BEI — la Troïka du Groupe «Informatique juridique» du Conseil
<i>Présidence assurée par:</i>  <i>Présidence renouvelée:</i>	<i>Nom, prénom:</i> Jimenez Fraile, Ramon <i>Institution:</i> Conseil de l'UE <i>Numéro de tél.:</i> (+32) (2) 285-6176 <i>Mail:</i> ramon.jimenez-fraile@consilium.eu.int annuellement
<i>Description succincte du mandat:</i> <cf. [GIL(1999)01 final]>	Pilotage du système d'accès aux textes juridiques ainsi que du Répertoire de la législation communautaire en vigueur
<i>Instance supérieure:</i>	Comité de direction de l'Office de publications
<i>Date de début des travaux:</i>	23.9.1999
<i>Fréquence des réunions:</i>	4 à 6 fois par an

<i>Titre complet:</i>	<b>Sous-groupe du GIL: METHODOLOGIE</b>
<i>Institutions participantes:</i>	— les institutions représentées au comité de direction — la BEI (observateur)
<i>Présidence assurée par:</i>  <i>Présidence renouvelée:</i>	<i>Nom, prénom:</i> Arnold-Woertz, Brigitte <i>Institution:</i> Commission européenne, Secrétariat général <i>Numéro de tél.:</i> (+32) (2) 299-50847 <i>Mail:</i> Brigitte.Arnold-Woertz@cec.eu.int tous les 2 ans
<i>Description succincte du mandat:</i> <cf. [GIL(1999)01 final]>	Couverture et contenu («méthodologie») du service d'accès aux textes juridiques
<i>Instance supérieure:</i>	GIL
<i>Date de début des travaux:</i>	30.9.1999
<i>Fréquence des réunions:</i>	4 à 6 fois par an

<i>Titre complet:</i>	<b>Comité de pilotage EUROVOC</b>
<i>Institutions participantes:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Parlement européen (présidence)</li> <li>— Office des publications (secrétariat)</li> <li>— Conseil de l'UE</li> <li>— Commission européenne</li> <li>— Cour de justice</li> <li>— Cour des comptes européenne</li> </ul>
<i>Présidence assurée par:</i>	<i>Nom, prénom:</i> Toornstra, Dirk <i>Institution:</i> Parlement européen <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 4300-42138 <i>Présidence renouvelée:</i> <i>Mail:</i> Dtoornstra@europarl.eu.int
<i>Description succincte du mandat:</i>	Définitions des priorités, des travaux à réaliser, du calendrier global, de l'utilisation des ressources, etc.
<i>Instance supérieure:</i>	Comité de direction de l'Office des publications
<i>Date de début des travaux:</i>	12.10.1999
<i>Fréquence des réunions:</i>	2 fois par an

<i>Titre complet:</i>	<b>Comité de maintenance EUROVOC</b>
<i>Institutions participantes:</i>	— idem comité de pilotage EUROVOC
<i>Présidence assurée par:</i>	<i>Nom, prénom:</i> Neto, Carlos <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 2929-42572 <i>Mail:</i> carlos.neto@cec.eu.int
<i>Description succincte du mandat:</i>	Mise en œuvre des travaux de maintenance (étude des propositions de mise à jour, mise en chantier des versions successives de EUROVOC)
<i>Instance supérieure:</i>	Comité de pilotage EUROVOC
<i>Date de début des travaux:</i>	1.10.2000
<i>Fréquence des réunions:</i>	4 à 5 fois par an

<i>Titre complet:</i>	<b>Comité de rédaction «Annuaire interinstitutionnel»</b>
<i>Institutions participantes:</i>	Les institutions dont l'organigramme paraît dans l'annuaire (éditions électronique et papier)
<i>Présidence assurée par:</i>	<i>Nom, prénom:</i> Weissenberger, Jean-Marie <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 2929-42226 <i>Mail:</i> jean-marie.weissenberger@cec.eu.int
<i>Description succincte du mandat:</i>	Définition du calendrier de parution de la version papier, définition de la formule de répartition des frais de la publication et des frais informatiques pour la version électronique (base IDEA), décisions sur les changements de contenu et les nouveaux développements
<i>Instance supérieure:</i>	Comité de direction de l'Office des publications
<i>Date de début des travaux:</i>	1994
<i>Fréquence des réunions:</i>	1 à 2 fois par an, au moins une fois avant la parution de l'annuaire, version papier. Pour des questions ayant trait au contenu: communication par procédure écrite

<i>Titre complet:</i>	<b>Groupe de travail interinstitutionnel «Échange de documents électroniques» (E-docs)</b>
<i>Institutions participantes:</i>	Toutes les institutions représentées au comité de direction de l'Office des publications
<i>Présidence assurée par:</i>	<i>Nom, prénom:</i> Berger, Albrecht <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+32) (2) 299-57552 <i>Mail:</i> Albrecht.Berger@cec.eu.int
<i>Description succincte du mandat:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Définition des structures et des formats des documents sur support électronique et fixation de leurs modalités d'échange interinstitutionnel, en concertation avec les projets concernant l'échange de ce type de documents avec l'extérieur</li> <li>— Coordination interinstitutionnelle des travaux entrepris dans le secteur «Communication and management of official documents» du programme IDA</li> </ul> <p>En cas de besoin, le Groupe peut se faire assister par des sous-groupes ad hoc.</p>
<i>Instance supérieure:</i>	Comité de direction de l'Office des publications
<i>Date de début des travaux:</i>	1993
<i>Fréquence des réunions:</i>	3 à 4 par an

<i>Titre complet:</i>	<b>Comité de pilotage / Steering group Code de rédaction interinstitutionnel</b>
<i>Institutions participantes:</i>	Juristes-linguistes du Conseil de l'UE, de la Commission européenne et du Service de Traduction/AGL; Services de traduction du Conseil de l'UE, de la Commission européenne et du Parlement européen, Cour de justice, Cour des comptes, Comité économique et social, Comité des régions, Office des publications
<i>Présidence assurée par:</i>	<i>Nom, prénom:</i> Lahure, Bernard <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 2929-42378 <i>Mail:</i> Bernard.Lahure@cec.eu.int
<i>Description succincte du mandat:</i>	Concertation interinstitutionnelle en vue de l'établissement et de la maintenance du Code de rédaction interinstitutionnel (en 11 langues)
<i>Instance supérieure:</i>	Comité de direction de l'Office des publications
<i>Date de début des travaux:</i>	février 1992
<i>Fréquence des réunions:</i>	Communication par procédure écrite; réunions ponctuelles si nécessaire

<i>Titre complet:</i>	<b>Sous-groupes par langue (Code de rédaction interinstitutionnel)</b>
<i>groupes ad hoc</i>	

<i>Titre complet:</i>	<b>Groupe interinstitutionnel «Consolidation»</b>
<i>Institutions participantes:</i>	Commission, Conseil, Parlement, Cour de justice, Office des publications
<i>Présidence assurée par:</i>	<i>Nom, prénom:</i> De Ripainsel, Denise <i>Institution:</i> Commission, Secrétariat général <i>Numéro de tél.:</i> (+32) (2) 295-5122 <i>Mail:</i> Denise.De-Ripainsel@cec.eu.int
<i>Présidence renouvelée:</i>	
<i>Description succincte du mandat:</i>	Finaliser le programme de travail; déterminer la nature des produits à réaliser et à diffuser; suivre les activités de consolidation
<i>Instance supérieure:</i>	Comité de direction de l'Office de publications
<i>Date de début des travaux:</i>	1999
<i>Fréquence des réunions:</i>	Le groupe s'est réuni six fois depuis le 20 janvier 1999 (dernière réunion: 7 avril 2000)

<i>Titre complet:</i>	<b>Groupe interinstitutionnel «Publications Multimédia — Outils et Méthodes»</b>
<i>Institutions participantes:</i>	Commission, Conseil, Parlement, Cour de Justice, Cour des comptes, Comité économique et social, Comité des régions, Office des publications
<i>Présidence assurée par:</i>	<i>Nom, prénom:</i> Lebaube, Philippe <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 2929-42855 <i>Mail:</i> philippe.lebaube@cec.eu.int
<i>Description succincte du mandat:</i>	Élaboration de recommandations en matière d'outils et de méthodes pour la réalisation de publications multimédias (CD-ROM, sites Internet, vidéos, services en ligne). Coordination avec les équipes éditoriales et techniques des institutions pour l'intégration des travaux du comité. Rédaction et mise à jour du «Vade-mecum de la publication multimédia».
<i>Instance supérieure:</i>	Comité de direction de l'Office de publications
<i>Date de début des travaux:</i>	1999
<i>Fréquence des réunions:</i>	3 à 4 fois par an

(personne de contact: L. Ceccarelli, Assistant (tél.: +352 2929-42890))



## Annexe 3 — Tableaux et graphiques

### Liste des tableaux

#### Chapitre III — Production

1. Journal officiel: évolution du nombre de pages par série pour la période 1993-2001
2. Journal officiel: bilan 2000 et 2001
3. Répartition par pays des avis de marché publiés en 2001
4. Publications générales: volume de production 2000-2001
5. Publications générales: répartition de la production par ordonnateur
6. Publications générales: ventilation par langue du nombre de pages corrigées
7. Édition électronique: répartition des produits par institution ordonnatrice
8. Édition électronique: évolution du nombre de dossiers par institution ordonnatrice
9. Édition électronique: nombre de dossiers traités
10. EUR-Lex: indicateurs de fréquentation en 2001
11. JO en ligne pour les institutions: indicateurs de fréquentation en 2001
12. EUR-Lex: ratio d'accès aux pages du site par version linguistique en 2001
13. «Service lecteurs» EUR-Lex: indicateurs
14. Archive numérique EUDOR: évolution du contenu et des commandes
15. Nombre d'identifiants attribués en 2001

#### Chapitre IV — Diffusion

##### Généralités

16. Évolution des activités de diffusion et de stockage

##### Politique de vente et résultats obtenus

17. Journal officiel: évolution par langue des abonnements aux séries L & C: papier, CD-ROM
18. Journal officiel: évolution par langue des abonnements à la série S: CD-ROM
19. Périodiques autres que le Journal officiel: évolution des abonnements
20. Documents: évolution des abonnements
21. Monographies: nombre de nouveaux titres inscrits au catalogue
22. Périodiques autres que le Journal officiel: nombre de titres inscrits au catalogue
23. Facturation des produits hors ligne
24. Bases de données: évolution du nombre de contrats gérés directement par l'Office
25. (a) Facturation des licences «Bases de données»  
(b) Nombre de contrats de licence en vigueur au 31 décembre 2001
26. Facturation des produits électroniques en ligne

27. Répartition des recettes commerciales du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2001
28. Montant net de la facturation commerciale en 1999, en 2000 et en 2001
29. Montant net des recettes commerciales encaissées en 1999, en 2000 et en 2001

### **Réseaux de distribution**

30. Participation directe de l'Office aux foires
31. Représentation de l'Office par des tiers lors des foires
32. Diffusion des catalogues

## **Chapitre V — Gestion financière et administrative**

### **Gestion budgétaire**

#### *Exécution budgétaire 2001*

33. Exécution des crédits d'engagement de l'exercice 2001 (situation comptable au 31 janvier 2002)
34. Exécution des crédits d'engagement de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2001 (situation comptable au 31 janvier 2002)
35. Exécution des crédits de paiement de l'exercice 2001 (situation comptable au 31 janvier 2002)
36. Exécution des crédits de paiement de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2001 (situation comptable au 31 janvier 2002)
37. Crédits de l'exercice 2001 restant à liquider (situation comptable au 31 janvier 2002)
38. Crédits de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2001 restant à liquider (situation comptable au 31 janvier 2002)
39. Comptabilité analytique 2001
40. Facturation 2001 pro forma (ventilation globale des coûts de l'Office par institution)

#### *Gestion du budget pour le compte des institutions*

41. JO 2001: coûts des prestations imputées au budget du Journal officiel
42. JO 2001: répartition des pages produites, par institution
43. Publications générales: répartition de la facturation entre institutions, agences et organes
44. Nombre et montant des ordres de recouvrement établis par l'Office en 2001, détaillés par poste/ligne budgétaire

### **Comptabilité commerciale**

45. Bilan de l'activité commerciale au 31 décembre 2001
46. Compte d'exploitation de l'activité commerciale au 31 décembre 2001

### **Gestion du personnel**

47. Effectifs 2000 et 2001
48. Procédures administratives

#### *Liste des graphiques*

1. Évolution de la production au Journal officiel (1986-2001)
2. Indices de fréquentation TED
3. Indices de fréquentation CELEX
4. Indices de fréquentation EUR-Lex

## Chapitre III — Production

Tableau 1 — Journal officiel: évolution du nombre de pages par série pour la période 1993-2001 (toutes versions linguistiques confondues)

Série	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
JO L	194 796	240 896	198 736	215 688	220 012	232 368	227 876	240 520	226 339
JO C (1)	151 652	189 216	152 120	246 996	247 000	285 586	230 811	225 602	313 406
dont JO C E	—	—	—	—	—	—	2 500	38 258	94 941
OCVV	—	—	244	388	497	518	878	957	1 036
OHMI	—	—	680	1 900	14 286	60 812	66 768	71 601	87 928
Autres documents budgétaires	31 761	32 706	35 478	37 664	35 574	36 212	37 620	40 634	41 261
<b>Total</b>	<b>378 209</b>	<b>462 818</b>	<b>387 258</b>	<b>502 636</b>	<b>517 369</b>	<b>615 496</b>	<b>563 953</b>	<b>579 314</b>	<b>669 970</b>

(1) Ces chiffres prennent en compte, jusqu'en 1996, les numéros du Journal officiel de l'exercice dont la parution effective n'a lieu qu'au cours du premier trimestre de l'exercice suivant.

Tableau 2 — Journal officiel: bilans 2000 et 2001

Série	2000			2001		
	Numéros	Pages	Pages/ numéro/ langue	Numéros	Pages	Pages/ numéro/ langue
JO L	336	240 520	65	349	226 339	59
JO C	458	225 602	44	482	313 406	59
dont JO C E	23	38 258	151	31	94 941	278
OHMI:						
JO (1)	14	2 201	157	15	3 112	207
Bulletin (2)	104	69 400	667	112	84 816	757
OCVV (2)	7	957	137	7	1 036	148
Autres documents budgétaires:						
APB 2001	1	22 858	2 078	1	21 736	1 976
PB 2001	1	17 776	1 616	1	19 525	1 775
<b>Total</b>	<b>921</b>	<b>579 314</b>		<b>967</b>	<b>669 970</b>	

(1) Publications multilingues (5 langues).

(2) Publication multilingue (11 langues).

Tableau 3 — Répartition par pays des avis de marché publiés en 2001

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	UE	EEE	AELE	Autres	Total
<b>Institutions communautaires</b>																				
Parlement européen	21					8			64							93				93
Conseil de l'Union européenne	21															21				21
Commission européenne	1 160	13	82	19	58	23	36	191	280	58	11	10	6	3	30	1 980	3	1	2	1 986
Cour de justice des Communautés européennes									11							11				11
Cour des comptes européenne									46							46				46
Comité économique et social des Communautés européennes	6															6				6
Comité des régions	3															3				3
GEIE	41		12		12	3		12		6	10		1	2	7	106	1			107
FED	244				2			4								250			226	476
PHARE, TACIS, PECO	702	2	9		1	8	2		6	4			3	1	5	743			1 402	2 145
BEI						3			20							23			235	258
BERD															60	60			62	122
BCE			3													3				3
<b>Communauté européenne</b>																				
<i>Travaux:</i>																				
— préinformations	47	33	1 524	61	78	963	59	60	10	36	241	5	38	30	219	3 404	46			3 450
— procédures ouvertes	311	21	7 784	142	562	2 891	52	196	90	119	1 319	155	15	161	23	13 841	155			13 996
— procédures restreintes	13	76	253	10	1	709	84	71	21	90	10		88	26	556	2 008	38			2 046
— procédures restreintes accélérées	2	2	67	4	3	6	2	38		5	1	1	6	3	106	246				246
— procédures négociées	5		22		1	398	6		2	2	10		2	9	52	509	5			514
— procédures négociées accélérées			4	2		1		2			1				1	11	1			12
— avis de concession	6	2	4	16	17	10		46	1	1	2	1	1		7	114				114
— avis concessionnaire										1					1	2				2
— marchés passés	48	19	4 526	27	353	2 287	58	261	85	75	691	25	61	111	228	8 855	46			8 901
— informations générales						2		15		1		1				19				19
<b>Total travaux</b>	<b>432</b>	<b>153</b>	<b>14 184</b>	<b>262</b>	<b>1 015</b>	<b>7 267</b>	<b>261</b>	<b>689</b>	<b>209</b>	<b>330</b>	<b>2 275</b>	<b>188</b>	<b>211</b>	<b>340</b>	<b>1 193</b>	<b>29 009</b>	<b>291</b>			<b>29 300</b>
<i>Fournitures:</i>																				
— préinformations	76	25	129	26	130	674	72	167	6	42	57	2	53	55	338	1 852	16			1 868
— procédures ouvertes	723	225	2 230	1 172	2 104	11 900	316	1 387	32	365	595	805	632	1 167	1 760	25 413	583	45	2	26 043
— procédures restreintes	40	220	337	121	3	1 366	43	697	2	200	3	2	73	16	3 109	6 232	22	6	1	6 261
— procédures restreintes accélérées	28	12	233	74	10	18	22	683	1	2	5	2	6	7	365	1 468	13			1 481
— procédures négociées	11	4	79		4	980	1	7	1	1	12	2	7	10	60	1 179	12			1 191
— procédures négociées accélérées		1	90	1		29		6			3		2		17	149	1			150
— marchés passés	285	352	1 559	25	1 659	8 597	194	1 273	28	417	357	113	437	718	2 672	18 686	164			18 850
— informations générales			1	2	1	14		2								20				20
— avis de présélection																				0
<b>Total fournitures</b>	<b>1 163</b>	<b>839</b>	<b>4 658</b>	<b>1 421</b>	<b>3 911</b>	<b>23 578</b>	<b>648</b>	<b>4 222</b>	<b>70</b>	<b>1 027</b>	<b>1 032</b>	<b>926</b>	<b>1 210</b>	<b>1 973</b>	<b>8 321</b>	<b>54 999</b>	<b>811</b>	<b>51</b>		<b>55 864</b>

Tableau 3 (suite) — Répartition par pays des avis de marché publiés en 2001

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	UE	EEE	AELE	Autres	Total
<i>Services:</i>																				
— avis de concours	7	31	151		11	896	4	46	3	5	29	26	9	1	9	1 228	33			1 261
— résultats de concours	5	3	32		3	252	2	15		1	5	11	1	5	6	341	6			347
— préinformations	115	29	177	57	169	972	67	114	1	57	50	1	32	37	698	2 576	39			2 615
— procédures ouvertes	802	235	1 107	431	2 189	8 608	177	1 892	7	331	282	361	238	1 047	646	18 353	332		2	18 687
— procédures restreintes	73	463	245	24	46	2 317	106	798	2	309	11	6	125	105	3 359	7 989	61		1	8 051
— procédures restreintes accélérées	22	8	90	20	30	33	11	794		9	5	2	2	6	430	1 462	21		1	1 484
— procédures négociées	130	8	1 005	12	6	2 132	107	44	7	134	144	5	7	68	688	4 497	77			4 574
— procédures négociées accélérées	47	4	273	2	2	43	6	36			17	2		1	83	516	6			522
— marchés passés	367	435	1 325	98	1 619	6 916	105	1 582	13	733	233	38	185	930	2 402	16 981	129		1	17 111
— informations générales	3	1	30	5	3	14	2	54		2	6			1	13	134				134
<b>Total services</b>	<b>1 571</b>	<b>1 217</b>	<b>4 435</b>	<b>649</b>	<b>4 078</b>	<b>22 183</b>	<b>587</b>	<b>5 375</b>	<b>33</b>	<b>1 581</b>	<b>782</b>	<b>452</b>	<b>600</b>	<b>2 200</b>	<b>8 334</b>	<b>54 077</b>	<b>704</b>	<b>0</b>		<b>54 786</b>
<i>Secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications:</i>																				
— système de qualification	30	57	107		18	99	12	112		41	67	16		21	114	694	23			717
— avis de concours	2	1	2		6	18		4	1		1					35	1			36
— résultats de concours			1	2		10		1			1	1				16				16
— avis périodiques	109	54	327	50	13	666	57	387	37	21	66	1	5	67	194	2 054	32			2 086
— procédures ouvertes	120	26	722	188	668	519	16	212	4	24	77	119	28	107	28	2 858	26		1	2 885
— procédures restreintes	11	32	105	21	19	348	6	295		63	1	9	9	17	90	1 026	14			1 040
— procédures négociées	266	193	1 158	9	111	1 073	109	658	10	109	210	5	61	201	628	4 801	77		4	4 882
— marchés passés	212	139	1 053	67	539	1 829	101	1 087	24	129	188	14	50	156	582	6 170	120		3	6 293
— informations générales			5	1		1	1	11			12					31		22		53
<b>Total EETT</b>	<b>750</b>	<b>502</b>	<b>3 480</b>	<b>338</b>	<b>1 374</b>	<b>4 563</b>	<b>302</b>	<b>2 767</b>	<b>76</b>	<b>387</b>	<b>623</b>	<b>165</b>	<b>153</b>	<b>569</b>	<b>1 636</b>	<b>17 685</b>	<b>293</b>	<b>22</b>		<b>18 008</b>
Informations et avis divers			11		1	5		1		1	1				2	22			14	36
Indications complémentaires et rectificatifs	425	191	1 224	628	413	2 990	94	897	5	213	374	270	26	308	812	8 870	52		1	8 923
<b>Total 2001</b>	<b>6 539</b>	<b>2 917</b>	<b>28 098</b>	<b>3 317</b>	<b>10 865</b>	<b>60 631</b>	<b>1 930</b>	<b>14 158</b>	<b>820</b>	<b>3 607</b>	<b>5 108</b>	<b>2 011</b>	<b>2 210</b>	<b>5 396</b>	<b>20 400</b>	<b>168 007</b>	<b>2 155</b>	<b>74</b>	<b>1 958</b>	<b>172 194</b>
<b>Total 2000</b>	<b>6 024</b>	<b>3 148</b>	<b>28 372</b>	<b>2 811</b>	<b>9 622</b>	<b>54 517</b>	<b>1 955</b>	<b>14 275</b>	<b>842</b>	<b>3 151</b>	<b>5 130</b>	<b>1 888</b>	<b>1 925</b>	<b>5 090</b>	<b>19 508</b>	<b>158 258</b>	<b>1 936</b>	<b>—</b>	<b>1 027</b>	<b>161 221</b>
<b>Croissance 2001/2000 (en %)</b>	<b>8,55</b>	<b>- 7,34</b>	<b>- 0,97</b>	<b>18,00</b>	<b>12,92</b>	<b>11,21</b>	<b>- 1,28</b>	<b>- 0,82</b>	<b>- 2,61</b>	<b>14,47</b>	<b>- 0,43</b>	<b>6,51</b>	<b>14,81</b>	<b>6,01</b>	<b>4,57</b>	<b>6,16</b>	<b>11,31</b>	<b>—</b>	<b>90,65</b>	<b>6,81</b>

**Tableau 4 — Publications: volume de production 2000-2001**

Volume produit	2000	2001	Évolution (en %)
Nombre de parutions	6 920	6 724	- 2,83
Nombre de pages corrigées	247 461	301 358	21,78
Nombre de pages non corrigées	302 452	285 384	- 5,64

**Tableau 5 — Publications: répartition de la production par ordonnateur**

Institution/agence	Pages corrigées			Pages non corrigées		
	2000	2001	Évolution (en %)	2000	2001	Évolution (en %)
Parlement européen	843	2 515	198,34	30 656	21 303	- 30,51
Conseil	9 431	20 136	113,51	10 615	10 103	- 4,82
Commission	126 469	111 584	- 11,77	203 149	150 039	- 26,14
Cour de justice	105 401	153 525	45,66	37 974	83 194	119,08
Cour des comptes	54	11	- 79,63	66	32	- 51,52
CES	0	0	0	0	0	0
CdR	324	358	10,49	2 502	2 196	- 12,23
BEI	228	136	- 40,35	2 755	934	- 66,10
Agences décentralisées	4 711	13 093	177,92	14 735	17 583	19,33
<b>Total</b>	<b>247 461</b>	<b>301 358</b>	<b>21,78</b>	<b>302 452</b>	<b>285 384</b>	<b>- 5,64</b>

**Tableau 6 — Publications: ventilation par langue du nombre de pages corrigées**

Langue	2000	2001	Évolution (en %)
ES	18 475	26 463	43,24
DA	18 474	20 826	12,73
DE	28 675	35 004	22,07
EL	16 990	20 831	22,61
EN	42 310	39 490	- 6,67
FR	30 868	39 715	28,66
GA	38	1 132	2 879,96
IT	19 264	22 855	18,64
NL	11 840	23 644	99,70
PT	21 381	22 228	3,96
FI	18 678	21 232	13,67
SV	20 292	27 738	36,69
Autres langues	176	199	13,29
<b>Total</b>	<b>247 461</b>	<b>301 358</b>	<b>21,78</b>

Tableau 7 — Édition électronique: répartition des produits par institution ordonnatrice

Institution	Nombre de dossiers	Nombre de livrables	Ventilation par type de livrable						
			Études	Créations graphiques	Vidéos <sup>(1)</sup>	CD-ROM		Sites Internet	Autres
						master	duplication		
Parlement européen	2	13				1	12		
Conseil	5	13			11			1	1
Commission	109	768	2			158	506	62	40
Cour de justice									
Comité économique et social									
Comité des régions									
Agence européenne pour l'environnement									
Cedefop									
Fondation européenne de Dublin	2	4				1	2	1	
ETF									
EUMC	1	1						1	
OEDT									
OHMI	1								
OSHA	3	13			10	1	2		
<b>Total 2001</b>	<b>123</b>	<b>812</b>	<b>2</b>	<b>—</b>	<b>21</b>	<b>161</b>	<b>522</b>	<b>65</b>	<b>41</b>
<b>Total 2000</b>	<b>94</b>	<b>836</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>23</b>	<b>253</b>	<b>427</b>	<b>113</b>	<b>9</b>
<b>Évolution (en %)</b>	<b>+ 31</b>	<b>- 3</b>							

(1) Production de l'emballage et duplication de vidéos.

Tableau 8 — Édition électronique: évolution du nombre de dossiers par institution ordonnatrice

Institution	Nombre de dossiers				Variation 2000/2001 (en nombre de dossiers)	Variation 2000/2001 (en %)
	1998	1999	2000	2001		
Parlement européen	10	5	6	2	-4	-67
Conseil	2	2	1	5	+4	+400
Commission	131	101	78	109	+31	+40
Cour de justice	0	0	3	0	-3	-100
Comité économique et social	0	1	1	0	-1	-100
Comité des régions	0	0	0	0	0	—
Agence européenne pour l'environnement	1	3	1	0	-1	-100
Cedefop	5	1	1	0	-1	-100
Fondation européenne de Dublin	1	1	1	2	+1	+100
ETF	0	1	0	0	0	—
EUMC	0	0	0	1	+1	—
OEDT	2	0	0	0	0	—
OHMI	1	0	0	1	+1	—
OSHA	0	0	2	3	+1	+50
<b>Total</b>	<b>153</b>	<b>115</b>	<b>94</b>	<b>123</b>	<b>+29</b>	<b>+31</b>

**Tableau 9 — Édition électronique: nombre de dossiers traités**

Dossiers	En cours				Clôturés			
	1998	1999	2000	2001	1998	1999	2000	2001
1998	153	98	65	13	55	33	52	12
1999		115	72	16		43	56	10
2000			94	56			38	46
2001				123				32

**Tableau 10 — EUR-Lex: indicateurs de fréquentation en 2001**

Nombre d'utilisateurs se connectant par jour	Entre 30 000 et 35 000
Nombre de JO et de pages sommaires consultés par jour	Entre 400 000 et 500 000
Nombre de documents JO téléchargés par jour	Entre 200 000 et 240 000
Ratio d'utilisation JO/Législation en vigueur/Textes consolidés/Législation en préparation	En semaine: 24/51/8/17 Week-end: 11/69/8/12
Ratio par méthode d'accès aux documents (navigation/recherche par numéro/recherche plein texte)	88/11/1

**Tableau 11 — JO en ligne pour les institutions: indicateurs de fréquentation en 2001**

Nombre d'utilisateurs se connectant par jour	Entre 200 et 450
Nombre de JO et de pages sommaires consultés par jour	Entre 3 000 et 4 000
Nombre de documents JO téléchargés par jour	Entre 4 000 et 5 000

**Tableau 12 — EUR-Lex: ratio d'accès aux pages du site par version linguistique en 2001**

ES	DA	DE	EL	EN	FR	IT	NL	PT	FI	SV
13	4	14	4	21	14	11	6	5	4	4

**Tableau 13 — «Service lecteurs» EUR-Lex: indicateurs**

Nombre de questions reçues par mois	440
Pourcentage de questions liées à l'utilisation du site	> 55 %
Pourcentage de questions liées au contenu du site et aux politiques communautaires	< 45 %

Tableau 14 — Archive numérique EUDOR: évolution du contenu et des commandes

Collection	Cumulatif au 31 décembre 2001	Nombre de pages chargées	
		2001	2000
JO L	4 966 783 (*)	225 692	243 767
JO C	3 833 742 (*)	315 857	227 573
JO P <sup>(1)</sup>	140 192 (*)	0	0
CECA	9 727 (*)	0	0
Documents COM	2 376 443 (*)	270 370	265 005
Droit dérivé	213 930	0	139
CONSLEG	123 233 (*)	17 918	39 807
MTF	9 571 (*)	1 750	2 033
Eurostat	180 373	0	20 851
PE-doc. A4	500 286	0	0
PE-doc. A5	244 131 (*)	159 037	82 083
Conseil addendum	19 296 (*)	2 451	2 739
Conseil relevés	2 506 (*)	705	2 464
Jurisprudence	1 014 023 (*)	1 014 023	418 428
<b>Total</b>	<b>13 634 236</b>	<b>2 007 803</b>	<b>1 304 899</b>
Nombre de pages de commandes payantes		124 000	151 000
Nombre de pages livrées		1 448 107	1 159 768

(1) JO publiés entre le 24 avril 1958 et le 31 décembre 1967.

(\*) Pages scannées, mais dont une partie n'est pas encore chargée dans l'archive. Pour la jurisprudence, il s'agit de la totalité des pages.

Tableau 15 — Nombre d'identifiants attribués en 2001

	EUR	ISSN	ISBN	Grand total
Janvier	17	329	187	533
Février	45	21	268	334
Mars	—	158	207	365
Avril	2	106	117	225
Mai	52	16	101	169
Juin	55	41	164	260
Juillet	51	79	250	380
Août	—	—	189	189
Septembre	51	147	52	250
Octobre	9	151	192	352
Novembre	103	129	210	442
Décembre	2	51	109	162
<b>Total</b>	<b>387</b>	<b>1 228</b>	<b>2 046</b>	<b>3 661</b>

## Chapitre IV — Diffusion

### Généralités

Tableau 16 — Évolution des activités de diffusion et de stockage

(en millions d'exemplaires)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Diffusion de base	42,7	54,4	46,8	60	81,3	56,6	50,1	48	51,8
Commandes	1,9	2,4	2,1 <sup>(1)</sup>	3,3 <sup>(1)</sup>	5,4 <sup>(1)</sup>	8,8 <sup>(1)</sup>	3,1 <sup>(1)</sup>	7,3 <sup>(1)</sup>	7,7 <sup>(1)</sup>
Stockage	12,2	13,6	14,9	22,2	32	29,7	29,5	32,9	37

<sup>(1)</sup> Ces chiffres sont à augmenter d'un nombre variable de Journaux officiels et de Recueils de la jurisprudence composant une collection, qui est comptabilisée comme un seul exemplaire.

### Politique de vente et résultats obtenus

Tableau 17 — Journal officiel: évolution par langue des abonnements aux séries L et C: papier, CD-ROM

Langue	Séries L et C Papier			Séries L & C CD-ROM		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
ES	1 521	1 320	1 115	129	222	268
DA	323	260	224	20	51	57
DE	1 835	1 654	1 458	126	328	403
EL	216	169	134	26	64	71
EN	1 977	1 682	1 378	214	387	466
FR	2 321	2 017	1 759	229	433	520
IT	2 015	1 604	1 352	206	551	498
NL	788	681	599	30	85	107
PT	484	419	368	49	179	222
FI	155	116	98	12	20	23
SV	166	137	117	11	22	28
<b>Total</b>	<b>11 801</b>	<b>10 059</b>	<b>8 602</b>	<b>1 052</b>	<b>2 342</b>	<b>2 663</b>

Tableau 18 — Journal officiel: évolution par langue des abonnements à la série S: CD-ROM

Langue	Série S CD-ROM					
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
	Produit multilingue, langue d'inscription					
	2 x	2 x	2 x	5 x	5 x	5 x
ES	172	161	145	47	37	34
DA	454	396	316	48	31	20
DE	2 566	2 463	2 277	82	72	73
EL	56	41	40	0	0	1
EN	1 857	1 729	1 539	373	305	231
FR	1 663	1 564	1 330	340	259	205
IT	519	413	331	338	246	186
NL	576	526	457	164	123	99
PT	71	81	73	2	4	1
FI	9	7	6	0	0	0
SV	39	33	24	1	0	0
<b>Total</b>	<b>7 982</b>	<b>7 414</b>	<b>6 538</b>	<b>1 395</b>	<b>1 077</b>	<b>850</b>

Tableau 19 — Périodiques autres que le Journal officiel: évolution des abonnements

Titre	1999	2000	2001	Évolution 2000/2001 (en %)	Remarques
<b>Parlement européen</b>					
Débats (édition papier)	206	—	—	—	annulé en 2000
Débats (édition CD-ROM)	—	28	44	+ 57	nouveau depuis 2000
Liste des députés	30	42	43	+ 2	
Total	236	70	87	+ 24	
<b>Commission</b>					
a) Publications générales					
— Bulletin des CE	2 921	2 722	2 125	- 22	dont 23 CD-ROM
— Marchés agricoles — Prix	94	25	35	+ 40	
— Économie européenne et Suppléments A, B et C	2 231	2 056	1 970	- 4	
— SCAD Bulletin	42	—	—	—	annulé 2000
— Europe sociale et suppléments	492	463	—	—	annulé 2001
— Terminologie et traduction	50	58	65	+ 12	
Total des publications générales	5 830	5 324	4 195	- 21	
b) Publications d'Eurostat					
— Statistiques en bref	768	813	614	- 24	
— Eurostatistiques	838	794	727	- 8	dont 10 PDF
— Comptes nationaux trimestriels SEC	188	138	146	+ 6	dont 10 PDF
— Sidérurgie — Statistiques mensuelles	153	135	134	- 1	dont 7 PDF
— Commerce extérieur — Statistiques mensuelles	297	285	289	+ 1	dont 10 PDF
— Énergie - Statistiques mensuelles	300	292	289	- 1	dont 23 PDF
— Prix agricoles, série sélectionnée de la banque de données Cronos	177	—	—	—	remplacé depuis 2000
— Production agricole	416	—	—	—	remplacé depuis 2000
— Agriculture — Statistiques trimestrielles	—	150	164	+ 9	dont 6 PDF
— Panorama de l'industrie	234	231	—	—	remplacé depuis 2001
— <i>Panorama of European business</i>	—	3	212	+ 6 967	dont 5 PDF + 9 CD
— <i>Economic Data Pocket Book</i>	164	161	172	+ 7	dont 9 PDF
— Chiffres clé	63	—	—	—	annulé en 2000
— <i>Research in official statistics</i>	31	39	39	=	
— <i>Money, Finance and the Euro</i>	150	168	173	+ 3	dont 14 PDF + 4 CD
— <i>Harmonised index of consumer prices</i>	13	—	—	—	annulé en 2000
— Panorama de l'UE	12	14	—	—	annulé en 2001
— <i>Social statistics</i>	—	5	5	=	
— Europroms CD-ROM	—	9	6	- 33	
— <i>Statistiques Euro-Méditerranéennes</i>	—	—	14	—	dont 4 PDF
— <i>CD-ROM Eurostat Electronic Library</i>	—	—	10	—	
Total des publications d'Eurostat	3 804	3 237	2 894	- 11	
Total des publications de la Commission	9 634	8 561	7 089	- 17	
<b>Cour de justice</b>					
Fonction publique	28	34	30	- 12	
Recueil de la jurisprudence + Fonction publique	582	557	519	- 7	
Recueil de la jurisprudence	1 800	1 791	1 712	- 4	
Total	2 410	2 382	2 261	- 5	

Titre	1999	2000	2001	Évolution 2000/2001 (en %)	Remarques
<b>Publications des agences</b>					
Cedefop — Formation professionnelle	1 989	1 898	1 661	- 12	
Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales	468	442	423	- 4	
Journal officiel de l'OHMI	1 369	1 292	1 263	- 2	
Bulletin OHMI (papier)	445	382	352	- 8	
Bulletin OHMI (CD-ROM)	107	127	131	+ 3	
Bulletin OHMI — Base cumulative	45	65	64	- 2	
<b>Total général</b>	<b>16 703</b>	<b>15 219</b>	<b>13 331</b>	<b>- 12</b>	

Tableau 20 — Documents: évolution des abonnements

Titre	1999 <sup>(1)</sup>	2000 <sup>(1)</sup>	2001	Évolution 2000/2001 (en %)
<b>Commission</b>				
Documents COM:				
— abonnements globaux	491	332	352	+ 6
— abonnements microfiches	159	154	160	+ 4
Décisions <i>Task Force</i> concentrations	68	57	—	annulé en 2001
Total	718	543	512	- 6
<b>Comité économique et social</b>				
Avis:				
— abonnements globaux	110	94	138	+ 47
— abonnements microfiches	98	93	109	+ 17
Total	208	187	247	+ 32
<b>Comité des régions</b>				
Avis:				
— abonnements globaux	3	3	3	=
<b>Total général</b>	<b>929</b>	<b>733</b>	<b>752</b>	<b>+ 3</b>

<sup>(1)</sup> Ces chiffres comprennent les abonnements interinstitutionnels.

Tableau 21 — Monographies: nombre de nouveaux titres inscrits au catalogue  
(classés par institution)

Institution	2000	2001	Évolution (en %)
Toutes institutions	3	6	+ 100
Parlement européen	39	58	+ 49
Conseil de l'Union européenne	26	11	- 58
Commission européenne (*)	1 160	1 041	- 10
Secrétariat général	22	15	- 32
Service Presse et communication	—	32	—
DG Entreprises	35	31	- 11
DG Affaires économiques et financières	11	55	+100
DG Concurrence	13	6	- 54
DG Emploi et affaires sociales	60	45	- 25
DG Agriculture	19	9	- 53
DG Transports et énergie	84	103	+ 23
DG Environnement	54	76	+ 41
DG Recherche	306	297	- 3
CCR (Geel, Ispra, Karlsruhe, Séville, Petten, DG)	32	43	+ 34
DG Société de l'information	36	40	+ 11
DG Pêche	8	4	- 50
DG Marché intérieur	110	36	- 67
DG Politique régionale	20	13	- 35
DG Fiscalité et union douanière	4	1	- 75
DG Éducation et culture	83	59	- 29
DG Santé et protection des consommateurs	1	2	+100
DG Justice et affaires intérieures	—	12	—
DG Relations extérieures	13	12	- 8
DG Commerce	4	5	+ 25
DG Développement	3	2	- 33
Office d'aide humanitaire	1	—	—
Eurostat	158	98	- 38
Personnel et administration	10	7	- 30
DG Budget	7	2	- 71
Office pour la lutte antifraude	2	4	+100
Service commun «Interprétation-Conférences»	1	1	=
Service de traduction	—	1	—
Office des publications	49	17	- 65
Bureaux (Bonn, Luxembourg, Dublin, Londres, Lisbonne, Washington)	14	13	- 7
Cour de justice	27	10	- 63
Cour des comptes	2	3	+ 50
Comité économique et social	—	1	—
Comité des régions	1	7	+ 600
Banque européenne d'investissement	3	1	- 67
Écoles européennes	2	18	+ 800
Médiateur européen	1	2	+ 100
Institut universitaire européen	6	5	- 17
Cercle culturel des institutions européennes	1	—	—
Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	62	106	+ 71
Agence européenne pour l'environnement	42	35	- 17
Agence européenne pour l'évaluation des médicaments	3	2	- 33
Centre de traduction des organes de l'UE	2	1	- 50
Cedefop	50	42	- 16
Fondation européenne pour la formation	11	1	- 91
Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail	30	31	+ 3
Observatoire européen des drogues et des toxicomanies	2	6	+ 200
Office communautaire des variétés végétales	1	—	—
Office de l'harmonisation dans le marché intérieur	6	3	- 50
Europol	—	9	—
Regroupement des Agences (publication conjointe)	1	1	=
Agence d'approvisionnement de l'Euratom	—	—	—
<b>Total</b>	<b>1 481</b>	<b>1 400</b>	<b>- 5</b>

(\*) Ventilation par DG/services non comparable en raison de la restructuration des services de la Commission.

**Tableau 22 — Périodiques autres que le Journal officiel: nombre de titres inscrits au catalogue (classés par institution)**

Institution	1999	2000	Évolution (en %)
Toutes institutions	1	1	=
Parlement européen	21	33	+ 57
Conseil de l'Union européenne	1	7	+ 600
Commission européenne <sup>(1)</sup>	148	215	+ 45
Secrétariat général	13	5	- 62
Service Presse et communication	—	1	—
DG Entreprises	13	5	- 62
DG Affaires économiques et financières	5	9	+ 80
DG Concurrence	1	1	=
DG Emploi et affaires sociales	20	26	+ 30
DG Agriculture	3	7	+ 133
DG Transports et énergie	1	1	=
DG Environnement	2	4	+ 100
DG Recherche	8	6	- 25
CCR (Séville, DG)	2	1	- 50
DG Pêche	—	1	—
DG Société de l'information	3	—	—
DG Politique régionale	6	10	+ 66
DG Fiscalité et union douanière	1	1	=
DG Éducation et culture	8	6	- 25
DG Santé et protection des consommateurs	1	1	=
DG Relations extérieures	1	1	=
Service commun des relations extérieures	1	—	—
DG Développement	2	3	+ 50
Office d'aide humanitaire	—	1	—
Eurostat	39	104	+ 167
DG Budget	3	4	+ 33
Office pour la lutte anti-fraude	—	2	—
Office des publications	10	14	+ 40
Bureaux (Bonn, Luxembourg)	2	1	- 50
Cour de justice	6	4	- 33
Comité des régions	2	4	+ 100
Banque européenne d'investissement	1	3	+ 200
Médiateur	—	1	—
Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	5	4	- 20
Cedefop	2	5	+ 150
Fondation européenne pour la formation	1	3	+ 200
Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail	5	4	- 20
Agence européenne pour l'environnement	—	6	—
Observatoire européen des drogues et des toxicomanies	1	4	+ 300
Office communautaire des variétés végétales	1	4	+ 300
Office de l'harmonisation dans le marché intérieur	10	17	+ 70
Europol	—	4	—
<b>Total</b>	<b>205</b>	<b>319</b>	<b>+ 56</b>

<sup>(1)</sup> Ventilation par DG/services non comparable en raison de la restructuration des services de la Commission.

Tableau 23 — Facturation des produits hors ligne

Titre	2000 (en euros)	2001 (en euros)	Évolution 2000/2001 (en %)
CD-ROM JO S			
a) Abonnements 2 éditions par semaine	1 064 453	623 696	- 41,41
b) Abonnements 5 éditions par semaine	388 649	191 962	- 50,61
c) Vente monographies	- 148	207	239,86
Total CD-ROM JO S	1 452 954	815 865	- 43,85
CD-ROM JO L & C			
a) Abonnements	267 300	247 670	- 7,34
b) Vente monographies	42 940	59 501	38,57
Total CD-ROM JO L & C	310 240	307 171	- 0,99
CD-ROM/JO L & C	24 924	—	- 100,00
CD-ROM Nomenclature combinée	4 502	2 958	- 34,30
CD-ROM TARIC	4 502	1 126	- 74,99
OHMI			
1. Bulletin OHMI			
— abonnements CD-ROM	92 250	84 832	- 8,04
— ventes monographies Bulletin CD-ROM	—	—	—
2. EUROM CD-ROM			
— abonnements EUROM CD-ROM	16 875	2 250	- 86,67
3. Bulletin + EUROM CD-ROM			
— abonnement Bulletin CD-ROM + EUROM CD	39 000	—	—
4. Abonnements combinés			
— bulletin papier + Bulletin CD-ROM	10 500	15 520	47,81
— bulletin papier + EUROM CD-ROM	18 000	—	—
— bulletin papier + CD-ROM + EUROM CD-ROM	26 250	—	—
Total OHMI	202 875	102 602	- 49,43
CD-ROM COMEXT	443 444	385 812	- 13,00
CD-ROM EUROPROMS	28 079	14 356	- 48,87
CD-ROM <i>Statistical Yearbook</i>	26 861	22 865	- 14,88
CD-ROM Europe en chiffres	7 598	12 786	68,28
Régions: Annuaire statistique 1999	29 272	- 181	- 100,62
CD-ROM FT EUROFILE	617	37	- 94,00
CD-ROM <i>Panorama of EU industry</i> (éditions Value et Pro)	35 510	18 492	- 47,92
EUROVOC sur CD-ROM	2 814	1 004	- 64,32
CD-ROM IUCLID	7 940	12 956	63,17
Autres CD-ROM et produits combinés			
— Eurostat	21 904	22 367	2,11
— autres	9 496	26 275	176,70
<b>Total</b>	<b>2 613 532</b>	<b>1 746 691</b>	<b>- 33,18</b>

**Tableau 24 — Bases de données: évolution du nombre de contrats gérés directement par l'Office**

Client	2000	2001	Évolution (en nombre)
Carrefours ruraux	101	96	- 5
BC-NET/BRE	9	4	- 5
CDE	418	445	+ 27
Info-Point Europe	110	132	+ 22
Fournisseurs de données	2	1	- 1
EIC	233	179	- 54
<i>Gateways</i>	17	16	- 1
Autres réseaux de vente <sup>(1)</sup>	94	40	- 54
Forum urbain pour le développement durable	17	17	—
Clients standard + client hors UE	164	166	+ 2
Représentations permanentes	12	12	—
Traducteurs free lance	219	276	+ 57
Universités	64	59	- 5
Bibliothèques publiques	6	4	- 2
Autres	65	49	- 16
<i>Flat fee</i> CELEX	399	309	- 90
<i>Flat fee</i> RISC	0	0	—
<b>Total</b>	<b>1 930</b>	<b>1 805</b>	<b>- 125</b>

<sup>(1)</sup> Accès pour les réseaux qui vendent *CELEX flat fee* et pour le nouveau réseau de *document delivery*.

Tableau 25 — a) Facturation des licences «Bases de données»

	2000 (en euros)	2001 (en euros)	Évolution (en %)
1. CELEX	401 099	435 286	8,52
2. SCAD	1 910	620	-67,54
3. TED	277 743	302 525	8,92
4. JO	-1 547	0	—
Sous-total Office	679 205	738 431	8,72
5. REGIO	420	0	-100,00
6. NEW CRONOS	140 902	164 781	16,95
7. COMEXT	139 480	56 400	-59,56
8. <i>Publications diverses</i>	3 500	5 000	42,86
9. <i>Royalties</i>	—	8 475	—
Sous-total Eurostat	284 302	234 656	-17,46
10. RTC (DG TAXUD)	750	-1 500	-300,00
11. <i>Business &amp; Consumer Survey</i> (DG ECFIN)	2 750	0	-100,00
<b>Total</b>	<b>967 007</b>	<b>971 587</b>	<b>0,47</b>

## b) Nombre de contrats de licence en vigueur au 31 décembre 2001

(entre parenthèses chiffres 2000)

CELEX	33	(28)
SCAD	0	(4)
TED	96	(77)
JO	0	(0)
REGIO	1	(1)
New Cronos	9	(8)
Comext	5	(4)
Publications Eurostat	2	(1)
RTC	1	(1)
Business & Consumer Survey	1	(1)
<b>Total</b>	<b>148</b>	<b>(125)</b>

Tableau 26 — Facturation des produits électroniques en ligne

Base	2000 (en euros)	2001 (en euros)	Évolution 2000/2001 (en %)
CELEX			
— directe	27 632,30	26 115,00	- 5,81
— gateway	129 810,26 <sup>(1)</sup>	193 892,00	+ 33,05
— flat fee	284 860,00	350 400,80	+ 18,70
Total	442 302,56	570 407,80	+22,46
EUDOR — document delivery MTF <sup>(2)</sup>			
— directe	- 7,05	0	—
— gateway	29,67	9,60	- 209,06
Total	22,62	9,60	- 153,63
EUDOR — document delivery JO <sup>(2)</sup>			
— directe	- 2 197,58	1 419,10	+ 254,86
— gateway	11 952,75	6 909,21	- 73,00
Total	9 755,17	8 328,31	- 17,13
EUDOR — document delivery Doc. COM <sup>(2)</sup>			
— directe	- 1 958,70	1 032,75	+ 289,66
— gateway	8 107,42	4 140,59	- 95,80
Total	6 148,72	5 173,34	- 18,85
EUDOR — document delivery Consleg <sup>(2)</sup>			
— directe	255,00	44,10	- 478,23
— gateway	1 374,52	340,41	- 303,78
Total	1 629,52	384,51	- 323,79
EUDOR — document delivery Rapports PE <sup>(2)</sup>			
— directe	- 13,50	4,05	+ 433,33
— gateway	106,18	14,49	- 632,78
Total	92,68	18,54	- 399,89
Total directe	23 710,47	28 615,00	+ 17,14
Total gateway	151 380,80	205 306,30	+ 26,27
Flat fee CELEX	284 860,00	350 400,80	+ 18,70
<b>Total général</b>	<b>459 951,27</b>	<b>584 322,10</b>	<b>+ 21,28</b>

<sup>(1)</sup> La base de données TED est devenue gratuite à partir du 1.1.1999. Un montant de 73 755,33 euros a été crédité pour les avances facturés aux gateways. Le montant de 1 284,28 euros a été crédité sur les autres bases qui sont devenues gratuites.

<sup>(2)</sup> Ces chiffres ne prennent pas en compte la facturation directe pour les commandes payées par carte bancaire qui totalisent 202 799 euros en 2001 (43 383 euros en 2000).

Tableau 27 — Répartition des recettes commerciales du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2001

(en euros)

Ordonnateur	Recettes encaissées au 31 décembre 2001				
	Journal officiel	Périodiques	Produits électroniques	Autres publications	Total
Parlement	786 715,56	1 649,27	762,38	33 978,58	823 105,79
Cour de justice	101 923,28	197 974,61		22 493,27	322 391,16
CES	74 181,00	6 711,96		6 576,01	87 468,97
CdR	30 529,10	491,29		7 135,32	38 155,71
Cour des comptes	107 982,26			4 895,90	112 878,16
Conseil	828 346,74		108,91	41 508,83	869 964,48
Commission (*)	4 170 299,38	686 135,33	1 026 722,59	1 737 471,32	7 620 628,62
AEE			626,24	6 402,97	7 029,21
Cedefop		18 493,49	991,87	23 434,73	42 920,09
Fondation de Dublin			381,19	8 419,18	8 800,37
OHMI		542 954,25	123 720,98	4 879,07	671 554,30
OCVV		3 291,72		235,70	3 527,42
Divers				7 553,95	7 553,95
Office des publications		19 586,19	821 001,88	899 124,60	1 739 712,67
<b>Total</b>	<b>6 099 977,32</b>	<b>1 477 288,11</b>	<b>1 974 316,04</b>	<b>2 804 109,43</b>	<b>12 355 690,90</b>

(\*) Sauf Office des publications et y compris JO S.

(en %)

Ordonnateur	Recettes encaissées au 31 décembre 2001				
	Journal officiel	Périodiques	Produits électroniques	Autres publications	Total
Parlement	12,90	0,11	0,04	1,21	6,66
Cour de justice	1,67	13,40		0,80	2,61
CES	1,22	0,45		0,23	0,71
CdR	0,50	0,03		0,25	0,31
Cour des comptes	1,77			0,17	0,91
Conseil	13,58		0,01	1,48	7,04
Commission (*)	68,37	46,45	52,00	61,96	61,68
AEE			0,03	0,23	0,06
Cedefop		1,25	0,05	0,84	0,35
Fondation de Dublin			0,02	0,30	0,07
OHMI		36,75	6,27	0,17	5,44
OCVV		0,22		0,01	0,03
Divers				0,27	0,06
Office des publications		1,33	41,58	32,06	14,08
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

(\*) Sauf Office des publications et y compris JO S.

Tableau 28 — Montant net de la facturation commerciale en 1999, en 2000 et en 2001

	1999		2000		2001	
	Euros	%	Euros	%	Euros	%
JO L, C et S	10 647 227,76	62,57	8 530 438,14	54,44	6 619 556,41	53,00
Autres périodiques	2 478 173,67	14,56	2 768 210,86	17,67	1 181 448,76	9,46
Publications électroniques	1 801 795,25	10,59	2 063 946,12	13,17	1 796 341,94	14,38
Autres publications	2 088 557,79	12,27	2 305 722,93	14,72	2 891 868,61	23,15
<b>Total</b>	<b>17 015 754,47</b>	<b>100,00</b>	<b>15 668 318,05</b>	<b>100,00</b>	<b>12 489 215,72</b>	<b>100,00</b>

Tableau 29 — Montant net des recettes commerciales encaissées en 1999, en 2000 et en 2001

	1999		2000		2001	
	Euros	%	Euros	%	Euros	%
JO L, C et S	10 359 350,09	64,40	11 482 981,22	55,98	6 099 977,32	49,37
Autres périodiques	2 048 625,06	12,74	4 267 294,87	20,80	1 477 288,11	11,96
Publications électroniques	1 761 149,33	10,95	2 152 843,37	10,50	1 974 316,04	15,98
Autres publications	1 916 570,40	11,91	2 608 229,24	12,72	2 804 109,43	22,69
<b>Total</b>	<b>16 085 694,88</b>	<b>100,00</b>	<b>20 511 348,71</b>	<b>100,00</b>	<b>12 355 690,90</b>	<b>100,00</b>

## Réseaux de distribution

Tableau 30 — Participation directe de l'Office aux foires

Événement	Lieu	Date
Foire du Livre de Bruxelles	Bruxelles	14-18 février
Foire Internationale de Luxembourg Printemps <sup>(1)</sup>	Luxembourg	19-27 mai
Frankfurter Buchmesse <sup>(1)</sup>	Francfort	10-15 octobre
Online Information <sup>(1)</sup>	Londres	4-6 décembre

<sup>(1)</sup> Événement auquel ont participé plusieurs services de la Commission européenne.

Tableau 31 — Représentation de l'Office par des tiers lors des foires

Événement	Lieu	Date	Représenté par
Fieragricola	Verona	8-11 mars	Starter S.R.L. — Italie
Salon du Livre	Paris	16-21 mars	Journal officiel — France
Buenos Aires International Bookfair	Buenos Aires	16 avril-7 mai	Word Publications SA — Argentine
Fiera del libro	Madrid	25 mai-10 juin	Mundi Prensa — Espagne

Tableau 32 — Diffusion des catalogues

Publication	2000	2001	Remarques
Catalogue des publications	63 000	72 150	Annuel
Publications clés de l'UE (extrait des catalogues de publications)	165 650	117 300	Annuel
Catalogue des documents	137 710	11 570	Annuel <sup>(1)</sup>
Brochure Bureaux de Vente	2 900	740	
Répertoire des bases de données	9 800	980	Annuel
Catalogue Eurostat	4 000	5 400	Envoi sur demande
Référence Statistiques d'Eurostat	—	13 950	Envoi sur demande
Catalogue Cedefop	1 400	610	Envoi sur demande
<b>Total</b>	<b>384 460</b>	<b>222 700</b>	

<sup>(1)</sup> À partir de 2001, ce catalogue est disponible en version électronique.

## Chapitre V — Gestion financière et administrative

### Gestion budgétaire

#### Exécution budgétaire 2001

Les tableaux 33 à 38 sont extraits tels quels des documents comptables fournis par la Commission.

Tableau 33 — Exécution des crédits d'engagement de l'exercice 2001 (situation comptable au 31 janvier 2002)

NB: Le tableau 34 reprend le détail pour l'article A-342.

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits d'engagement				Exécution des crédits d'engagement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-240	Affranchissement de correspondance	0	2 000 000,00	0	2 000 000,00	2 000 000,00	0	2 000 000,00	100,00%	0	0
A-342	Office des publications	57 507 000,00	8 675 659,79	5 042 678,18	71 225 337,97	62 943 071,83	4 951 535,61	67 894 607,44	95,45%	2 173 718,08	1 157 012,45
A-343	Codification et consolidation du droit communautaire	5 000 000,00	0	0	5 000 000,00	4 999 100,14	0	4 999 100,14	99,98%	0	899,86
B5-304	Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	24 000 000,00	1 995 494,31	96 196,56	26 091 690,87	24 000 000,00	96 196,56	24 096 196,56	92,35%	1 995 494,31	0
<b>Total</b>		<b>86 507 000,00</b>	<b>12 671 154,10</b>	<b>5 138 874,74</b>	<b>104 317 028,84</b>	<b>93 942 171,97</b>	<b>5 047 732,17</b>	<b>98 989 904,14</b>	<b>94,98%</b>	<b>4 169 212,39</b>	<b>1 157 912,31</b>

*Tableau 34* — **Exécution des crédits d'engagement de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2001 (situation comptable au 31 janvier 2002)**

<b>Données dans les colonnes</b>
Crédits votés au budget (C1), (Colonne 1)
Crédits d'engagement de l'exercice 2001 (colonne 2) : modifications par BRS et virements (C1), crédits AELE (C1), crédits de réemploi (C4), crédits issus des reversements d'acompte (C6,C7), recettes de tiers (R0, T0, PECO, CR) diminués des engagements reportés du même type (R0, T0, PECO, CR)
Crédits d'engagement reportés de l'exercice 2000 (colonne 3): crédits reportés par décision de l'autorité budgétaire ou de la Commission (C2,C3), crédits de réemploi reportés (C5) diminués des engagements reportés du même type (C5)
Exécution des crédits d'engagement sur les crédits de l'exercice 2001 (colonne 5): engagements effectués sur crédits votés au budget (C1), crédits de réemploi (C4), crédits issus des reversements d'acompte (C6,C7), crédits de tiers (R0, T0, PECO, CR)
Exécution des crédits d'engagement reportés de l'exercice 2000 (colonne 6): engagements effectués sur crédits reportés par décision de l'autorité budgétaire ou de la Commission (C2, C3), crédits de réemploi reportés (C5)
Crédits reportés à l'exercice 2002 (colonne 9) : crédits non utilisés (crédits - engagements reportés- engagements de l'exercice) des recettes de tiers (R0, T0, PECO, CR), crédits de réemploi (C4) non utilisés, reports décidés par l'autorité budgétaire ou la Commission (C2,C3) pour l'exercice suivant

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits d'engagement				Exécution des crédits d'engagement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
<b>Partie A</b>											
A-1100	Traitements de base	23.930.000,00	11.850,88	44.949,12	23.986.800,00	23.941.850,00	44.949,12	23.986.799,12	100,00 %	0,88	-0,00
A-1101	Allocations familiales	2.665.000,00	-9.300,00	0,00	2.655.700,00	2.655.700,00	0,00	2.655.700,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation (y compris article 97 du statut CECA)	3.248.000,00	45.000,00	0,00	3.293.000,00	3.293.000,00	0,00	3.293.000,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1103	Indemnités forfaitaires	215.000,00	28.500,00	0,00	243.500,00	243.500,00	0,00	243.500,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1110	Agents auxiliaires	340.000,00	398.700,00	0,00	738.700,00	738.700,00	0,00	738.700,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1112	Agents locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1120	Perfectionnement professionnel, recyclage et information du personnel	92.000,00	0,00	48,59	92.048,59	80.387,73	48,59	80.436,32	87,38 %	0,00	11.612,27
A-1130	Couverture des risques de maladie	813.000,00	14.600,00	0,00	827.600,00	827.600,00	0,00	827.600,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1131	Couverture des risques d'accident et de maladie professionnelle	185.000,00	48.400,00	0,00	233.400,00	233.400,00	0,00	233.400,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1132	Couverture du risque de chômage des agents temporaires	6.000,00	0,00	0,00	6.000,00	5.500,00	0,00	5.500,00	91,67 %	0,00	500,00
A-1133	Constitution ou maintien de droits à pension pour les agents temporaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits d'engagement				Exécution des crédits d'engagement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-1140	Allocations à la naissance et en cas de décès	1.000,00	0,00	0,00	1.000,00	1.000,00	0,00	1.000,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1141	Frais de voyages annuels du lieu d'affectation au lieu d'origine	427.000,00	5.000,00	2.373,88	434.373,88	432.000,00	2.373,88	434.373,88	100,00 %	0,00	-0,00
A-1142	Indemnités de logement et de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1143	Indemnités forfaitaires de fonctions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1144	Indemnités forfaitaires de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1145	Indemnité spéciale pour les comptables et régisseurs d'avances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1147	Indemnités pour service continu ou par tours ou pour astreinte sur le site et/ou à domicile	49.000,00	5.000,00	0,00	54.000,00	54.000,00	0,00	54.000,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1149	Autres indemnités et remboursements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1150	Heures supplémentaires	48.000,00	0,00	0,00	48.000,00	48.000,00	0,00	48.000,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1174	Prestations d'appoint dans le domaine de la correction de textes	1.630.000,00	-250.000,00	0,00	1.380.000,00	1.380.000,00	0,00	1.380.000,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1175	Autres prestations d'appoint	88.000,00	177.000,00	0,00	265.000,00	265.000,00	0,00	265.000,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1181	Frais de voyage (y compris ceux des membres de la famille)	15.000,00	-6.500,00	0,00	8.500,00	5.000,00	0,00	5.000,00	58,82 %	0,00	3.500,00
A-1182	Indemnités d'installation, de réinstallation et de mutation	60.000,00	25.000,00	0,00	85.000,00	85.000,00	0,00	85.000,00	100,00 %	0,00	0,00

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits d'engagement				Exécution des crédits d'engagement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-1183	Frais de déménagement	83.000,00	-20.000,00	0,00	63.000,00	63.000,00	0,00	63.000,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1184	Indemnités journalières temporaires	87.000,00	-37.500,00	0,00	49.500,00	49.500,00	0,00	49.500,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1190	Coefficients correcteurs	360.000,00	89.300,00	0,00	449.300,00	449.300,00	0,00	449.300,00	100,00 %	0,00	0,00
A-1191	Crédit provisionnel	290.000,00	-290.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1291	Crédit provisionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1300	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	340.000,00	-79.637,31	710,79	261.073,48	260.000,00	0,00	260.000,00	99,86 %	362,69	710,79
A-1400	Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines	8.400,00	-2.000,00	0,00	6.400,00	4.400,00	0,00	4.400,00	68,75 %	0,00	2.000,00
A-1401	Frais de transformation courante et de renouvellement courant des installations des restaurants et cantines	11.200,00	2.000,00	0,00	13.200,00	11.839,69	0,00	11.839,69	89,69 %	0,00	1.360,31
A-1402	Frais de transformation exceptionnelle et de renouvellement exceptionnel des installations des restaurants et cantines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1520	Fonctionnaires nationaux, internationaux et agents du secteur privé affectés temporairement dans les services de l'institution	1.000,00	0,00	0,00	1.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	1.000,00
A-1521	Fonctionnaires de l'institution affectés temporairement dans des administrations nationales, des organisations internationales ou dans des institutions ou entreprises publiques ou privées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1600	Secours extraordinaires	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	500,00
A-1610	Relations sociales entre les membres du personnel	30.100,00	2.000,00	0,00	32.100,00	32.100,00	0,00	32.100,00	100,00 %	0,00	0,00

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits d'engagement				Exécution des crédits d'engagement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-1620	Autres interventions sociales	9.000,00	-2.000,00	0,00	7.000,00	1.817,89	0,00	1.817,89	25,97 %	0,00	5.182,11
A-1630	Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies	348.000,00	-35.000,00	0,00	313.000,00	312.305,88	0,00	312.305,88	99,78 %	0,00	694,12
A-1640	Aide complémentaire aux handicapés	5.000,00	0,00	0,00	5.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	5.000,00
A-1701	Frais de réception et de représentation des membres du personnel	4.700,00	0,00	0,00	4.700,00	3.700,00	0,00	3.700,00	78,72 %	0,00	1.000,00
A-2000	Loyers	3.850.000,00	309.151,56	864.527,55	5.023.679,11	3.710.593,35	864.527,55	4.575.120,90	91,07 %	439.151,56	9.406,65
A-2010	Assurances	15.200,00	0,00	0,00	15.200,00	7.300,00	0,00	7.300,00	48,03 %	0,00	7.900,00
A-2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	629.000,00	0,00	0,00	629.000,00	585.705,00	0,00	585.705,00	93,12 %	0,00	43.295,00
A-2030	Nettoyage et entretien	510.000,00	-150.000,00	0,00	360.000,00	341.655,89	0,00	341.655,89	94,90 %	0,00	18.344,11
A-2040	Aménagement des locaux	55.000,00	0,00	0,00	55.000,00	37.601,02	0,00	37.601,02	68,37 %	0,00	17.398,98
A-2050	Sécurité et surveillance des immeubles	730.000,00	42.500,00	0,00	772.500,00	769.530,45	0,00	769.530,45	99,62 %	0,00	2.969,55
A-2060	Acquisition de biens immobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2070	Construction d'immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2080	Autres dépenses préliminaires à l'acquisition de biens immobiliers ou à la construction d'immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits d'engagement				Exécution des crédits d'engagement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-2090	Autres dépenses afférentes aux immeubles	148.500,00	-40.000,00	0,00	108.500,00	85.000,00	0,00	85.000,00	78,34 %	0,00	23.500,00
A-2100	Exploitation au centre informatique	2.080.000,00	90.000,00	0,00	2.170.000,00	2.161.150,89	0,00	2.161.150,89	99,59 %	0,00	8.849,11
A-2120	Prestations de personnel d'exploitation informatique	3.265.000,00	6.061,44	104.468,67	3.375.530,11	3.132.727,93	101.728,75	3.234.456,68	95,90 %	96.061,44	45.011,99
A-2200	Premier équipement en matériel et installations techniques	201.500,00	520.000,00	0,00	721.500,00	27.294,20	0,00	27.294,20	3,78 %	0,00	694.205,80
A-2202	Location de matériel et installations techniques	550.000,00	-145.000,00	0,00	405.000,00	378.359,11	0,00	378.359,11	93,42 %	0,00	26.640,89
A-2203	Entretien, utilisation et réparation de matériel et installations techniques	260.000,00	20.000,00	0,00	280.000,00	280.000,00	0,00	280.000,00	100,00 %	0,00	0,00
A-2204	Matériel bureautique	3.000,00	0,00	0,00	3.000,00	3.000,00	0,00	3.000,00	100,00 %	0,00	0,00
A-2210	Premier équipement en mobilier	60.000,00	0,00	0,00	60.000,00	54.958,97	0,00	54.958,97	91,60 %	0,00	5.041,03
A-2212	Location de mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2213	Entretien, utilisation et réparation de mobilier	500,00	0,00	0,00	500,00	500,00	0,00	500,00	100,00 %	0,00	0,00
A-2230	Premier équipement en matériel de transport	20.000,00	2.635,61	0,00	22.635,61	17.070,05	0,00	17.070,05	75,41 %	4.635,61	929,95
A-2232	Location de matériel de transport	37.000,00	0,00	0,00	37.000,00	36.717,68	0,00	36.717,68	99,24 %	0,00	282,32
A-2233	Entretien, exploitation et réparation de matériel de transport	26.500,00	3.179,43	360,39	30.039,82	29.500,00	360,39	29.860,39	99,40 %	179,43	0,00

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits d'engagement				Exécution des crédits d'engagement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-2250	Fonds de bibliothèque, achats de livres	9.200,00	0,00	0,00	9.200,00	9.200,00	0,00	9.200,00	100,00 %	0,00	0,00
A-2251	Matériels spéciaux de bibliothèque, de documentation et de reproduction	1.500,00	0,00	0,00	1.500,00	1.368,72	0,00	1.368,72	91,25 %	0,00	131,28
A-2252	Abonnements aux journaux et périodiques	4.600,00	0,00	0,00	4.600,00	4.600,00	0,00	4.600,00	100,00 %	0,00	0,00
A-2253	Abonnements aux agences de presse	1.500,00	0,00	0,00	1.500,00	1.500,00	0,00	1.500,00	100,00 %	0,00	0,00
A-2254	Frais de reliure et de conservation des ouvrages de bibliothèque	10.000,00	0,00	0,00	10.000,00	9.990,00	0,00	9.990,00	99,90 %	0,00	10,00
A-2255	Abonnements aux services d'information rapide sur écran	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2300	Papeterie et fournitures de bureau	990.000,00	60.887,00	90.186,50	1.141.073,50	943.755,00	90.186,50	1.033.941,50	90,61 %	101.587,00	5.545,00
A-2320	Frais bancaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2329	Autres frais financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2330	Frais de contentieux	1.000,00	0,00	0,00	1.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	1.000,00
A-2340	Dommages et intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2350	Assurances diverses	500,00	2.200,00	0,00	2.700,00	2.700,00	0,00	2.700,00	100,00 %	0,00	0,00
A-2351	Tenues de service et vêtements de travail	20.000,00	0,00	0,00	20.000,00	13.258,60	0,00	13.258,60	66,29 %	0,00	6.741,40

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits d'engagement				Exécution des crédits d'engagement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-2352	Frais divers de réunions internes	4.100,00	0,00	0,00	4.100,00	4.100,00	0,00	4.100,00	100,00 %	0,00	0,00
A-2353	Travaux de manutention et déménagement de services	50.000,00	20.000,00	0,00	70.000,00	69.180,52	0,00	69.180,52	98,83 %	0,00	819,48
A-2359	Autres dépenses de fonctionnement	500,00	0,00	0,00	500,00	500,00	0,00	500,00	100,00 %	0,00	0,00
A-2392	Prestations de la Commission (service de traduction à moyen et à long terme) en faveur de l'Office des publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2400	Affranchissement de correspondance et frais de port	6.137.000,00	6.707.281,29	3.120.023,89	15.964.305,18	11.705.924,58	3.120.023,89	14.825.948,47	92,87 %	1.138.356,71	0,00
A-2410	Téléphone, télégraphe, télex, télévision	284.000,00	168.332,74	26.864,53	479.197,27	451.995,90	26.864,53	478.860,43	99,93 %	336,84	-0,00
A-2500	Réunions et convocations en général	56.000,00	0,00	0,00	56.000,00	34.378,44	0,00	34.378,44	61,39 %	0,00	21.621,56
A-2600	Consultations, études et enquêtes de caractère limité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-3410	Publications de caractère général	10.000,00	156.815,72	205.963,55	372.779,27	14.432,50	165.132,49	179.564,99	54,09 %	152.383,22	40.831,06
A-3412	Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications	276.000,00	57.760,96	106.689,73	440.450,69	325.291,72	77.390,01	402.681,73	97,94 %	8.374,81	29.394,15
A-3430	Diffusion de bases de données	50.000,00	163.781,54	146.025,20	359.806,74	37.485,93	128.464,21	165.950,14	48,49 %	176.281,54	17.575,06
A-3431	Celex	1.300.000,00	547.158,93	329.485,79	2.176.644,72	1.694.890,05	329.485,70	2.024.375,75	93,00 %	56.006,35	96.262,62
A-3432	Production des bases de données	100.000,00	0,00	0,00	100.000,00	100.000,00	0,00	100.000,00	100,00 %	0,00	0,00

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Tableau 1 - Exécution des crédits d'engagement au 31 Décembre 2001 - DG OPOCE											
Poste budgétaire	Intitulé	Crédits d'engagement				Exécution des crédits d'engagement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-3434	Outils communs pour des réalisations multimédias	260.000,00	0,00	0,00	260.000,00	259.754,14	0,00	259.754,14	99,91 %	0,00	245,86
A-3435	Assistance aux utilisateurs des produits et services électroniques	110.000,00	12.500,00	0,00	122.500,00	122.500,00	0,00	122.500,00	100,00 %	0,00	0,00
<b>Total Partie A</b>		<b>57.507.000,00</b>	<b>8.675.659,79</b>	<b>5.042.678,18</b>	<b>71.225.337,97</b>	<b>62.943.071,83</b>	<b>4.951.535,61</b>	<b>67.894.607,44</b>	<b>95,45 %</b>	<b>2.173.718,08</b>	<b>1.157.012,45</b>
<b>Total OPOCE (ligne A-3420)</b>		<b>57.507.000,00</b>	<b>8.675.659,79</b>	<b>5.042.678,18</b>	<b>71.225.337,97</b>	<b>62.943.071,83</b>	<b>4.951.535,61</b>	<b>67.894.607,44</b>	<b>95,45 %</b>	<b>2.173.718,08</b>	<b>1.157.012,45</b>

Tableau 35 — Exécution des crédits de paiement de l'exercice 2001 (situation comptable au 31 janvier 2002)

NB: Le tableau 36 reprend le détail pour l'article A-342.

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits de paiement				Exécution des crédits de paiement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	Crédits reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-240	Affranchissement de correspondance	0	2 000 000,00	0	2 000 000,00	2 000 000,00	0	2 000 000,00	100,00%	0	0
A-342	Office des publications	57 507 000,00	8 675 659,79	12 481 563,14	78 664 222,93	52 090 371,24	11 598 539,76	63 688 911,00	80,96%	13 026 418,67	1 948 893,26
A-343	Codification et consolidation du droit communautaire	5 000 000,00	0	3 143 130,77	8 143 130,77	1 321 995,97	1 432 700,57	2 754 696,54	33,83%	3 677 104,17	1 711 330,06
B5-304	Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	24 000 000,00	1 995 494,31	2 134 618,53	28 130 112,84	23 353 140,54	2 134 618,53	25 487 759,07	90,61%	1 995 494,31	646 859,46
	<b>Total</b>	<b>86 507 000,00</b>	<b>12 671 154,10</b>	<b>17 759 312,44</b>	<b>116 937 466,54</b>	<b>78 765 507,75</b>	<b>15 165 858,86</b>	<b>93 931 366,61</b>	<b>80,33%</b>	<b>18 699 017,15</b>	<b>4 307 082,78</b>

*Tableau 36* — **Exécution des crédits de paiement de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2001 (situation comptable au 31 janvier 2002)**

<b>Données contenues dans les colonnes</b>
Crédits votés au budget (C1), (Colonne 1)
Crédits de paiement disponibles de l'exercice 2001 (colonne 2): modifications par BRS et virements (C1), crédits AELE (C1), crédits de réemploi (C4), crédits issus des reversements d'acompte (C6), crédits de tiers (R0, T0, PECO, CR)
Crédits de paiement disponibles reportés de l'exercice 2000 (colonne 3): crédits reportés par décision de l'autorité budgétaire ou de la Commission (C2), crédits de paiement reportés de droit pour crédits non-dissociés (C8), crédits de réemploi reportés (C5)
Exécution des crédits de paiement sur les crédits de l'exercice 2001 (colonne 5): paiements effectués sur crédits votés au budget (C1), crédits de réemploi (C4), crédits issus des reversements d'acompte (C6), crédits de tiers (R0, T0, PECO, CR)
Exécution des crédits de paiements sur les crédits reportés de l'exercice 2000 (colonne 6): paiements effectués sur crédits reportés par décision de l'autorité budgétaire ou de la Commission (C2), paiements sur crédits non-dissociés reportés de droit (C8), crédits de réemploi reportés (C5)
Crédits reportés à l'exercice 2002 (colonne 9): crédits non-utilisés (crédits - paiements) des recettes de tiers (R0, T0, PECO, CR), crédits non-utilisés (crédits - paiements) des crédits de réemploi (C4), reports de droit des crédits non-dissociés (C1), sauf annulations du titre A-1, reports décidés par l'autorité budgétaire ou la Commission (C2) pour l'exercice suivant

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits de paiement				Exécution des crédits de paiement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
<b>Partie A - DEPENSES ADMINISTRATIVES</b>											
A-1100	Traitements de base	23.930.000,00	11.850,88	44.949,12	23.986.800,00	23.940.918,74	44.949,12	23.985.867,86	100,00 %	932,14	0,00
A-1101	Allocations familiales	2.665.000,00	-9.300,00	0,00	2.655.700,00	2.648.232,40	0,00	2.648.232,40	99,72 %	7.467,60	0,00
A-1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation (y compris article 97 du statut CECA)	3.248.000,00	45.000,00	0,00	3.293.000,00	3.291.784,54	0,00	3.291.784,54	99,96 %	1.215,46	0,00
A-1103	Indemnités forfaitaires	215.000,00	28.500,00	0,00	243.500,00	243.090,84	0,00	243.090,84	99,83 %	409,16	0,00
A-1110	Agents auxiliaires	340.000,00	398.700,00	0,00	738.700,00	738.293,95	0,00	738.293,95	99,95 %	406,05	0,00
A-1112	Agents locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-112	Perfectionnement professionnel, recyclage et information du personnel	92.000,00	0,00	23.073,86	115.073,86	27.859,12	20.456,42	48.315,54	41,99 %	52.528,61	14.229,71
A-1130	Couverture des risques de maladie	813.000,00	14.600,00	0,00	827.600,00	827.410,51	0,00	827.410,51	99,98 %	189,49	0,00
A-1131	Couverture des risques d'accident et de maladie professionnelle	185.000,00	48.400,00	0,00	233.400,00	233.242,16	0,00	233.242,16	99,93 %	157,84	0,00
A-1132	Couverture du risque de chômage des agents temporaires	6.000,00	0,00	0,00	6.000,00	5.290,12	0,00	5.290,12	88,17 %	209,88	500,00
A-1133	Constitution ou maintien de droits à pension pour les agents temporaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1140	Allocations à la naissance et en cas de décès	1.000,00	0,00	0,00	1.000,00	198,31	0,00	198,31	19,83 %	801,69	0,00
A-1141	Frais de voyages annuels du lieu d'affectation au lieu d'origine	427.000,00	5.000,00	2.373,88	434.373,88	425.439,14	2.373,88	427.813,02	98,49 %	6.560,86	0,00
A-1142	Indemnités de logement et de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00

Date données :01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits de paiement				Exécution des crédits de paiement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-1143	Indemnités forfaitaires de fonctions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1144	Indemnités forfaitaires de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1145	Indemnité spéciale pour les comptables et régisseurs d'avances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1147	Indemnités pour service continu ou par tours ou pour astreinte sur le site et/ou à domicile	49.000,00	5.000,00	0,00	54.000,00	52.586,62	0,00	52.586,62	97,38 %	1.413,38	0,00
A-1149	Autres indemnités et remboursements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-115	Heures supplémentaires	48.000,00	0,00	0,00	48.000,00	47.553,57	0,00	47.553,57	99,07 %	446,43	0,00
A-1174	Prestations d'appoint dans le domaine de la correction des texte	1.630.000,00	-250.000,00	433.900,63	1.813.900,63	1.098.402,13	338.828,40	1.437.230,53	79,23 %	281.597,87	95.072,23
A-1175	Autres prestations d'appoint	88.000,00	177.000,00	47.822,68	312.822,68	213.871,63	35.225,97	249.097,60	79,63 %	51.128,37	12.596,71
A-1181	Frais de voyage (y compris ceux des membres de la famille)	15.000,00	-6.500,00	14.448,23	22.948,23	1.304,38	0,00	1.304,38	5,68 %	3.695,62	17.948,23
A-1182	Indemnités d'installation, de réinstallation et de mutation	60.000,00	25.000,00	728,62	85.728,62	78.241,36	0,00	78.241,36	91,27 %	6.758,64	728,62
A-1183	Frais de déménagement	83.000,00	-20.000,00	32.619,32	95.619,32	41.581,58	3.633,61	45.215,19	47,29 %	21.418,42	28.985,71
A-1184	Indemnités journalières temporaires	87.000,00	-37.500,00	13.063,70	62.563,70	49.474,35	0,00	49.474,35	79,08 %	25,65	13.063,70
A-1190	Coefficients correcteurs	360.000,00	89.300,00	0,00	449.300,00	449.129,91	0,00	449.129,91	99,96 %	170,09	0,00
A-1191	Crédit provisionnel	290.000,00	-290.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1291	Crédit provisionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-130	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	340.000,00	-79.637,31	173.594,08	433.956,77	161.698,51	46.597,11	208.295,62	48,00 %	98.664,18	126.996,97

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits de paiement				Exécution des crédits de paiement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-1400	Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines	8.400,00	-2.000,00	2.720,62	9.120,62	1.336,02	1.337,22	2.673,24	29,31 %	3.063,98	3.383,40
A-1401	Frais de transformation courante et de renouvellement courant des installations des restaurants et cantines	11.200,00	2.000,00	10.881,40	24.081,40	2.816,52	10.635,14	13.451,66	55,86 %	9.023,17	1.606,57
A-1402	Frais de transformation exceptionnelle et de renouvellement exceptionnel des installations des restaurants et cantines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-1520	Fonctionnaires nationaux, internationaux et agents du secteur privé affectés temporairement dans les services de l'institution	1.000,00	0,00	0,00	1.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	1.000,00
A-1521	Fonctionnaires de l'institution affectés temporairement dans des administrations nationales, des organisations internationales ou dans des institutions ou entreprises publiques ou privées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-160	Secours extraordinaires	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	500,00
A-161	Relations sociales entre les membres du personnel	30.100,00	2.000,00	7.350,49	39.450,49	22.760,28	6.539,77	29.300,05	74,27 %	9.339,72	810,72
A-162	Autres interventions sociales	9.000,00	-2.000,00	0,00	7.000,00	1.257,00	0,00	1.257,00	17,96 %	560,89	5.182,11
A-163	Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies	348.000,00	-35.000,00	138.765,09	451.765,09	189.570,17	133.982,30	323.552,47	71,62 %	122.735,71	5.476,91
A-164	Aide complémentaire aux handicapés	5.000,00	0,00	0,00	5.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	5.000,00
A-1701	Frais de réception et de représentation des membres du personnel	4.700,00	0,00	2.163,70	6.863,70	756,35	144,52	900,87	13,13 %	2.943,65	3.019,18
A-200	Loyers	3.850.000,00	309.151,56	1.163.316,03	5.322.467,59	3.528.928,26	1.163.315,97	4.692.244,23	88,16 %	620.816,65	9.406,71
A-201	Assurances	15.200,00	0,00	339,27	15.539,27	6.825,69	32,48	6.858,17	44,13 %	474,31	8.206,79
A-202	Eau, gaz, électricité et chauffage	629.000,00	0,00	155.677,07	784.677,07	428.794,11	95.564,76	524.358,87	66,82 %	156.910,89	103.407,31
A-203	Nettoyage et entretien	510.000,00	-150.000,00	121.844,08	481.844,08	261.718,10	47.041,51	308.759,61	64,08 %	79.937,79	93.146,68
A-204	Aménagement des locaux	55.000,00	0,00	58.400,03	113.400,03	11.721,88	54.637,19	66.359,07	58,52 %	25.879,14	21.161,82

Date données :01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits de paiement				Exécution des crédits de paiement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-205	Sécurité et surveillance des immeubles	730.000,00	42.500,00	155.358,50	927.858,50	601.264,15	145.985,04	747.249,19	80,53 %	168.266,30	12.343,01
A-206	Acquisition de biens immobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-207	Construction d'immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-208	Autres dépenses préliminaires à l'acquisition de biens immobiliers ou à la construction d'immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-209	Autres dépenses afférentes aux immeubles	148.500,00	-40.000,00	53.387,56	161.887,56	51.773,26	26.367,04	78.140,30	48,27 %	33.226,74	50.520,52
A-210	Exploitation au centre informatique	2.080.000,00	90.000,00	512.426,36	2.682.426,36	1.142.492,33	477.128,71	1.619.621,04	60,38 %	1.018.658,56	44.146,76
A-212	Prestations de personnel d'exploitation informatique	3.265.000,00	6.061,44	1.237.728,92	4.508.790,36	1.703.466,81	1.135.696,98	2.839.163,79	62,97 %	1.525.322,56	144.304,01
A-2200	Premier équipement en matériel et installations techniques	201.500,00	520.000,00	281.483,17	1.002.983,17	12.375,16	272.562,08	284.937,24	28,41 %	14.919,04	703.126,89
A-2202	Location de matériel et installations techniques	550.000,00	-145.000,00	51.323,39	456.323,39	263.602,31	43.182,71	306.785,02	67,23 %	114.756,80	34.781,57
A-2203	Entretien, utilisation et réparation de matériel et installations techniques	260.000,00	20.000,00	86.757,48	366.757,48	189.277,10	55.382,42	244.659,52	66,71 %	90.722,90	31.375,06
A-2204	Matériel bureautique	3.000,00	0,00	3.000,00	6.000,00	60,96	0,00	60,96	1,02 %	2.939,04	3.000,00
A-2210	Premier équipement en mobilier	60.000,00	0,00	31.467,43	91.467,43	40.646,22	29.027,99	69.674,21	76,17 %	14.312,75	7.480,47
A-2212	Location de mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2213	Entretien, utilisation et réparation de mobilier	500,00	0,00	500,00	1.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	500,00	500,00
A-2230	Premier équipement en matériel de transport	20.000,00	2.635,61	0,00	22.635,61	0,00	0,00	0,00	0,00 %	21.705,66	929,95
A-2232	Location de matériel de transport	37.000,00	0,00	4.243,43	41.243,43	31.869,01	2.854,54	34.723,55	84,19 %	4.848,67	1.671,21

Date données :01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits de paiement				Exécution des crédits de paiement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-2233	Entretien, exploitation et réparation de matériel de transport	26.500,00	3.179,43	9.563,34	39.242,77	13.978,09	4.568,79	18.546,88	47,26 %	15.701,34	4.994,55
A-2250	Fonds de bibliothèque, achats de livres	9.200,00	0,00	3.782,89	12.982,89	7.072,12	1.472,32	8.544,44	65,81 %	2.127,88	2.310,57
A-2251	Matériels spéciaux de bibliothèque, de documentation et de reproduction	1.500,00	0,00	2.310,00	3.810,00	0,00	2.310,00	2.310,00	60,63 %	1.368,72	131,28
A-2252	Abonnements aux journaux et périodiques	4.600,00	0,00	750,60	5.350,60	4.332,68	188,50	4.521,18	84,50 %	267,32	562,10
A-2253	Abonnements aux agences de presse	1.500,00	0,00	0,00	1.500,00	877,54	0,00	877,54	58,50 %	622,46	0,00
A-2254	Frais de reliure et de conservation des ouvrages de bibliothèque	10.000,00	0,00	3.330,00	13.330,00	0,00	2.645,50	2.645,50	19,85 %	9.990,00	694,50
A-2255	Abonnements aux services d'information rapide sur écran	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-230	Papeterie et fournitures de bureau	990.000,00	60.887,00	276.241,30	1.327.128,30	515.641,86	257.986,29	773.628,15	58,29 %	529.700,14	23.800,01
A-2320	Frais bancaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2329	Autres frais financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-233	Frais de contentieux	1.000,00	0,00	0,00	1.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	1.000,00
A-234	Dommmages et intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-2350	Assurances diverses	500,00	2.200,00	2.333,75	5.033,75	353,87	516,52	870,39	17,29 %	2.346,13	1.817,23
A-2351	Tenues de service et vêtements de travail	20.000,00	0,00	10.436,44	30.436,44	9.706,19	8.070,17	17.776,36	58,40 %	3.552,41	9.107,67
A-2352	Frais divers de réunions internes	4.100,00	0,00	879,02	4.979,02	3.198,76	61,97	3.260,73	65,49 %	901,24	817,05
A-2353	Travaux de manutention et déménagement de services	50.000,00	20.000,00	9.978,13	79.978,13	14.540,20	3.524,50	18.064,70	22,59 %	54.640,32	7.273,11

Date données :01/02/2002

Date rapport :23/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Crédits de paiement				Exécution des crédits de paiement				Crédits reportés à l'exercice 2002	Crédits annulés
		Crédits votés au budget 2001	Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	de l'exercice 2001	reportés de l'exercice 2000	Total	%		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=7/4		
A-2359	Autres dépenses de fonctionnement	500,00	0,00	398,46	898,46	112,52	89,24	201,76	22,46 %	387,48	309,22
A-2392	Prestations de la Commission (service de traduction à moyen et long terme) en faveur de l'Office des publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-240	Affranchissement de correspondance et frais de port	6.137.000,00	6.707.281,29	5.148.961,30	17.993.242,59	6.951.550,68	5.119.860,13	12.071.410,81	67,09 %	5.892.730,61	29.101,17
A-241	Téléphone, télégraphe, télex, télévision	284.000,00	168.332,74	203.137,84	655.470,58	213.659,68	198.380,76	412.040,44	62,86 %	238.673,06	4.757,08
A-250	Réunions et convocations en général	56.000,00	0,00	13.891,34	69.891,34	28.873,19	7.790,26	36.663,45	52,46 %	5.505,25	27.722,64
A-260	Consultations, études et enquêtes de caractère limité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
A-3410	Publications de caractère général	10.000,00	156.815,72	221.523,72	388.339,44	8.592,50	170.187,63	178.780,13	46,04 %	158.223,22	51.336,09
A-3412	Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications	276.000,00	57.760,96	202.282,55	536.043,51	136.277,67	155.633,68	291.911,35	54,46 %	197.388,86	46.743,30
A-3430	Diffusion de bases de données	50.000,00	163.781,54	193.791,04	407.572,58	26.000,60	175.807,94	201.808,54	49,51 %	187.766,87	17.997,17
A-3431	Celex	1.300.000,00	547.158,93	960.361,26	2.807.520,19	890.033,20	946.510,88	1.836.544,08	65,42 %	860.863,20	110.112,91
A-3432	Production des bases de données	100.000,00	0,00	100.000,00	200.000,00	21.712,25	99.433,00	121.145,25	60,57 %	78.287,75	567,00
A-3434	Outils communs pour des réalisations multimédias	260.000,00	0,00	196.574,00	456.574,00	86.388,08	194.814,00	281.202,08	61,59 %	173.366,06	2.005,86
A-3435	Assistance aux utilisateurs des produits et services électroniques	110.000,00	12.500,00	55.328,02	177.828,02	88.554,00	55.204,80	143.758,80	80,84 %	33.946,00	123,22
<b>Total Partie A</b>		<b>57.507.000,00</b>	<b>8.675.659,79</b>	<b>12.481.563,14</b>	<b>78.664.222,93</b>	<b>52.090.371,24</b>	<b>11.598.539,76</b>	<b>63.688.911,00</b>	<b>80,96 %</b>	<b>13.026.418,67</b>	<b>1.948.893,26</b>
<b>Total OPOCE (ligne A-3420)</b>		<b>57.507.000,00</b>	<b>8.675.659,79</b>	<b>12.481.563,14</b>	<b>78.664.222,93</b>	<b>52.090.371,24</b>	<b>11.598.539,76</b>	<b>63.688.911,00</b>	<b>80,96 %</b>	<b>13.026.418,67</b>	<b>1.948.893,26</b>

Date données :01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

Tableau 37 — Crédits de l'exercice 2001 restant à liquider (situation comptable au 31 janvier 2002)

NB: Le tableau 38 reprend le détail pour l'article A-342.

Poste budgétaire	Intitulé	Engagements contractés au cours de l'exercice 2001	Paiements effectués au cours de l'exercice 2001	Engagements de l'exercice 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider	Dégagements/Révaluations	Paiements effectués	Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés)	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Taux de liquidation du reste à liquider	Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2001
		1	2	3=1-2	4	5	6	7	8=4-5-6-7	9=(8-4)/4	10=3+8
<b>Partie A</b>											
A-240	Affranchissement de correspondance	2.000.000,00	2.000.000,00							0,00 %	
A-342	Office des publications	67.894.607,44	57.033.112,35	10.861.495,09	7.544.901,97	339.919,96	6.655.798,65	534.284,61	14.898,75	99,80 %	10.876.393,84
A-343	Codification et consolidation du droit communautaire	4.999.100,14	1.321.995,97	3.677.104,17	3.143.130,77	201.981,70	1.432.700,57	1.508.448,50		100,00 %	3.677.104,17
<b>Total Partie A</b>		<b>74.893.707,58</b>	<b>60.355.108,32</b>	<b>14.538.599,26</b>	<b>10.688.032,74</b>	<b>541.901,66</b>	<b>8.088.499,22</b>	<b>2.042.733,11</b>	<b>14.898,75</b>	<b>99,86 %</b>	<b>14.553.498,01</b>
<b>B5 PROTECTION DES CONSOMMATEURS, MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE ET RÉSEAUX TRANSEUROPEËNS, ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE</b>											
B5-304	Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	24.096.196,56	19.451.547,63	4.644.648,93	8.502.955,11	2.466.743,67	6.036.211,44			100,00 %	4.644.648,93
<b>Total Sous-Section B5</b>		<b>24.096.196,56</b>	<b>19.451.547,63</b>	<b>4.644.648,93</b>	<b>8.502.955,11</b>	<b>2.466.743,67</b>	<b>6.036.211,44</b>			<b>100,00 %</b>	<b>4.644.648,93</b>
<b>Total OPOCE</b>		<b>98.989.904,14</b>	<b>79.806.655,95</b>	<b>19.183.248,19</b>	<b>19.190.987,85</b>	<b>3.008.645,33</b>	<b>14.124.710,66</b>	<b>2.042.733,11</b>	<b>14.898,75</b>	<b>99,92 %</b>	<b>19.198.146,94</b>

Tableau 38 — **Crédits de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2001 restant à liquider (situation comptable au 31 janvier 2002)**

### Contenu des colonnes

Engagements contractés au cours de l'exercice 2001 (colonne 1):  
engagements de l'exercice sur crédits de type budget (C1), crédits de réemploi (C4, C5), recettes issues des reversements d'acompte (C6,C7) crédits reportés (C2,C3)  
recettes de tiers (R0, T0, PECO, CR)

Paiements effectués au cours de l'exercice 2001(colonne 2):  
paiements effectués sur engagements de l'exercice visés à la colonne 1

Engagements des exercices antérieurs restant à liquider au 01.01.2001 (colonne 3):  
montant de la reprise au 1er janvier des engagements restant liquider (C8, R0, T0, PECO, CR, C5)

Dégagements/Réévaluations (Colonne 5):  
modification(s) de la cellule précédente par des dégagements (annulations) et/ou réévaluation des montants en devise

Annulation des engagements non liquidés (Colonne 7):  
annulation automatique des engagements reportés de l'exercice précédent (C8) non liquidés pour les crédits non-dissociés (Partie A, B1)

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Engagements contractés au cours de l'exercice 2001	Paiements effectués au cours de l'exercice 2001	Engagements de l'exercice 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider	Dégagements/Réévaluations	Paiements effectués	Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés)	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Taux de liquidation du reste à liquider	Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2001
		1	2	3=1-2	4	5	6	7	8=4-5-6-7	9=(8-4)/4	10=3+8
<b>A-</b>											
A-1100	Traitements de base	23.986.799,12	23.985.867,86	931,26						0,00 %	931,26
A-1101	Allocations familiales	2.655.700,00	2.648.232,40	7.467,60						0,00 %	7.467,60
A-1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation (y compris article 97 du statut CECA)	3.293.000,00	3.291.784,54	1.215,46						0,00 %	1.215,46
A-1103	Indemnités forfaitaires	243.500,00	243.090,84	409,16						0,00 %	409,16
A-1110	Agents auxiliaires	738.700,00	738.293,95	406,05						0,00 %	406,05
A-1112	Agents locaux									0,00 %	
A-112	Perfectionnement professionnel, recyclage et information du personnel	80.436,32	27.907,71	52.528,61	23.101,88	159,35	20.407,83	2.534,70	0,00	100,00 %	52.528,61
A-1130	Couverture des risques de maladie	827.600,00	827.410,51	189,49						0,00 %	189,49
A-1131	Couverture des risques d'accident et de maladie professionnelle	233.400,00	233.242,16	157,84						0,00 %	157,84
A-1132	Couverture du risque de chômage des agents temporaires	5.500,00	5.290,12	209,88						0,00 %	209,88
A-1133	Constitution ou maintien de droits à pension pour les agents temporaires									0,00 %	
A-1140	Allocations à la naissance et en cas de décès	1.000,00	198,31	801,69						0,00 %	801,69

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Engagements contractés au cours de l'exercice 2001	Paiements effectués au cours de l'exercice 2001	Engagements de l'exercice 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider	Dégagements/Réévaluations	Paiements effectués	Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés)	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Taux de liquidation du reste à liquider	Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2001
		1	2	3=1-2	4	5	6	7	8=4-5-6-7	9=(8-4)/4	10=3+8
A-1141	Frais de voyages annuels du lieu d'affectation au lieu d'origine	434.373,88	427.813,02	6.560,86						0,00 %	6.560,86
A-1142	Indemnités de logement et de transport									0,00 %	
A-1143	Indemnités forfaitaires de fonctions									0,00 %	
A-1144	Indemnités forfaitaires de déplacement									0,00 %	
A-1145	Indemnité spéciale pour les comptables et régisseurs d'avances									0,00 %	
A-1147	Indemnités pour service continu ou par tours ou pour astreinte sur le site et/ou à domicile	54.000,00	52.586,62	1.413,38						0,00 %	1.413,38
A-1149	Autres indemnités et remboursements									0,00 %	
A-115	Heures supplémentaires	48.000,00	47.553,57	446,43						0,00 %	446,43
A-1174	Prestations d'appoint dans le domaine de la correction des textes	1.380.000,00	1.098.402,13	281.597,87	433.900,63		338.828,40	95.072,23		100,00 %	281.597,87
A-1175	Autres prestations d'appoint	265.000,00	213.871,63	51.128,37	47.822,68		35.225,97	12.596,71		100,00 %	51.128,37
A-1181	Frais de voyage (y compris ceux des membres de la famille)	5.000,00	1.304,38	3.695,62	14.448,23			14.448,23		100,00 %	3.695,62
A-1182	Indemnités d'installation, de réinstallation et de mutation	85.000,00	78.241,36	6.758,64	728,62			728,62		100,00 %	6.758,64
A-1183	Frais de déménagement	63.000,00	41.581,58	21.418,42	32.619,32		3.633,61	28.985,71		100,00 %	21.418,42
A-1184	Indemnités journalières temporaires	49.500,00	49.474,35	25,65	13.063,70			13.063,70		100,00 %	25,65

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

Poste budgétaire	Intitulé	Engagements contractés au cours de l'exercice 2001	Paiements effectués au cours de l'exercice 2001	Engagements de l'exercice 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider	Dégagements/ Réévaluations	Paiements effectués	Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés)	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Taux de liquidation du reste à liquider	Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2001
		1	2	3=1-2	4	5	6	7	8=4-5-6-7	9=(8-4)/4	10=3+8
A-1190	Coefficients correcteurs	449.300,00	449.129,91	170,09						0,00 %	170,09
A-1191	Crédit provisionnel									0,00 %	
A-1291	Crédit provisionnel									0,00 %	
A-130	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	260.000,00	161.698,51	98.301,49	172.883,29	2.000,00	46.597,11	124.286,18		100,00 %	98.301,49
A-1400	Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines	4.400,00	1.336,02	3.063,98	2.720,62		1.337,22	1.383,40		100,00 %	3.063,98
A-1401	Frais de transformation courante et de renouvellement courant des installations des restaurants et cantines	11.839,69	2.816,52	9.023,17	10.881,40		10.635,14	246,26		100,00 %	9.023,17
A-1402	Frais de transformation exceptionnelle et de renouvellement exceptionnel des installations des restaurants et cantines									0,00 %	
A-1520	Fonctionnaires nationaux, internationaux et agents du secteur privé affectés temporairement dans les services de l'institution									0,00 %	
A-1521	Fonctionnaires de l'institution affectés temporairement dans des administrations nationales, des organisations internationales ou dans des institutions ou entreprises publiques ou privées									0,00 %	
A-160	Secours extraordinaires									0,00 %	
A-161	Relations sociales entre les membres du personnel	32.100,00	22.760,28	9.339,72	7.350,49		6.539,77	810,72		100,00 %	9.339,72
A-162	Autres interventions sociales	1.817,89	1.257,00	560,89						0,00 %	560,89
A-163	Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies	312.305,88	189.570,17	122.735,71	138.765,09		133.982,30	4.782,79		100,00 %	122.735,71
A-164	Aide complémentaire aux handicapés									0,00 %	

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Engagements contractés au cours de l'exercice 2001	Paiements effectués au cours de l'exercice 2001	Engagements de l'exercice 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider	Dégagements/Révaluations	Paiements effectués	Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés)	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Taux de liquidation du reste à liquider	Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2001
		1	2	3=1-2	4	5	6	7	8=4-5-6-7	9=(8-4)/4	10=3+8
A-1701	Frais de réception et de représentation des membres du personnel	3.700,00	756,35	2.943,65	2.163,70		144,52	2.019,18		100,00 %	2.943,65
A-200	Loyers	4.575.120,90	4.393.455,81	181.665,09	298.788,48	0,06	298.788,42			100,00 %	181.665,09
A-201	Assurances	7.300,00	6.825,69	474,31	339,27		32,48	306,79		100,00 %	474,31
A-202	Eau, gaz, électricité et chauffage	585.705,00	428.794,11	156.910,89	155.677,07	60.112,31	95.564,76			100,00 %	156.910,89
A-203	Nettoyage et entretien	341.655,89	261.718,10	79.937,79	121.844,08	7.114,42	47.041,51	67.688,15	0,00	100,00 %	79.937,79
A-204	Aménagement des locaux	37.601,02	11.721,88	25.879,14	58.400,03		54.637,19	3.762,84		100,00 %	25.879,14
A-205	Sécurité et surveillance des immeubles	769.530,45	601.264,15	168.266,30	155.358,50	4.839,70	145.985,04	4.533,76		100,00 %	168.266,30
A-206	Acquisition de biens immobiliers									0,00 %	
A-207	Construction d'immeubles									0,00 %	
A-208	Autres dépenses préliminaires à l'acquisition de biens immobiliers ou à la construction d'immeubles									0,00 %	
A-209	Autres dépenses afférentes aux immeubles	85.000,00	51.773,26	33.226,74	53.387,56	23.807,61	26.367,04	3.212,91		100,00 %	33.226,74
A-210	Exploitation au centre informatique	2.161.150,89	1.142.492,33	1.018.658,56	512.426,36	3.509,63	477.128,71	31.788,02		100,00 %	1.018.658,56
A-212	Prestations de personnel d'exploitation informatique	3.234.456,68	1.802.855,80	1.431.600,88	1.133.260,25	70.033,56	1.036.307,99	26.918,70		100,00 %	1.431.600,88
A-2200	Premier équipement en matériel et installations techniques	27.294,20	12.375,16	14.919,04	281.483,17		272.562,08	8.921,09		100,00 %	14.919,04

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Engagements contractés au cours de l'exercice 2001	Paiements effectués au cours de l'exercice 2001	Engagements de l'exercice 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider	Dégagements/Réévaluations	Paiements effectués	Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés)	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Taux de liquidation du reste à liquider	Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2001
		1	2	3=1-2	4	5	6	7	8=4-5-6-7	9=(8-4)/4	10=3+8
A-2202	Location de matériel et installations techniques	378.359,11	263.602,31	114.756,80	51.323,39	5.141,36	43.182,71	2.999,32		100,00 %	114.756,80
A-2203	Entretien, utilisation et réparation de matériel et installations techniques	280.000,00	189.277,10	90.722,90	86.757,48	16.564,34	55.382,42	14.810,72		100,00 %	90.722,90
A-2204	Matériel bureautique	3.000,00	60,96	2.939,04	3.000,00	3.000,00				100,00 %	2.939,04
A-2210	Premier équipement en mobilier	54.958,97	40.646,22	14.312,75	31.467,43	2.439,44	29.027,99			100,00 %	14.312,75
A-2212	Location de mobilier									0,00 %	
A-2213	Entretien, utilisation et réparation de mobilier	500,00		500,00	500,00	500,00				100,00 %	500,00
A-2230	Premier équipement en matériel de transport	17.070,05		17.070,05						0,00 %	17.070,05
A-2232	Location de matériel de transport	36.717,68	31.869,01	4.848,67	4.243,43	1.388,89	2.854,54			100,00 %	4.848,67
A-2233	Entretien, exploitation et réparation de matériel de transport	29.860,39	14.338,48	15.521,91	9.202,95	1.478,02	4.208,40	2.984,93	531,60	94,22 %	16.053,51
A-2250	Fonds de bibliothèque, achats de livres	9.200,00	7.072,12	2.127,88	3.782,89		1.472,32	2.310,57	0,00	100,00 %	2.127,88
A-2251	Matériels spéciaux de bibliothèque, de documentation et de reproduction	1.368,72		1.368,72	2.310,00		2.310,00			100,00 %	1.368,72
A-2252	Abonnements aux journaux et périodiques	4.600,00	4.332,68	267,32	750,60		188,50	562,10		100,00 %	267,32
A-2253	Abonnements aux agences de presse	1.500,00	877,54	622,46						0,00 %	622,46
A-2254	Frais de reliure et de conservation des ouvrages de bibliothèque	9.990,00		9.990,00	3.330,00		2.645,50	684,50		100,00 %	9.990,00

Date données 01/02/2002

Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Engagements contractés au cours de l'exercice 2001	Paiements effectués au cours de l'exercice 2001	Engagements de l'exercice 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider	Dégagements/Révaluations	Paiements effectués	Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés)	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Taux de liquidation du reste à liquider	Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2001
		1	2	3=1-2	4	5	6	7	8=4-5-6-7	9=(8-4)/4	10=3+8
A-2255	Abonnements aux services d'information rapide sur écran									0,00 %	
A-230	Papeterie et fournitures de bureau	1.033.941,50	605.828,36	428.113,14	186.054,80	1.697,32	167.799,79	16.557,69		100,00 %	428.113,14
A-2320	Frais bancaires									0,00 %	
A-2329	Autres frais financiers									0,00 %	
A-233	Frais de contentieux									0,00 %	
A-234	Dommages et intérêts									0,00 %	
A-2350	Assurances diverses	2.700,00	353,87	2.346,13	2.333,75		516,52	1.817,23		100,00 %	2.346,13
A-2351	Tenues de service et vêtements de travail	13.258,60	9.706,19	3.552,41	10.436,44		8.070,17	2.366,27		100,00 %	3.552,41
A-2352	Frais divers de réunions internes	4.100,00	3.198,76	901,24	879,02		61,97	817,05		100,00 %	901,24
A-2353	Travaux de manutention et déménagement de services	69.180,52	14.540,20	54.640,32	9.978,13		3.524,50	6.453,63		100,00 %	54.640,32
A-2359	Autres dépenses de fonctionnement	500,00	112,52	387,48	398,46		89,24	309,22		100,00 %	387,48
A-2392	Prestations de la Commission (service de traduction à moyen et à long terme) en faveur de l'Office des publications									0,00 %	
A-240	Affranchissement de correspondance et frais de port	14.825.948,47	10.071.574,57	4.754.373,90	2.072.517,43	43.580,02	1.999.836,24	29.101,17		100,00 %	4.754.373,90
A-241	Téléphone, télégraphe, télex, télévision	478.860,43	240.524,21	238.336,22	176.273,31	79,12	171.516,23	3.360,41	1.317,55	99,25 %	239.653,77

(en euros)

Poste budgétaire	Intitulé	Engagements contractés au cours de l'exercice 2001	Paiements effectués au cours de l'exercice 2001	Engagements de l'exercice 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider	Dégagements/Révaluations	Paiements effectués	Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés)	Engagements des exercices antérieurs à 2001 restant à liquider à la clôture de l'exercice	Taux de liquidation du reste à liquider	Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2001
		1	2	3=1-2	4	5	6	7	8=4-5-6-7	9=(8-4)/4	10=3+8
A-250	Réunions et convocations en général	34.378,44	28.873,19	5.505,25	13.891,34	5.683,33	7.790,26	417,75		100,00 %	5.505,25
A-260	Consultations, études et enquêtes de caractère limité									0,00 %	
A-3410	Publications de caractère général	179.564,99	167.270,75	12.294,24	17.174,36	5.590,62	11.509,38	74,36		100,00 %	12.294,24
A-3412	Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications	402.681,73	213.667,18	189.014,55	95.592,82	17.348,65	78.244,17	-0,00		100,00 %	189.014,55
A-3430	Diffusion de bases de données	165.950,14	154.464,81	11.485,33	62.886,38	15.542,65	47.343,73		-0,00	100,00 %	11.485,33
A-3431	Celex	2.024.375,75	1.219.518,90	804.856,85	676.501,12	46.426,34	617.025,18		13.049,60	98,07 %	817.906,45
A-3432	Production des bases de données	100.000,00	21.712,25	78.287,75	100.000,00		99.433,00	567,00		100,00 %	78.287,75
A-3434	Outils communs pour des réalisations multimédias	259.754,14	86.388,08	173.366,06	196.574,00	1.760,00	194.814,00			100,00 %	173.366,06
A-3435	Assistance aux utilisateurs des produits et services électroniques	122.500,00	88.554,00	33.946,00	55.328,02	123,22	55.204,80	-0,00		100,00 %	33.946,00
<b>Total Partie A</b>		<b>67.894.607,44</b>	<b>57.033.112,35</b>	<b>10.861.495,09</b>	<b>7.544.901,97</b>	<b>339.919,96</b>	<b>6.655.798,65</b>	<b>534.284,61</b>	<b>14.898,75</b>	<b>99,80 %</b>	<b>10.876.393,84</b>
<b>Total OPOCE (ligne A-3420)</b>		<b>67.894.607,44</b>	<b>57.033.112,35</b>	<b>10.861.495,09</b>	<b>7.544.901,97</b>	<b>339.919,96</b>	<b>6.655.798,65</b>	<b>534.284,61</b>	<b>14.898,75</b>	<b>99,80 %</b>	<b>10.876.393,84</b>

Date données 01/02/2002  
Date rapport 22/02/2002

BUDG/C/2

Tableau 39 — Comptabilité analytique 2001

Poste	Intitulé	Direction générale				Direction A — Production						Exécution (%)
		Direction	Ressources	Infrastructure	Services auteurs	Direction	Journal officiel	Publications	Accès au droit	Multimédia	Diffusion	
1100	Traitements de base	839,147	1,374,923	3,145,383	2,206,280	466,979	4,031,482	5,942,277	899,892	1,766,053	3,149,385	23,821,800
1101	Allocations familiales	93,287	152,848	349,667	245,269	51,913	448,174	660,594	100,040	196,329	350,112	2,648,232
1102	Indemnités dépaysement/expatriation	115,956	189,992	434,641	304,872	64,529	557,085	821,126	124,350	244,040	435,194	3,291,785
1103	Indemnités forfaitaires	6,518	22,176	39,960	18,917	7,014	10,203	60,648	7,014	9,707	60,932	243,091
	Total article 110	1,054,908	1,739,939	3,969,651	2,775,338	590,435	5,046,944	7,484,644	1,131,297	2,216,129	3,995,623	30,004,908
1110	Agents auxiliaires		42,188	126,565	126,565		84,376	126,565		84,376	147,659	738,294
	Total article 111		42,188	126,565	126,565		84,376	126,565		84,376	147,659	738,294
1120	Perfectionnement professionnel	1,850	4,541	11,772	6,559	1,514	13,118	20,181	2,691	5,382	12,781	80,388
	Total article 112	1,850	4,541	11,772	6,559	1,514	13,118	20,181	2,691	5,382	12,781	80,388
1130	Couverture de risques de maladie	29,146	47,756	109,250	76,631	16,220	140,027	206,395	31,256	61,341	109,389	827,411
1131	Couverture de risques d'accidents et m.p.	8,216	13,462	30,797	21,602	4,572	39,473	58,182	8,811	17,292	30,836	233,242
1132	Risques de chômage agents temporaires			241			2,645	2,404				5,290
	Total article 113	37,363	61,218	140,287	98,233	20,792	182,145	266,981	40,067	78,633	140,225	1,065,943
1140	Allocations à la naissance/décès	7	11	26	18	4	34	49	7	15	26	198
1141	Frais de voyages annuels	14,987	24,555	56,174	39,402	8,340	71,999	106,125	16,071	31,540	56,246	425,439
1147	Indemnités pour service continu			52,587								52,587
	Total article 114	14,994	24,567	108,787	39,421	8,344	72,033	106,174	16,079	31,555	56,272	478,224
1150	Heures supplémentaires			3,937							43,616	47,554
	Total article 115			3,937							43,616	47,554
1174	Prestations d'appoint — correction						13,386	1,364,682		1,932		1,380,000
1175	Autres prestations d'appoint		15,143	45,429	45,429		30,286	45,429		30,286	53,000	265,000
	Total article 117		15,143	45,429	45,429		43,672	1,410,111		32,218	53,000	1,645,000
1181	Frais de voyage	176	289	660	463	98	846	1,247	189	371	661	5,000
1182	Indemnités d'installation	2,994	4,906	11,223	7,872	1,666	14,385	21,203	3,211	6,302	11,238	85,000
1183	Frais de déménagement	2,219	3,636	8,318	5,835	1,235	10,662	15,715	2,380	4,671	8,329	63,000
1184	Indemnités journalières temporaires	1,744	2,857	6,536	4,584	970	8,377	12,348	1,870	3,670	6,544	49,500
	Total article 118	7,133	11,688	26,738	18,755	3,970	34,270	50,513	7,650	15,013	26,772	202,500
1190	Coefficient correcteur	15,821	25,922	59,302	41,597	8,804	76,009	112,034	16,966	33,297	59,378	449,130
	Total article 119	15,821	25,922	59,302	41,597	8,804	76,009	112,034	16,966	33,297	59,378	449,130
	Total chapitre 11	1,132,068	1,925,205	4,492,468	3,151,895	633,858	5,552,566	9,577,202	1,214,750	2,496,601	4,535,325	34,711,940

Poste	Intitulé	Direction générale				Direction A — Production						Exécution (1)
		Direction	Ressources	Infrastructure	Services auteurs	Direction	Journal officiel	Publications	Accès au droit	Multimédia	Diffusion	
1300	Frais de missions, de déplacements	22,360	18,824	54,054	29,120	6,682	35,620	18,694	6,500	33,332	34,814	260,000
	Total chapitre 13	22,360	18,824	54,054	29,120	6,682	35,620	18,694	6,500	33,332	34,814	260,000
1400	Fonctionnement cantine	146	245	572	400	81	703	1,207	154	318	575	4,400
1401	Transformation cantine	392	658	1,539	1,077	217	1,892	3,248	413	856	1,547	11,840
1402	Frais de transformation exception.											
	Total chapitre 14	538	903	2,111	1,477	297	2,595	4,456	567	1,175	2,122	16,240
1520	Fonctionnaires nationaux, internationaux											
	Total chapitre 15											
1610	Relations sociales personnel	1,063	1,784	4,173	2,919	588	5,129	8,807	1,121	2,322	4,194	32,100
1620	Autres interventions sociales	60	101	236	165	33	290	499	63	131	238	1,818
1630	Centre de la petite enfance	10,341	17,359	40,597	28,404	5,720	49,898	85,684	10,905	22,590	40,808	312,306
	Total chapitre 16	11,464	19,244	45,006	31,489	6,341	55,317	94,990	12,089	25,044	45,240	346,224
1701	Frais de réception et de représentation	3,700										3,700
	Total chapitre 17	3,700										3,700
	<b>Total titre 1</b>	<b>1,170,130</b>	<b>1,964,176</b>	<b>4,593,639</b>	<b>3,213,981</b>	<b>647,179</b>	<b>5,646,098</b>	<b>9,695,342</b>	<b>1,233,906</b>	<b>2,556,152</b>	<b>4,617,501</b>	<b>35,338,103</b>
2000	Loyers	119,556	200,685	469,345	328,382	66,124	576,878	990,600	126,072	261,169	471,783	3,610,593
2010	Assurances	242	406	949	664	134	1,166	2,003	255	528	954	7,300
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	19,394	32,555	76,136	53,270	10,727	93,580	160,694	20,451	42,366	76,532	585,705
2030	Nettoyage et entretien	11,313	18,990	44,412	31,073	6,257	54,588	93,737	11,930	24,713	44,643	341,656
2040	Aménagement des locaux	1,245	2,090	4,888	3,420	689	6,008	10,316	1,313	2,720	4,913	37,601
2050	Sécurité et surveill. des immeubles	25,481	42,772	100,032	69,988	14,093	122,951	211,128	26,870	55,663	100,552	769,530
2090	Autres dép. affér. aux immeubles	2,815	4,725	11,049	7,731	1,557	13,581	23,321	2,968	6,148	11,107	85,000
	Total chapitre 20	180,045	302,223	706,812	494,527	99,580	868,751	1,491,798	189,858	393,309	710,483	5,437,386
2100	Exploitation au centre informatique			2,161,151								2,161,151
2120	Prestations de personnel d'exploitation informatique			3,132,728								3,132,728
	Total chapitre 21			5,293,879								5,293,879
2200	Premier équipement matériel/installation technique	904	1,517	3,548	2,482	500	4,361	7,488	953	1,974	3,566	27,294
2202	Location de matériel/installation technique	12,528	21,030	49,183	34,412	6,929	60,452	103,806	13,211	27,368	49,439	378,359
2203	Entretien/utilisation/réparation installation technique	9,271	15,563	36,398	25,466	5,128	44,737	76,821	9,777	20,254	36,587	280,000
2204	Matériel bureautique	99	167	390	273	55	479	823	105	217	392	3,000
	Total article 220	22,803	38,277	89,519	62,633	12,612	110,029	188,939	24,046	49,813	89,984	688,653
2210	Premier équipement de mobilier	1,820	3,055	7,144	4,998	1,007	8,781	15,079	1,919	3,975	7,181	54,959
2213	Entretien/utilisation/réparation de mobilier	17	28	65	45	9	80	137	17	36	65	500
	Total article 221	1,836	3,083	7,209	5,044	1,016	8,861	15,216	1,936	4,012	7,247	55,459

Tableau 39 (suite) — Comptabilité analytique 2001

Poste	Intitulé	Direction générale				Direction A — Production						Exécution (%)
		Direction	Ressources	Infrastructure	Services auteurs	Direction	Journal officiel	Publications	Accès au droit	Multimédia	Diffusion	
2230	Premier équipement en matériel de transport			17,070								17,070
2232	Location de matériel de transport										36,718	36,718
2233	Entretien/exploitation/répartition matériel de transport			29,500								29,500
	Total article 223			46,570							36,718	83,288
2250	Fonds bibliothèque, achats livres	212	520	1,347	751	173	1,501	2,310	308	616	1,463	9,200
2251	Matériel spécifique de bibliothèque, doc. et reprod.	31	77	200	112	26	223	344	46	92	218	1,369
2252	Abonnements journaux/périodiques	106	260	674	375	87	751	1,155	154	308	731	4,600
2253	Abonnements aux agences de presse	35	85	220	122	28	245	377	50	100	238	1,500
2254	Frais de reliure et de conservation										9,990	9,990
	Total article 225	384	942	2,441	1,360	314	2,720	4,185	558	1,116	12,640	26,659
	Total chapitre 22	25,023	42,301	145,739	69,037	13,941	121,610	208,339	26,540	54,941	146,588	854,059
2300	Papeterie et fournitures de bureau	5,321	13,061	33,861	18,866	4,354	37,730	534,454	7,740	15,479	272,890	943,755
	Total article 230	5,321	13,061	33,861	18,866	4,354	37,730	534,454	7,740	15,479	272,890	943,755
2350	Assurances diverses			2,700								2,700
2351	Tenues de service/vêtements de travail	305	749	1,942	1,082	250	2,164	3,329	444	888	2,108	13,259
2352	Frais divers de réunions internes	94	232	600	335	77	669	1,029	137	274	652	4,100
2353	Travaux de manutention/déménagement			69,181								69,181
2359	Autres dépenses de fonctionnement	12	28	73	41	9	82	126	17	33	79	500
	Total article 235	411	1,009	74,496	1,457	336	2,914	4,483	598	1,196	2,839	89,739
	Total chapitre 23	5,732	14,069	108,357	20,323	4,690	40,645	538,937	8,338	16,675	275,729	1,033,494
2400	Affranchissement de correspondance										5,987,000	5,987,000
2410	Téléphone/télégraphe/télex/télévision	9,988	24,514	63,557	35,410	8,171	70,820	108,954	14,527	29,055	69,004	434,000
	Total chapitre 24	9,988	24,514	63,557	35,410	8,171	70,820	108,954	14,527	29,055	6,056,004	6,421,000
2500	Réunions et convocations en général										34,378	34,378
	Total chapitre 25										34,378	34,378
	<b>Total titre 2</b>	<b>220,788</b>	<b>383,108</b>	<b>6,318,343</b>	<b>619,297</b>	<b>126,382</b>	<b>1,101,825</b>	<b>2,348,028</b>	<b>239,263</b>	<b>493,979</b>	<b>7,223,183</b>	<b>19,074,196</b>
3410	Publications à caractère général										10,000	10,000
3412	Dép. vulgarisation/promotion des publications										275,906	275,906
	Total article 341										285,906	285,906

Poste	Intitulé	Direction générale				Direction A — Production						Exécution (1)
		Direction	Ressources	Infrastructure	Services auteurs	Direction	Journal officiel	Publications	Accès au droit	Multimédia	Diffusion	
3430	Diffusion de bases de données										37,486	37,486
3431	Celex								1,203,737			1,203,737
3432	Production bases de données								100,000			100,000
3434	Outils communautaires multimédias									259,754		259,754
3435	Assistance aux utilisateurs de produits électroniques										122,500	122,500
	Total article 343								1,303,737	259,754	159,986	1,723,478
	Total chapitre 34								1,303,737	259,754	445,892	2,009,383
	<b>Total titre 3</b>								<b>1,303,737</b>	<b>259,754</b>	<b>445,892</b>	<b>2,009,383</b>
	<b>Total général</b>	<b>1,390,918</b>	<b>2,347,284</b>	<b>10,911,982</b>	<b>3,833,278</b>	<b>773,561</b>	<b>6,747,923</b>	<b>12,043,370</b>	<b>2,776,906</b>	<b>3,309,885</b>	<b>12,286,576</b>	<b>56,421,682</b>

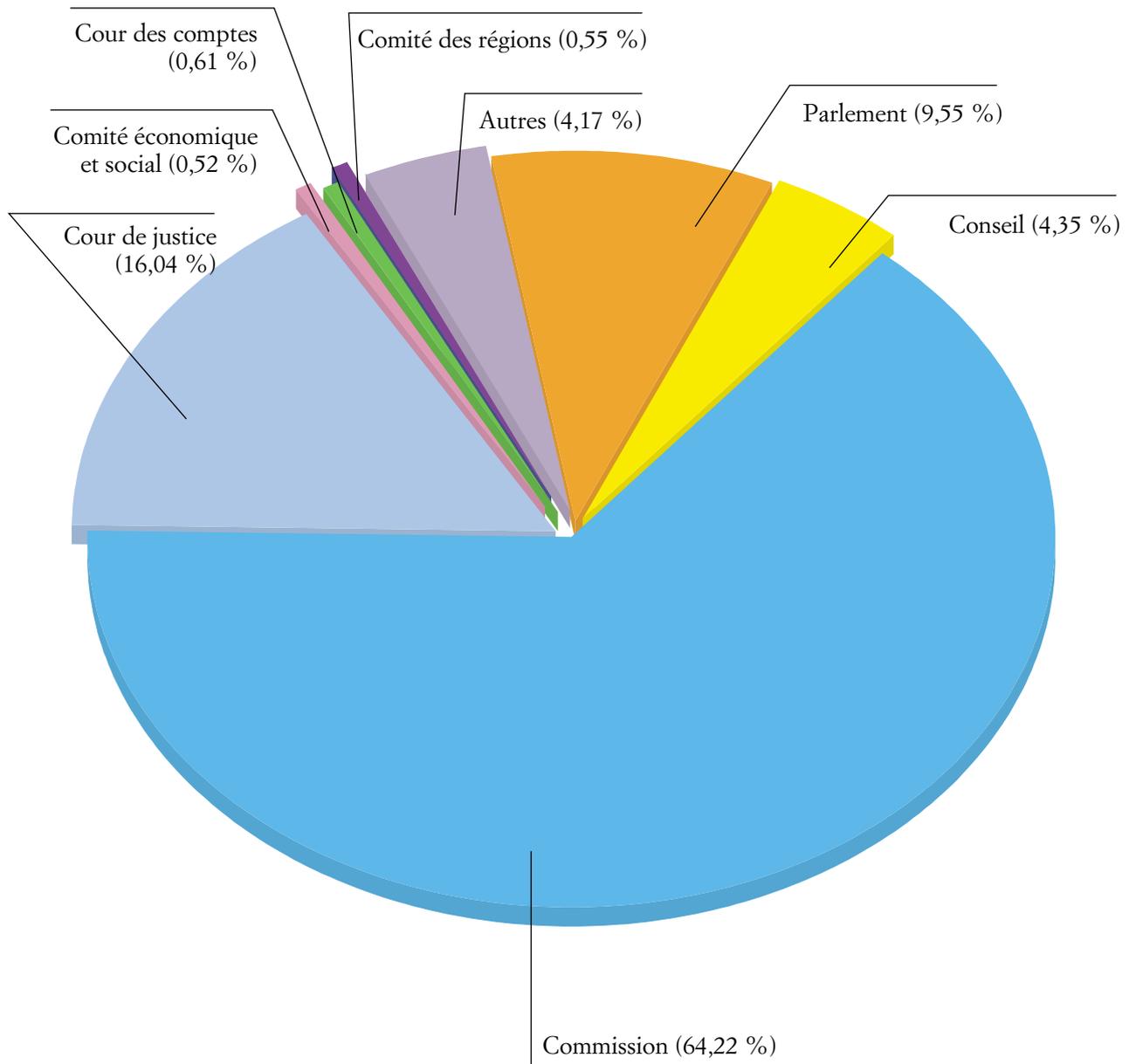
(1) Ces chiffres peuvent varier légèrement par rapport aux chiffres du tableau «exécution du budget — Exercice 2001» à cause du mécanisme des arrondis.

NB: Les chiffres indiqués correspondent à l'exécution budgétaire des crédits votés (crédits de réemploi et crédits reportés non considérés).

Tableau 40 — Facturation 2001 pro forma (ventilation globale des coûts de l'Office par institution)

Institution	Journal officiel		Publications						Multimédia		Accès au droit		Diffusion		Exécution (coût, en euros)	%
	Pages produites		Pages produites			Ateliers-imprimerie			Dossiers (activités pondérées) (en %)	Coût	Prestations (en %)	Coût	Prestations (en %)	Coût		
	Nombre	Coût	Corrigées	Fabriquées	Coût	Ateliers (heures, en %)	Matières (coût, en %)	Coût								
Parlement	136 757	2 745 241	2 515	23 818	462 512	0,00	0,00	0	1,29	70 892	15,05	562 408	9,67	1 548 512	5 389 565	9,55
Conseil	58 562	1 175 565	20 136	30 239	884 786	0,59	0,28	24 770	2,28	125 298	6,29	235 202	0,05	7 638	2 453 259	4,35
Commission	294 551	5 912 775	111 584	261 623	6 555 001	88,57	96,06	4 278 008	92,25	5 069 607	48,36	1 807 328	78,76	12 611 694	36 234 412	64,22
Cour de justice	9 956	199 855	153 525	236 719	6 854 238	5,10	3,39	224 158	0,00	0	22,69	847 909	5,78	924 934	9 051 094	16,04
Comité économique et social	11 839	237 654	0	0	0	0,00	0,00	0	0,00	0	1,42	53 139	0,00	64	290 858	0,52
Cour des comptes	15 249	306 106	11	43	948	0,25	0,15	10 821	0,00	0	0,64	23 767	0,01	1 169	342 811	0,61
Comité des régions	2 640	52 995	358	2 554	51 146	0,00	0,00	0	0,00	0	0,28	10 538	1,21	194 515	309 194	0,55
Autres	10 191	204 573	13 229	31 746	789 940	5,49	0,12	204 748	4,18	229 712	5,26	196 637	4,53	724 879	2 350 488	4,17
<b>Total</b>	<b>539 745</b>	<b>10 834 765</b>	<b>301 358</b>	<b>586 742</b>	<b>15 598 571</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>4 742 504</b>	<b>100,00</b>	<b>5 495 509</b>	<b>100,00</b>	<b>3 736 928</b>	<b>100,00</b>	<b>16 013 405</b>	<b>56 421 682</b>	<b>100,00</b>

## Ventilation globale des coûts de l'Office des publications par institution



## Gestion du budget pour le compte des institutions

Tableau 41 — JO 2001: coûts des prestations imputées au budget du Journal officiel

NB: Ce tableau reprend les coûts comptabilisés pendant l'exercice 2001 alors que, pour les années précédentes, il reprenait les coûts refacturés aux institutions pendant l'année en question.

	Parlement	Conseil	Commission		Cour de justice	Comité économique et social	Cour des comptes	Comité des régions	Autres	Total
			A-3400	B-5304						
Edition papier série JO L	1 006 737,70	4 960 689,14	16 589 022,66	0,00	12 593,64	0,00	0,00	0,00	301 660,74	22 870 703,88
Edition papier série JO C	960 792,71	836 653,02	6 449 333,50	0,00	570 381,67	330 927,27	945 909,58	113 976,40	277 403,99	10 485 378,14
Edition électronique JO C	650 952,75	399 289,45	1 424 866,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 475 109,00
Supports magnétiques	3 294,81	2 358,57	9 251,40	0,00	300,10	215,69	209,44	0,00	0,00	15 630,01
Traités	11 204,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 204,41
EUR-Lex	116 475,04	120 516,65	406 118,08	0,00	14 938,64	9 654,21	15 332,95	4 324,92	0,00	687 360,50
CD-ROM JO L&C	54 845,38	40 498,95	153 002,67		5 013,76	3 222,60	5 225,66	1 521,66		263 330,67
CD-ROM JO S				1 195 413,40						1 195 413,40
Archivage numérique (EUDOR)	690 235,47	561 388,22	2 043 724,19	0,00	69 746,41	45 598,16	69 212,19	18 098,90	0,00	3 498 003,54
Autres documents budgétaires	66 113,41	459 994,96	880 567,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 406 676,02
Autres travaux de préparation et correction	127 750,00	93 464,22	28 886,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 100,34
Retirages	0,00	0,00	6 455,67	0,00	4 614,51	0,00	0,00	0,00	0,00	11 070,18
Validation Formex	2 960 454,04	168 030,68	575 049,66	0,00	20 880,44	13 641,29	20 764,79	5 457,39	0,00	3 764 278,29
Préparation avis de marché JO-S	0,00	0,00	0,00	27 590 653,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 590 653,47
<b>Documents de référence</b>										
Tables	85 841,97	51 785,30	252 495,11	0,00	65 831,22	5 516,88	1 830,34	41,10	0,00	463 341,92
Répertoires	0,00	154 611,11	360 759,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	515 370,36
<b>Infrastructure et logistique</b>										
Conditionnement/expédition/transport	138 374,98	136 221,07	467 647,92	187 836,94	16 934,19	9 950,01	16 801,95	5 351,42	0,00	979 118,48
Archive de production et de documentation	553 294,56	558 984,72	2 143 852,77	0,00	107 840,32	44 222,81	66 062,33	17 543,26	0,00	3 491 800,77
EUROVOC	146 103,44	29 942,08	145 687,86	0,00	39 606,96	1 566,05	519,58	34,23	0,00	363 460,20
Système d'indexation	4 005,65	2 185,61	10 661,69	0,00	2 752,51	260,08	86,29	1,56	0,00	19 953,39
Systèmes informatiques de production	834 331,47	78 651,36	382 593,73	517 702,47	1 029,41	662,09	1 070,96	310,70	0,00	1 816 352,19
Produits informatiques divers	829 811,00	506 460,83	1 719 653,43	134 716,94	62 828,27	40 745,13	63 843,48	17 622,47	0,00	3 375 681,55
Actes Périodiques Agricoles	0,00	0,00	106 997,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 997,50
<b>Produits divers</b>										
Prestations diverses	18 629,29	19 906,91	67 571,38	0,00	2 462,89	10 642,84	79 410,53	765,22	0,00	199 389,06
<b>Total général</b>	<b>9 259 248,08</b>	<b>9 181 632,85</b>	<b>34 224 199,04</b>	<b>29 626 323,22</b>	<b>997 754,94</b>	<b>516 825,11</b>	<b>1 286 280,07</b>	<b>185 049,23</b>	<b>579 064,73</b>	<b>85 856 377,27</b>
<b>Crédits 2000</b>	<b>2 815 094,30</b>	<b>1 821 498,24</b>	<b>6 221 421,28</b>	<b>3 979 354,49</b>	<b>191 111,54</b>	<b>76 471,18</b>	<b>638 772,92</b>	<b>24 380,91</b>	<b>122 697,50</b>	<b>15 890 802,36</b>
<b>Crédits 2001</b>	<b>6 444 153,78</b>	<b>7 360 134,61</b>	<b>28 002 777,76</b>	<b>25 646 968,73</b>	<b>806 643,40</b>	<b>440 353,93</b>	<b>647 507,15</b>	<b>160 668,32</b>	<b>456 367,23</b>	<b>69 965 574,91</b>

Tableau 42 — JO 2001: répartition des pages produites, par institution

Séries L et C

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 2001	Rappel 2000	Évolution	Évolution relative (en %)
Parlement	2 201	35 321	11 919	13 138	10 658	9 612	8 547	15 038	7 682	5 188	3 933	13 520	136 757	73 022	+ 63 735	+ 287,28
Conseil	5 037	2 378	7 075	3 938	5 703	3 072	5 109	4 301	572	3 942	4 410	13 025	58 562	82 401	- 23 839	+ 171,07
Commission	20 679	18 577	23 610	57 134	19 430	23 704	16 390	20 549	18 451	28 537	22 566	24 924	294 551	269 208	+ 25 343	+ 209,41
Cour de justice	484	1 364	704	1 003	792	1 111	1 144	381	821	792	836	524	9 956	10 151	- 195	+ 198,08
Comité économique et social	1 863	0	0	2 376	2 056	0	1 408	2 024	1 408	0	704	0	11 839	6 443	+ 5 396	+ 283,75
Cour des comptes	498	704	572	308	0	1 408	1 111	0	396	616	2 420	7 216	15 249	11 088	+ 4 161	+ 237,53
Comité des régions	396	0	0	0	1 144	0	0	0	352	0	0	748	2 640	3 498	- 858	+ 175,47
Autres	244	928	730	22	363	885	4 466	165	297	287	77	1 727	10 191	10 311	- 120	+ 198,84
<b>Total</b>	<b>31 402</b>	<b>59 272</b>	<b>44 610</b>	<b>77 919</b>	<b>40 146</b>	<b>39 792</b>	<b>38 175</b>	<b>42 458</b>	<b>29 979</b>	<b>39 362</b>	<b>34 946</b>	<b>61 684</b>	<b>539 745</b>	<b>466 122</b>	<b>+ 73 623</b>	<b>+ 15,79</b>

Série L

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 2001	Rappel 2000	Évolution	Évolution relative (en %)
Parlement	177	19 646	358	1 430	539	660	715	903	88	128	996	1 288	26 928	26 314	+ 614	+ 202,33
Conseil	3 761	1 740	3 983	3 531	5 016	2 841	4 455	3 927	550	1 291	3 091	12 035	46 221	66 159	- 19 938	+ 169,86
Commission	9 954	11 592	11 895	7 711	12 430	13 419	8 202	12 449	10 498	20 382	14 217	13 066	145 815	141 344	+ 4 471	+ 203,16
Cour de justice				48									48	99	- 51	+ 148,48
Comité économique et social													0	0	0	—
Cour des comptes													0	0	0	—
Comité des régions													0	154	- 154	+ 100,00
Autres		902	616		187	264	4 400	44	44	67	44	759	7 327	6 450	+ 877	+ 213,60
<b>Total</b>	<b>13 892</b>	<b>33 880</b>	<b>16 852</b>	<b>12 720</b>	<b>18 172</b>	<b>17 184</b>	<b>17 772</b>	<b>17 323</b>	<b>11 180</b>	<b>21 868</b>	<b>18 348</b>	<b>27 148</b>	<b>226 339</b>	<b>240 520</b>	<b>- 14 181</b>	<b>- 5,90</b>

Tableau 42 (suite) — JO 2001: répartition des pages produites, par institution

## Série C

Institution	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 2001	Rappel 2000	Évolution	Évolution relative (en %)
Parlement	2 024	15 675	11 561	11 708	10 119	8 952	7 832	14 135	7 594	5 060	2 937	12 232	109 829	46 708	+ 63 121	+ 335,14
Conseil	1 276	638	3 092	407	687	231	654	374	22	2 651	1 319	990	12 341	16 242	- 3 901	+ 175,98
Commission	10 725	6 985	11 715	49 423	7 000	10 285	8 188	8 100	7 953	8 155	8 349	11 858	148 736	127 864	+ 20 872	+ 216,32
Cour de justice	484	1 364	704	955	792	1 111	1 144	381	821	792	836	524	9 908	10 052	- 144	+ 198,57
Comité économique et social	1 863			2 376	2 056		1 408	2 024	1 408		704		11 839	6 443	+ 5 396	+ 283,75
Cour des comptes	498	704	572	308		1 408	1 111		396	616	2 420	7 216	15 249	11 088	+ 4 161	+ 237,53
Comité des régions	396				1 144				352			748	2 640	3 344	- 704	+ 178,95
Autres	244	26	114	22	176	621	66	121	253	220	33	968	2 864	3 861	- 997	+ 174,18
<b>Total</b>	<b>17 510</b>	<b>25 392</b>	<b>27 758</b>	<b>65 199</b>	<b>21 974</b>	<b>22 608</b>	<b>20 403</b>	<b>25 135</b>	<b>18 799</b>	<b>17 494</b>	<b>16 598</b>	<b>34 536</b>	<b>313 406</b>	<b>225 602</b>	<b>+ 87 804</b>	<b>+ 38,92</b>

## Série S

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 2001	Rappel 2000	Évolution	Évolution relative (en %)
<b>Nombre d'avis</b>	<b>14 697</b>	<b>14 451</b>	<b>15 116</b>	<b>13 075</b>	<b>13 646</b>	<b>13 734</b>	<b>15 681</b>	<b>15 755</b>	<b>13 252</b>	<b>14 817</b>	<b>15 005</b>	<b>12 965</b>	<b>172 194</b>	<b>161 221</b>	<b>+ 10 973</b>	<b>+ 6,81</b>

**Tableau 43 — Publications générales: répartition de la facturation entre institutions, agences et autres organes**

Institution, agence ou organe	Montant (EUR)	%
<i>Institutions</i>		
Commission	12 467 214	62,24
Parlement européen	962 309	4,80
Conseil	553 800	2,76
Cour de justice	1 722 776	8,60
Cour des comptes	0	0
Comité économique et social	0	0
Comité des régions	0	0
Sous-total	15 706 099	78,40
<i>Agences et autres organes</i>		
OHMI	3 044 659	15,20
Cedefop	419 433	2,09
Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail	463 381	2,31
Agence européenne pour l'environnement	100 211	0,50
Écoles européennes	114 342	0,57
OEDT	92 168	0,46
OCVV	42 002	0,21
Europol	12 745	0,06
EMEA	38 506	0,19
Sous-total	4 327 447	21,60
<b>Total</b>	<b>20 033 546</b>	<b>100,00</b>

**Tableau 44 — Nombre et montant des ordres de recouvrement établis par l'Office en 2001, détaillés par poste/ligne budgétaire**  
(détail du montant de 10,13 millions d'euros mentionné à la page 53)

Poste/ligne bénéficiaire	Ordres de recouvrement	
	Nombre	Montant (en euros)
1100 — Traitements de base	2	120 051
2000 — Loyers	96	379 747
2120 — Prestations de personnel d'exploitation informatique	8	109 170
2233 — Entretien/exploitation/réparation matériel de transport	3	1 947
2300 — Papeterie et fournitures de bureau	39	116 241
2400 — Affranchissement de correspondance et frais de port	133	7 211 181
3410 — Publications de caractère général	4	156 816
3412 — Dépenses de vulgarisation/promotion des publications	4	65 902
3430 — Diffusion de bases de données	10	195 003
3431 — Celex	4	547 159
Total A-342	303	8 903 217
B5-304 — Procédures de passation et de publication de marchés publics	3	963 431
Total B5	3	963 431
Autres <sup>(1)</sup>	1	266 780
<b>Grand total</b>	<b>307</b>	<b>10 133 428</b>

<sup>(1)</sup> Fonds de roulement du contrat 1152.

Tableau 45 — Bilan de l'activité commerciale au 31 décembre 2001

(en euros)

Actif			Passif		
Intitulé	2000	2001	Intitulé	2000	2001
Créances commerciales:			Dettes à court terme:		
— réseau de vente	3 239 747,75	3 666 829,34	Recettes à encaisser pour le compte des institutions au 31.12	3 925 048,66	3 959 724,34
— clients directs	320 609,29	292 895,00			
— créances douteuses	364 691,62	( <sup>(1)</sup> )			
	3 925 048,66	3 959 724,34	Clients: recettes encaissées à imputer	634 467,79	499 596,00
Comptes à vue:					
— en euros	8 179 223,39	7 347 291,30			
— en devises	2 619 048,82	1 263 366,57			
	10 798 272,21	8 610 657,87	Résultats des ventes à verser aux institutions	10 163 804,42	8 111 061,87
<b>Total</b>	<b>14 723 320,87</b>	<b>12 570 382,21</b>	<b>Total</b>	<b>14 723 320,87</b>	<b>12 570 382,21</b>

(<sup>(1)</sup>) Dans le bilan 2001, les créances douteuses ont été actées sous forme d'une réduction de valeur d'un montant global de 292 424,73 euros.

Tableau 46 — Compte d'exploitation de l'activité commerciale pour l'exercice 2001

(en euros)

Charges			Produits		
Intitulé	2000	2001	Intitulé	2000	2001
Remises accordées	5 596 629,44	4 153 939,03	Ventes brutes facturées	21 227 585,07	13 836 029,99
Frais et avances remboursées	26 133,47		Frais d'envoi facturés		2 700 814,00
Clients insolvable	19 265,14	175,04	Frais BD facturés	63 806,89	106 310,76
Provision pour créances douteuses		292 424,73	Frais récupérés		1 665,00
Pertes de change	162 508,58	56 259,73	Recettes diverses	2 762,99	194,85
Réajustement comptes bancaires		17,02	Bénéfices de change	151 186,42	38 819,02
Frais bancaires	14 364,03	16 372,98	Réajustement comptes bancaires	27 945,89	20 277,33
Intérêts passifs		0,72	Intérêts actifs	264 800,61	205 444,88
Recettes restant à encaisser au 31.12 pour le compte des institutions	3 925 048,66	3 959 724,34			
Recettes encaissées au cours de l'exercice pour le compte des institutions	20 511 348,71	12 355 690,90	Recettes restant à encaisser au 31.12 pour le compte des institutions	8 517 210,16	3 925 048,66
<b>Total</b>	<b>30 255 298,03</b>	<b>20 834 604,49</b>	<b>Total</b>	<b>30 255 298,03</b>	<b>20 834 604,49</b>

## Gestion du personnel

Tableau 47 — Effectifs 2000 et 2001

Catégorie et grade	Emplois permanents	
	2000	2001
A 1	1	1
A 2	1	1
A 3	3	4
A 4	7	6
A 5	7	7
A 6	10	10
A 7	16	16
A 8	—	—
Total	45	45
B 1	43	43
B 2	43	43
B 3	74	74
B 4	58	58
B 5	29	29
Total	247	247
C 1	40	40
C 2	29	29
C 3	32	35
C 4	37	41
C 5	35	32
Total	173	177
D 1	28	26
D 2	21	19
D 3	8	8
D 4	—	—
Total	57	53
<b>Total général</b>	<b>522<sup>(1)</sup></b>	<b>522<sup>(1)</sup></b>

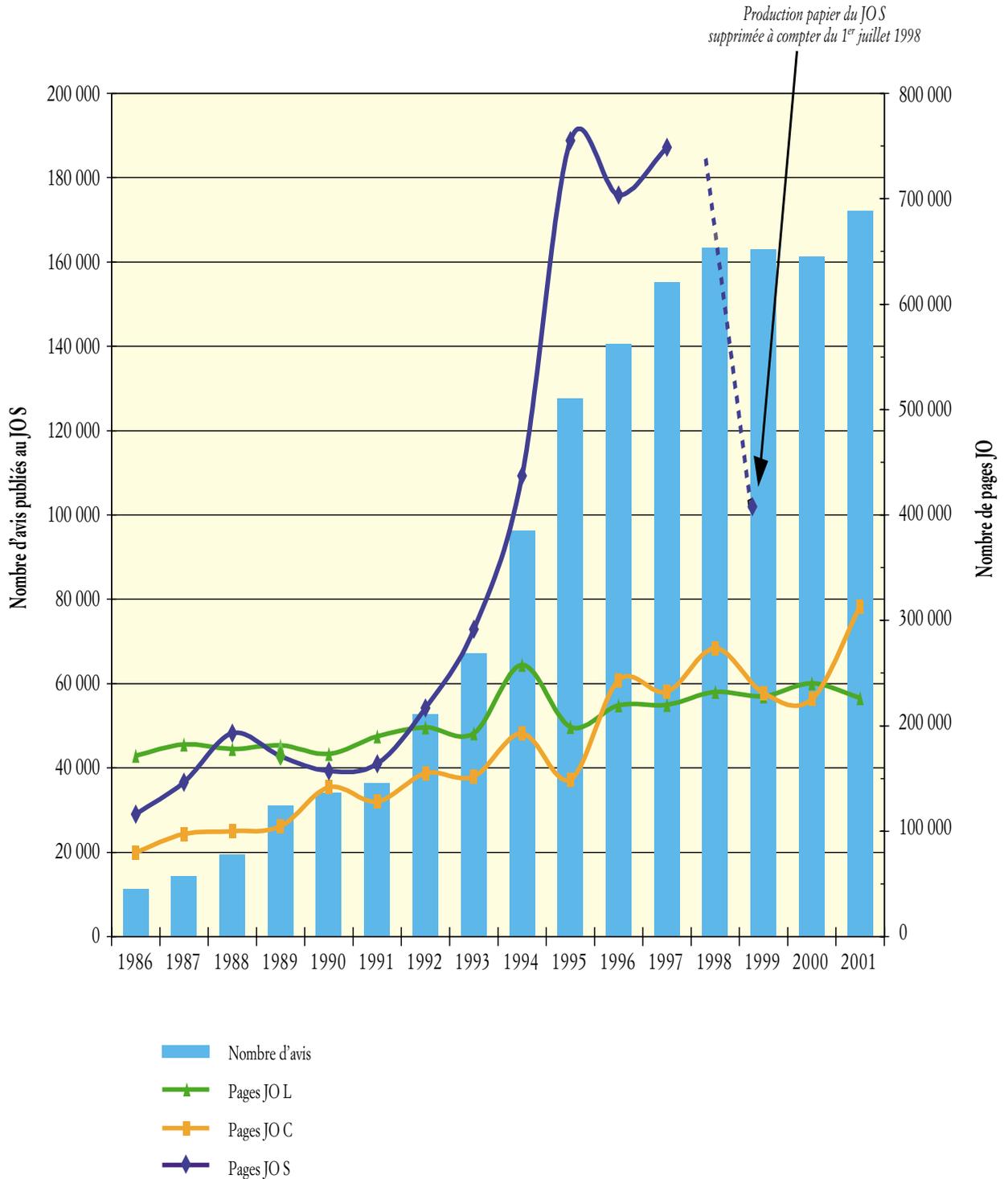
(<sup>1</sup>) L'occupation à mi-temps de certains emplois peut être compensée par l'engagement d'autres agents dans la limite du solde d'emplois ainsi libérés par catégorie.

Tableau 48 — Procédures administratives

Personnel	Nombre
<b>Fonctionnaires</b>	
<i>A. Arrivées</i>	
1. Nomination de fonctionnaires stagiaires:	
— par voie de concours général	2
— par voie de concours interne	0
2. Mutation vers l'Office	15
3. Transfert vers l'Office	4
4. Mise à la disposition de l'Office	1
5. Détachement à l'Office	0
6. Réintégration:	
— après mise en disponibilité	0
— après congé de convenance personnelle	6
— après service militaire	0
— après détachement au CLP	0
— après détachement	0
<i>B. Départs</i>	
1. Mutation vers une autre DG	29
2. Transfert vers une autre institution	1
3. Congé de convenance personnelle:	
— octroi	6
— prorogation de l'exercice 2000 sur l'exercice 2001	5
4. Congé pour service militaire:	
— octroi	0
— prorogation de l'exercice 2000 sur l'exercice 2001	0
5. Mise à la disposition d'une autre DG:	
— octroi	0
— prorogation de l'exercice 2000 sur l'exercice 2001	0
6. Détachement de l'Office	2
7. Mise en disponibilité	0
8. Invalidité	5
9. Dégagement	0
10. Mise à la retraite	5
11. Démission	1
12. Retrait d'emploi dans l'intérêt du service	0
13. Licenciement pour insuffisance professionnelle	0
14. Décès	2
<i>C. Divers</i>	
1. Promotions:	
— dans la carrière	31
— hors carrière	27
— vers une autre catégorie:	
● par voie de concours interne	8
● par voie de concours externe	2
2. Nomination	0
3. Intérim:	
— octroi	0
— prorogation de l'exercice 2000 sur l'exercice 2001	0
4. Mi-temps et temps partiel:	
— octroi	17
— prorogation de l'exercice 2000 sur l'exercice 2001	29
5. Mobilité au sein de l'Office	20

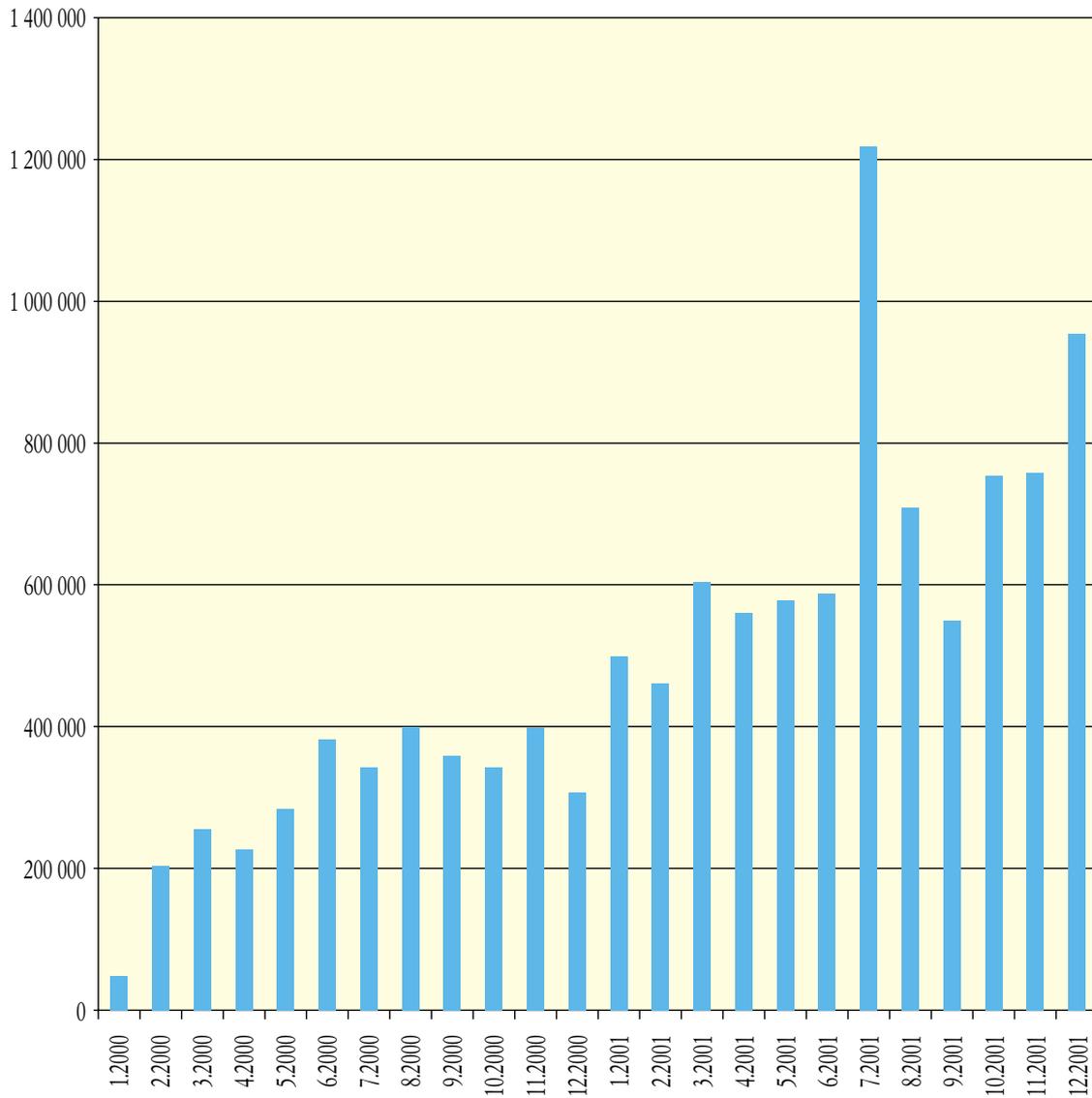
Personnel	Nombre
<b>Agents temporaires</b>	
<i>A. Arrivées</i>	
1. Engagement à durée déterminée:	
— nouvel engagement	7
— renouvellement	12
2. Engagement à durée indéterminée:	
— nouvel engagement	0
— renouvellement	0
<i>B. Départs</i>	
1. Fin de contrat	9
2. Titularisation, lauréats de concours	0
3. Démission	0
4. Décès	0
<b>Agents auxiliaires</b>	
<i>A. Arrivées</i>	
1. Engagement à durée déterminée:	
— nouvel engagement	24
— renouvellement	9
2. Engagement à durée indéterminée:	
— nouvel engagement	0
— renouvellement	0
<i>B. Départs</i>	
1. Fin de contrat	18
2. Titularisation, lauréats de concours	0
3. Démission	0
4. Décès	0

## Graphique 1 — Évolution de la production au Journal officiel (1986-2001)



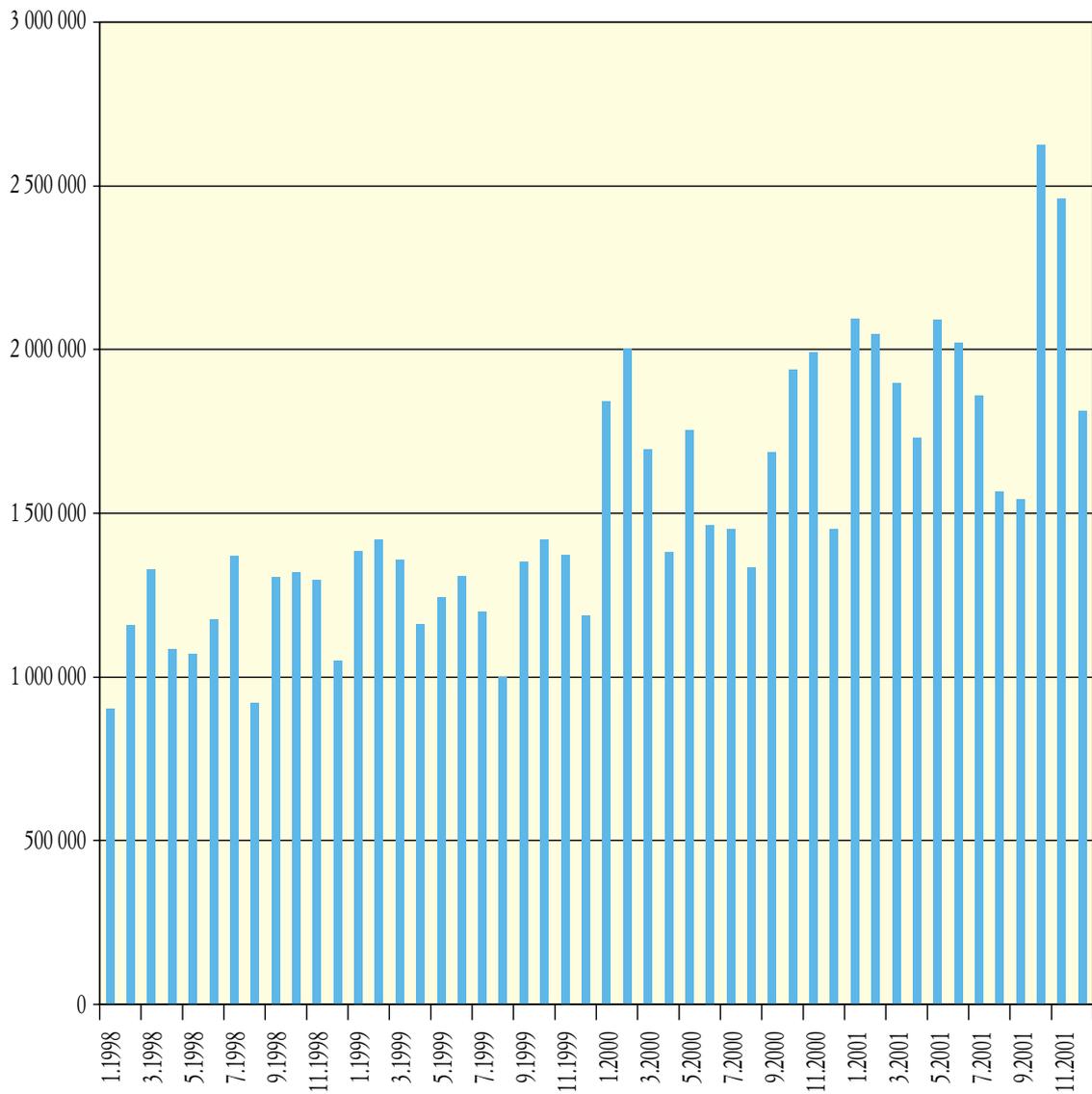
## Graphique 2 — Indices de fréquentation TED

Nombre de documents visualisés par mois



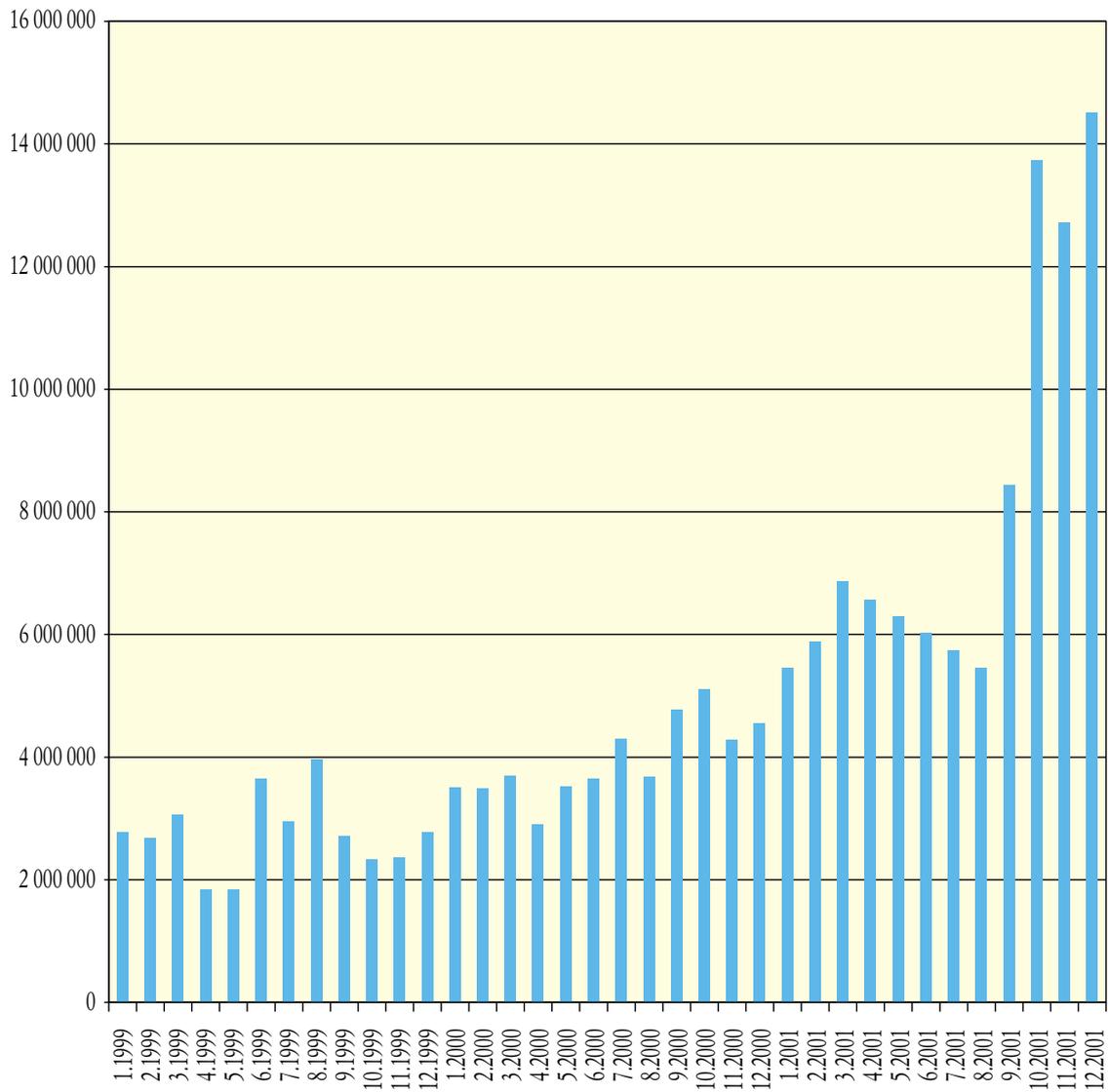
### Graphique 3 — Indices de fréquentation CELEX

Évolution du nombre de documents visualisés par mois



## Graphique 4 — Indices de fréquentation EUR-Lex

Évolution du nombre de documents visualisés par mois





## **Annexe 4 — Bilan et comptes des résultats**

**Bilan OPOCE + JO****Actif***(en euros)*

		31 décembre 2001	31 décembre 2000
I	Frais d'établissement	0,00	0,00
II	Immobilisations incorporelles	388 688,07	258 727,60
III	Immobilisations corporelles	2 686 672,68	3 652 693,94
A	Terrains et constructions	0,00	0,00
B	Installations, machines et outillages	163 748,51	35 433,10
C	Mobilier et parc automobile	1 011 710,42	1 403 709,62
D	Matériel informatique	1 205 798,40	1 806 330,74
E	Location-financement et droits similaires	305 415,35	407 220,48
F	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00
G	Immobilisations en cours et acomptes versés	0,00	0,00
IV	Immobilisations financières	0,00	0,00
A	Investissements dans des organismes liés	0,00	0,00
	1. Participations	0,00	0,00
	2. Créances	0,00	0,00
B	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
	1. Participations	0,00	0,00
	2. Créances	0,00	0,00
	3. Garanties et avances octroyées	0,00	0,00
	4. Autres	0,00	0,00
V	Créances à long terme	0,00	0,00
A	Prêts sur crédits budgétaires	0,00	0,00
B	Prêts sur fonds empruntés	0,00	0,00
C	Autres créances à long terme	0,00	0,00
VI	Stocks	620 980,17	5 111 409,43
A	Fournitures de bureau et autres biens consommables	597 166,61	885 251,75
B	Matériel scientifique	0,00	0,00
C	Stocks de l'Office des publications	23 813,56	4 226 157,68
VII	Créances à court terme	23 526 476,55	9 054 093,96
A	Créances à long terme échéant dans l'année	0,00	0,00
	1. Prêts sur crédits budgétaires	0,00	0,00
	2. Prêts sur fonds empruntés	0,00	0,00
	3. Autres créances à plus d'un an échéant dans l'année	0,00	0,00
B	Créances courantes	23 526 476,55	9 054 093,96
	1. Avances aux États membres	0,00	0,00
	2. Créances sur États membres	0,00	0,00
	a) FEOGA	0,00	0,00
	b) TVA payée et à récupérer auprès des États membres	0,00	0,00
	c) Autres créances sur États membres	0,00	0,00
	3. Créances sur institutions et organismes communautaires	19 566 752,21	5 129 045,30
	4. Débiteurs divers	3 959 724,34	3 925 048,66
C	Créances diverses	0,00	0,00
	1. Créances sur le personnel	0,00	0,00
	2. Autres	0,00	0,00
VIII	Placements de trésorerie	0,00	0,00
IX	Valeurs disponibles	29 333 393,09	32 049 362,49
X	Comptes transitoires	0,00	0,00
<b>Total</b>		<b>56 556 210,56</b>	<b>50 126 287,42</b>

**Passif***(en euros)*

		31 décembre 2001	31 décembre 2000
I	Capitaux propres	3 040 681,10	3 926 326,40
A	Résultats économique de l'exercice	- 885 645,30	- 211 475,01
	1. Résultat de l'exécution du budget	0,00	0,00
	2. Résultat des ajustements	- 885 645,30	- 211 475,01
B	Résultats reportés des exercices antérieurs	3 926 326,40	4 137 801,41
	Résultats des ajustements	3 926 326,40	4 137 801,41
	Solde budgétaire 1999	0,00	0,00
C	Réserves	0,00	0,00
	1. Réserve de réévaluation	0,00	0,00
	2. Réserve des activités emprunt-prêt	0,00	0,00
II	Provisions pour risques et charges	0,00	0,00
A	Provisions pour grosses réparations et gros entretien	0,00	0,00
B	Autres provisions pour risques et charges	0,00	0,00
III	Dettes à long terme	0,00	0,00
A	Dettes financières	0,00	0,00
B	Autres dettes à long terme	0,00	0,00
IV	Dettes à court terme	52 183 089,19	45 929 151,10
A	Dettes à long terme échéant dans l'année	0,00	90 972,03
B	Autres dettes financières à court terme	0,00	0,00
C	Dettes courantes	51 762 885,66	45 785 281,83
	1. États membres et pays de l'AELE créditeurs	0,00	0,00
	2. Institutions et organismes communautaires	37 998 807,24	45 744 491,83
	3. Crédits à reporter	0,00	0,00
	4. Crédoeurs divers	13 764 078,42	40 790,00
D	Autres dettes	420 203,53	52 897,24
V	Comptes transitoires	1 332 440,27	270 809,92
<b>Total</b>		<b>56 556 210,56</b>	<b>50 126 287,42</b>

## Note d'accompagnement

Le bilan financier de l'Office des publications regroupe les résultats de sa gestion commerciale, caractérisée par la vente, pour le compte des autres institutions, du Journal officiel, de publications et de bases de données, les résultats des opérations liées à l'impression du Journal officiel pour lesquelles l'Office bénéficie d'un fonds de roulement constitué par des apports en provenance des institutions et les valeurs des stocks et des immobilisations destinés à l'ensemble de ses activités.

### Actif

(en euros)

II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES **388 688,07**

Le montant inscrit au bilan représente le coût d'acquisition de logiciels spécifiques acquis (graphiques,...).

(Certaines de ces données extra-comptables sont basées sur des estimations.)

Budget OPOCE	172 012,63
Budget JO	157 724,56
Divers (*)	<u>58 950,88</u>
	<u>388 688,07</u>

(\*) logiciels inventoriés mais devant encore être imputés à un budget spécifique.

III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES **2 686 672,68**

(Les données d'inventaire extra-comptables présentent quelques anomalies au niveau valorisation et amortissement; toutefois il n'a pas été possible d'en déterminer l'impact exact.)

*B. Installations, machines et outillages* 163 748,51

Il s'agit du matériel de télécommunication et d'outillage.

Budget OPOCE	140 839,02
Budget JO	<u>22 909,49</u>
	<u>163 748,51</u>

*C. Mobilier et parc automobile* 1 011 710,42

Mobilier	980 167,81
Transport	4 449,00
Audio-visuel	<u>27 093,61</u>
	<u>1 011 710,42</u>

*D. Matériel informatique* 1 205 798,40

Budget OPOCE	813 537,07
Budget JO	<u>392 261,33</u>
	<u>1 205 798,40</u>

*E. Location-financement et droits similaires* 305 415,35

VI. STOCKS 620 980,17

A. Fournitures de bureau et publications

(Des réductions de valeurs ont été opérées sur les stocks pour la première fois cette année.)

Fournitures de bureau	19 586,31
Composants informatiques	16 342,00
Atelier d'imprimerie	266 680,65
Papier, cartons, boîtes...	294 557,65
	<u>597 166,61</u>

C. Stocks de l'Office des publications

Publications détenues par l'OPOCE pour le compte des institutions (stock vente) (*)	23 813,56
	<u>23 813,56</u>

(\*) La variation par rapport à l'exercice précédent est due à la prise en compte du taux de réalisation du stock par rapport au stock disponible.

VII. CRÉANCES À COURT TERME 23 526 476,55

B. Créances courantes 23 526 476,55

3. Créances sur institutions et organismes communautaires	19 566 752,21
--	---------------

Cette rubrique met en évidence:

- a) les créances de l'OPOCE sur les institutions pour les opérations liées à l'impression du Journal officiel:

Parlement	285 279,04
Conseil	1 072 626,00
Commission	671 755,15
Commission (JO S)	4 008 737,00
Cour de justice	106 982,40
Comité économique et social	62 042,72
Comité des régions	3 286,48
Fondation de Dublin	48 641,20
BCE	18 189,32
OHMI	3 709,43
Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes	1 065,76
EMEA	32 916,90
	<u>6 315 231,40</u>

- b) les factures ventilées par production (JO)  
à refacturer aux institutions: 11 754 160,56

c) les factures liées à la production apparentée au JO à refacturer qui n'ont pas encore été ventilées:	1 497 360,25
	<u>19 566 752,21</u>

4. Débiteurs divers	3 959 724,34
---------------------	--------------

Cette rubrique ne concerne que la comptabilité commerciale et correspond au solde des factures restant à encaisser par l'OPOCE pour le compte des institutions.

(Une réduction de valeur pour créances douteuses a été actée pour un montant de 292 424,73 euros.)

— clientèle directe	292 895,00
— bureaux de vente, <i>gateways</i> ...	3 666 829,34
	<u>3 959 724,34</u>

IX. VALEURS DISPONIBLES	29 333 393,09
-------------------------	---------------

Dans cette rubrique sont inscrits les soldes des comptes courants bancaires utilisés pour les opérations liées au Journal officiel et à la vente de publications.

Journal officiel	20 722 735,22
Vente de publications:	
— à vue en euros	7 347 291,30
— à vue en devises	1 263 366,57
	<u>8 610 657,87</u>
	<u>29 333 393,09</u>

X. COMPTES DE RÉGULARISATION	0,00
------------------------------	------

## Passif

(en euros)

I. CAPITAL	3 040 681,10
------------	--------------

A. *Capital net résultant des ajustements économiques au bilan*

Cette rubrique met en évidence les actifs acquis par l'OPOCE pour son propre compte:

— les immobilisations incorporelles (progiciels)	172 012,63
— les immobilisations corporelles:	
a) annuités payées du leasing	305 415,35
b) biens inventoriés (centre autonome)	1 966 086,51
— les stocks:	
a) fournitures	597 166,61
b) stock publications «OPOCE»	0,00
	<u>3 040 681,10</u>

IV. DETTES À COURT TERME	52 183 089,19
--------------------------	---------------

A. <i>Dettes sur emprunts à plus d'un an échéant dans l'année</i>	0,00
---	------

C. *Dettes courantes* 51 762 885,66

2. Institutions et organismes

Cette rubrique du passif représente:

— le fonds de roulement du Journal officiel	25 800 000,00
— l'avance sur paiement production «JO»	0,00
— le matériel informatique et télécom «JO»	415 170,82
— les logiciels spécifiques acquis «JO» et divers	216 675,44
— les stocks de publications payantes détenus par l'OPOCE pour le compte des institutions	23 813,56
— les intérêts créditeurs provenant du compte «JO» à reverser aux institutions	804 801,48
— le solde du produit des ventes <i>encaissées</i> à reverser aux institutions au cours de 2001	7 362 715,61
— les ventes <i>restant à encaisser</i> au 31 décembre 2001 pour le compte des institutions	<u>3 375 630,33</u>
	<u><u>37 998 807,24</u></u>

3. Créditeurs divers

Sont inscrits dans cette rubrique:

— les acomptes, paiements inconnus et paiements en attente d'imputation provenant de la clientèle commerciale	499 596,00
— des factures à payer liées à la production du JO	13 251 520,81
— de factures dont le paiement n'a pas encore été exécuté par la banque	<u>12 961,61</u>
	<u><u>13 764 078,42</u></u>

D. *Autres dettes* 420 203,53

Il s'agit d'un montant versé indûment sur le compte du JO.

V. COMPTES DE RÉGULARISATION 1 332 440,27

Le montant inscrit dans cette rubrique correspond au solde des ventes:

— <i>encaissées</i> au 31 décembre 2001, dont l'OPOCE est bénéficiaire	748 346,26
— le solde des recettes de vente à <i>encaisser</i> dont l'Office est l'institution bénéficiaire	<u>584 094,01</u>
	<u><u>1 332 440,27</u></u>

**II. Immobilisations incorporelles***(en euros)*

	Logiciels informatiques
<i>A. Valeur d'acquisition</i>	
Au terme de l'exercice précédent	1 697 809,95
Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent	
Mutations de l'exercice:	
— acquisitions de l'exercice	326 219,32
— cessions et désaffectations	
— variations dues au changement de seuil	
— transferts d'une rubrique à une autre	
— autres ajustements	223 526,74
Au terme de l'exercice	<b>2 247 556,01</b>
<i>B. Plus-values</i>	
Au terme de l'exercice précédent	
Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent	
Mutations de l'exercice:	
— actées	
— annulées	
— variations dues au changement de seuil	
— reclassement d'une rubrique à une autre	
— autres ajustements	
Au terme de l'exercice	<b>0,00</b>
<i>C. Amortissements et réductions de valeur</i>	
Au terme de l'exercice précédent	1 439 082,35
Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent	
Mutations de l'exercice:	
— actées (*)	419 785,59
— annulées à la suite de cessions	
— variations dues au changement de seuil	
— reclassement d'une rubrique à une autre	
— autres ajustements	
Au terme de l'exercice	<b>1 858 867,94</b>
Valeur comptable nette au terme de l'exercice (A + B - C)	<b>388 688,07</b>
(*) La durée d'amortissement est passée de 2 à 3 ans.	

### III. Immobilisations corporelles

(en euros)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillages	Mobilier et parc automobile	Matériel informatique	Location-financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés
<i>A. Valeur d'acquisition</i>							
Au terme de l'exercice précédent		290 130,90	5 574 683,95	8 539 519,12	814 441,00		
Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent		465,00	29 453,33	92 306,60			
Mutations de l'exercice:							
— acquisitions		85 365,01	161 395,11	904 016,87			
— cessions et désaffectations		- 23 405,83	- 278 763,50	- 912 866,24			
— variations dues au changement de seuil							
— transferts d'une rubrique à une autre		324 372,55	- 324 372,56	14 290,00			
— autres ajustements		706,00					
Au terme de l'exercice	<b>0,00</b>	<b>677 633,63</b>	<b>5 162 396,33</b>	<b>8 637 266,35</b>	<b>814 441,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<i>B. Plus-values</i>							
Au terme de l'exercice précédent							
Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent							
Mutations de l'exercice:							
— actées							
— annulées							
— variations dues au changement de seuil							
— transferts d'une rubrique à une autre							
— autres ajustements							
Au terme de l'exercice	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<i>C. Amortissements et corrections de valeur</i>							
Au terme de l'exercice précédent		254 697,80	4 170 974,33	6 733 188,38	407 220,52	0,00	
Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent		58,12	239 490,40	50 140,07			
Mutations de l'exercice:							
— actées		70 230,73	220 509,11	1 540 361,99	101 805,13		
— annulées suite aux cessions et désaffectations		- 23 405,83	- 268 689,63	- 906 512,49			
— variations dues au changement de seuil							
— transferts d'une rubrique à une autre		211 598,30	- 211 598,30				
— Autres ajustements		706,00		14 290,00			
Au terme de l'exercice	<b>0,00</b>	<b>513 885,12</b>	<b>4 150 685,91</b>	<b>7 431 467,95</b>	<b>509 025,65</b>	<b>0,00</b>	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice (A + B - C)	<b>0,00</b>	<b>163 748,51</b>	<b>1 011 710,42</b>	<b>1 205 798,40</b>	<b>305 415,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(<sup>1</sup>) Les sorties d'inventaire doivent être encodées avec signe (-).

### III.1. Détail des immobilisations sous contrat de location-financement et autres droits similaires

(en euros)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillages	Mobilier et parc automobile	Matériel informatique	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
<i>A. Valeur d'acquisition</i>						
Au terme de l'exercice précédent		814 441,00				
Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent						
Mutations de l'exercice:						
— acquisitions						
— cessions et désaffectations						
— variations dues au changement de seuil						
— transferts d'une rubrique à une autre						
— autres ajustements						
Au terme de l'exercice	0,00	814 441,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>B. Plus-values</i>						
Au terme de l'exercice précédent						
Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent						
Mutations de l'exercice:						
— actées						
— annulées						
— transférées d'une rubrique à une autre						
— autres ajustements						
Au terme de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>C. Amortissements et corrections de valeur</i>						
Au terme de l'exercice précédent		407 220,52				
Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent						
Mutations de l'exercice:		101 805,13				
— actées		101 805,13				
— annulées suite aux cessions et désaffectations						
— transférées d'une rubrique à une autre						
— variations dues au changement de seuil						
Autres ajustements						
Au terme de l'exercice	0,00	509 025,65	0,00	0,00		0,00
Valeur comptable nette au terme de l'exercice (A + B – C)	0,00	305 415,35	0,00	0,00	0,00	0,00 <sup>(1)</sup>

(1) Ce montant doit être égal au montant total de la colonne «Location-financement et droits similaires» du tableau III.

## III.2. Redevances restant à payer suite aux contrats de location-financement et droits similaires

### 1. Biens à inclure au bilan <sup>(1)</sup>

(en euros)

Poste du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Valeur totale (A + B)
	De l'exercice	Cumulées (A)	Jusqu'à un an	Plus d'un an	Total (B)	
Terrains et constructions					0,00	0,00
Installations, machines et outillage	90 972,03	814 441,00			0,00	814 441,00
Mobilier et parc automobile					0,00	0,00
Matériel informatique					0,00	0,00
Immobilisations en cours					0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>90 972,03</b>	<b>814 441,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>814 441,00</b>

<sup>(1)</sup> Le montant total des redevances payées et des redevances restant à payer doit être égal à la valeur du bien repris dans le bilan (tableau des immobilisations).

## III.3. Redevances restant à payer suite aux contrats de location

### 1. Biens à inclure dans les engagements hors bilan <sup>(1)</sup>

(en euros)

Poste du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Valeur totale (A + B)
	De l'exercice	Cumulées (A)	Jusqu'à un an	Plus d'un an	Total (B)	
Terrains et constructions	3 662 996,65	15 983 011,46	3 865 133,48	66 950 336,91	70 815 470,39	86 798 481,85
Installations, machines et outillage						0,00
Mobilier et parc automobile						0,00
Matériel informatique	877 308,17	1 767 991,50	826 309,11	688 590,93	1 514 900,04	3 282 891,54
Immobilisations en cours						0,00
<b>Total</b>	<b>4 540 304,82</b>	<b>17 751 002,96</b>	<b>4 691 442,59</b>	<b>67 638 927,84</b>	<b>72 330 370,43</b>	<b>90 081 373,39</b>

<sup>(1)</sup> Une partie des données incluses dans ce tableau repose sur des estimations (sous réserve de revalorisation ultérieure).

**VI. Stocks***(en euros)*

Description	Valeur d'acquisition	Réduction de valeur	Valeur comptable nette
A. Fournitures de bureau	19 586,31		19 586,31
Autres biens consommables	753 631,60	176 051,30	577 580,30
Sous-total	773 217,91	176 051,30	597 166,61
B. Matériel scientifique			
Matériel scientifique de référence			
Matières fissiles			
Eau lourde			
Sous-total	0,00	0,00	0,00
C. Stock de publications	4 493 123,66	4 469 310,10	23 813,56
Sous-total	4 493 123,66	4 469 310,10	23 813,56
D. Stock matériel pour entretien des immeubles			
Sous-total	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>5 266 341,57</b>	<b>4 645 361,40</b>	<b>620 980,17</b>

**VIII. Placements de trésorerie: autres placements***(en euros)*

Description	31 décembre 2001	31 décembre 2000
1. Actions		
2. Titres à revenu fixe		
3. Comptes à terme:		
— échéance < 1 mois		
— échéance > 1 mois et < 1 an		
— échéance > 1 an		
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**IX. Valeurs disponibles***(en euros)*

Description	31 décembre 2001	31 décembre 2000
A. Comptes auprès du trésor		
B. Comptes auprès des banques centrales		
C. Comptes des activités emprunt-prêt		
D. Comptes courants	29 333 393,09	32 049 362,49
E. Régies d'avances		
F. Caisses		
G. Transferts de fonds		
<b>Total</b>	<b>29 333 393,09</b>	<b>32 049 362,49</b>

**X. Comptes transitoires d'actif***(en euros)*

Description	31 décembre 2001	31 décembre 2000
Intérêts		
Dépenses à imputer		
Charges payées d'avance		
Écarts de conversion		
Autres charges à reporter et produits acquis		
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**Résultat des ajustements***(en euros)*

	31 décembre 2001	31 décembre 2000
<b>Ajustements positifs</b>		
1. Diminution de charges: augmentation de l'actif		
a) Frais d'établissement		
b) Immobilisations incorporelles	69 741,31	206 637,47
c) Immobilisations corporelles	90 972,03	692 159,66
d) Immobilisations financières		
e) Prêts sur crédits budgétaires		
f) Stocks		
g) Autres dépenses		
2. Reprises d'amortissements	147 537,70	
3. Reprises de réductions de valeur		
4. Reprises de provisions		
5. Produits suite aux droits budgétaires acquis au cours de l'exercice et non recouvrés		
<b>Total des ajustements positifs (A)</b>	<b>308 251,04</b>	<b>898 797,13</b>
<b>Ajustements négatifs</b>		
1. Diminution de produits: diminution de l'actif		
a) Frais d'établissement		
b) Immobilisations incorporelles		
c) Immobilisations corporelles	335 426,52	
d) Immobilisations financières		
e) Prêts sur crédits budgétaires		
f) Stocks	136 106,54	247 623,66
g) Encaissements des droits constatés au cours des exercices précédents		53 437,43
h) Correction créances hors budget portées antérieurement en capitaux propres	401 947,95	
2. Dotations aux amortissements	144 364,03	809 211,05
3. Dotations aux réductions de valeur	176 051,30	
4. Dotations aux amortissements et réductions de valeur exceptionnelles		
5. Dotations aux provisions		
6. Dépenses à régulariser		
<b>Total des ajustements négatifs (B)</b>	<b>1 193 896,34</b>	<b>1 110 272,14</b>
<b>Résultat des ajustements de l'exercice (A - B)</b>	<b>- 885 645,30</b>	<b>- 211 475,01</b>
Correction résultat des ajustements 1999 (plus value sur immobilisé).		

**Résultat économique de l'exercice***(en euros)*

	31 décembre 2001	31 décembre 2000
Résultat de l'exécution budgétaire		
Résultat des ajustements (correction résultats économiques des exercices antérieurs)	- 885 645,30	- 211 475,01
<b>Résultat économique de l'exercice</b>	<b>- 885 645,30</b>	<b>- 211 475,01</b>

**XV. Comptes transitoires de passif***(en euros)*

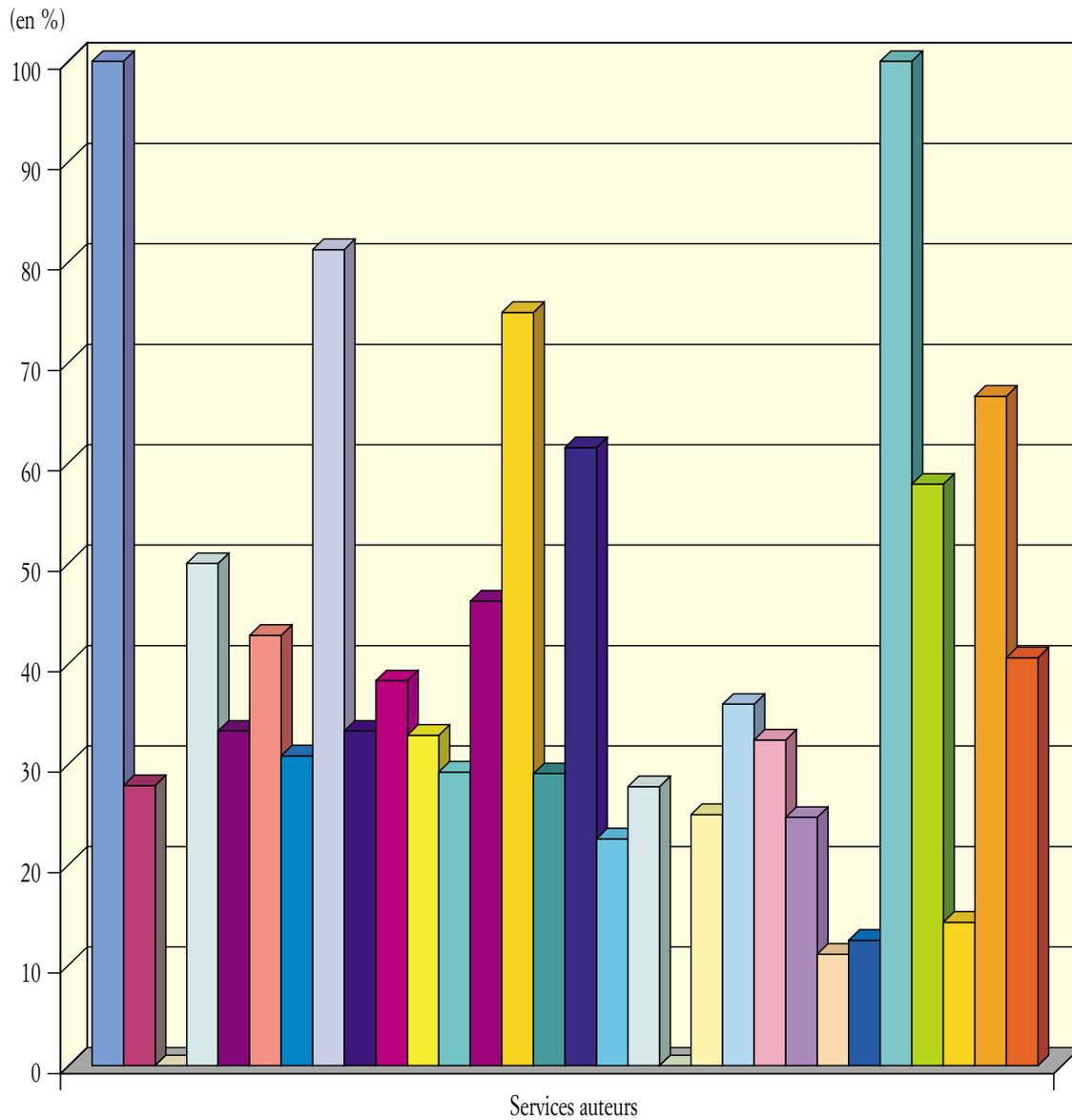
Description	31 décembre 2001	31 décembre 2000
Intérêts	.	
Recettes à imputer		
Réemploi <sup>(1)</sup>	1 332 440,27	270 809,92
Écarts de conversion		
Autres charges à payer et produits à reporter		
<b>Total</b>	<b>1 332 440,27</b>	<b>270 809,92</b>

<sup>(1)</sup> Dont recettes de vente à encaisser dont l'OPOCE est bénéficiaire précédemment incluses dans les capitaux propres.

## **Annexe 5 — Rapport sur la réalisation du programme ordinaire de publication 2001 de la Commission**

Service-Auteur	Nombre de publications		%	Montant	
	PLANIFIÉES	TRAITÉES PAR L'OPOCE	TRAITÉES	DEVIS	BUDGET ESTIMÉ
ADMIN	4	4	100,00 %	28 678,20	96 000,00
AGRI	43	12	27,90 %	357 336,34	1 504 190,00
AIDCO	1	0	0,00 %	—	4 000,00
BUDG	6	3	50,00 %	266 376,03	701 100,00
COMP	6	2	33,33 %	71 318,77	445 000,00
DEV	7	3	42,85 %	—	2 104 809,00
EAC	94	29	30,85 %	1 083 746,14	4 604 500,00
ECFIN	16	13	81,25 %	549 741,35	2 055 750,00
ECHO	3	1	33,33 %	—	74 000,00
EMPL	60	23	38,33 %	297 249,70	1 360 800,00
ENTR	79	26	32,91 %	1 013 213,09	2 391 700,00
ENV	147	43	29,25 %	993 291,67	2 104 000,00
ESTAT	240	111	46,25 %	233 606,88	1 810 500,00
FISH	4	3	75,00 %	89 135,00	478 607,00
INFSO	55	16	29,09 %	482 383,87	1 111 500,00
JAI	13	8	61,54 %	34 149,38	282 167,00
JRC	62	14	22,58 %	471 604,00	0,00
MARKT	18	5	27,78 %	226 600,54	820 000,00
OLAF	3	0	0,00 %	—	126 000,00
PRESS	4	1	25,00 %	7 128,00	201 000,00
REGIO	25	9	36,00 %	687 799,16	405 649,00
RELEX	37	12	32,43 %	143 713,19	485 715,44
RTD	275	68	24,72 %	731 775,93	7 966 465,00
SANCO	18	2	11,11 %	21 274,00	434 636,00
SCIC	8	1	12,50 %	—	4 000,00
SDT	2	2	100,00 %	—	12 000,00
SG	19	11	57,90 %	434 524,96	1 852 500,00
TAXUD	14	2	14,29 %	10 675,00	128 950,00
TRADE	6	4	66,67 %	95 550,57	148 000,00
TREN	32	13	40,62 %	225 642,05	918 200,00
<b>Total</b>	<b>1 301</b>	<b>441</b>	<b>33,89 %</b>	<b>8 556 513,82</b>	<b>34 631 738,44</b>

## Réalisation du POP-2001 au 28 février 2002 (publications traitées par l'OPOCE)



- |       |       |       |
|-------|-------|-------|
| ADMIN | ENTR  | REGIO |
| AGRI  | ENV   | RELEX |
| AIDCO | ESTAT | RTD   |
| BUDG  | FISH  | SANCO |
| COMP  | INFSO | SCIC  |
| DEV   | JAI   | SDT   |
| EAC   | JRC   | SG    |
| ECFIN | MARKT | TAXUD |
| ECHO  | OLAF  | TRADE |
| EMPL  | PRESS | TREN  |



## Annexe 6 — Conventions de service: niveau des contacts amorçés

Institution/DG/Agence	CA	Contacts			
		Entretien téléphonique	Visite	Convention signée	Négociation en cours
CES	FD	x	x	x	annexe
PRESS	FD	x	31.1.2002		
MARKT	FD	x			x
TREN	HV	x			
TRADE	HV	x			
JAI	HV	x			
TAXUD	HV	x			
SdT	HV	x			
OLAF	HV	x			
SJ	HV	x			
SANCO	HV	x			
EMEA	HV	x			
COMP	HV	x	x		
BUDG	HV	x	x		
EMPL	HV	x	x		
ESTAT	HV	x	x		x
CONSEIL	HV	x	x		x
CJ	HV	x	x		
OCCV (Angers)	HV	x	x		
BEI	BK	x			
ENV	BK	x			
ENTR	BK	x			
PE	BK	x	x		
EUROPOL	BK	x	x		
CEDEFOP	BK	x	x		
RELEX	BK	x	x		
FISH	BK	x	x		
AGRI	MM	x	x		
EASHW	MM	x	x		
CC	MM	x	x		
CdT	MM	x			
CCR	CdB	x	x		x
RTD	CdB	x	x		x
ECFIN	CdB	x	x		
FE (Dublin)	CdB	x			
OE (Vienne)	CdB	x			
AEE (Copenhague)	CdB	x			
<b>Total au 14.12.2001</b>		<b>37</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	<b>5</b>

Correspondants auteurs (CA): Christian DE BRUYNE (CdB), Fabian DIEGO LUIS (FD), Ben KLOPPENBORG (BK), Marco MARCOS RODRIGUEZ (MM), Harry VENTOURAS (HV).



Commission européenne

**Rapport annuel de gestion 2001 de l'Office des publications officielles des Communautés européennes**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2002 — 161 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN 92-78-40093-9



Office des publications  
*Publications.eu.int*

